INSTITUTS SOLVAY

TRAVAUX DE
INSTITUT DE SOCIOLOGIE

ACTUALITÉS
SOCIALES

LE PROCÈS DU LIBRE ECHANGE EN ANGLETERRE

DANIEL CRICK

MISCH et THRON
EDITEURS
BRUXELLES et LEIPZIG

1904

INSTITUTS SOLVAY

Parc Léopold, Bruxelles

INSTITUT DE SOCIOLOGIE

DIRECTEUR :

ÉMILE WAXWEILER

Professeur à l'Université de Bruxelles

COLLABORATEURS SCIENTIFIQUES :

M. ANSIAUX, G. DES MAREZ, E. HOUZÉ, A. PRINS, L. WODON

Professeurs et chargés de cours à l'Université de Bruxelles

ASSISTANT :

G. DE LEENER

Chargé de cours à l'Université de Bruxelles

Travaux de l'Institut

I. ***Notes et Mémoires.*** Publication in-4°, sans périodicité régulière, renfermant des études sociologiques originales et des revues critiques, rédigées avec la collaboration d'un groupe de spécialistes.

II. ***Etudes sociales.*** Série de volumes in-8°, consacrés à des travaux rentrant dans le domaine des sciences sociales en général.

III. ***Actualités sociales.*** Série de volumes in-16, ayant pour objet la vulgarisation des questions sociales courantes.

Travaux publiés au 1er avril 1904

—

(Les travaux n'engagent que leurs auteurs.)

—

Etudes sociales

N° 1. — *Les Syndicats industriels en Belgique,* par G. De Leener, 2e édition, revue et augmentée, 1904.

Actualités sociales

N° 1. — *Principes d'Orientation sociale,* résumé des études de M. Ernest Solvay sur le Productivisme et le Comptabilisme, 1904.

N° 2. — *Que faut-il faire de nos industries à domicile?* par M. Ansiaux, 1904.

N° 3. — *Le charbon dans le Nord de la Belgique.* Le point de vue technique, G. De Leener. Le point de vue juridique, L. Wodon. Le point de vue économique et social, E. Waxweiler, 1904.

N° 4. — *Le procès du libre-échange en Angleterre,* par D. Crick, 1904.

—

Toutes ces publications sont éditées chez Misch & Thron : *à Bruxelles, rue Royale, 68; à Leipzig, Hospitalstrasse, 10; à Paris, rue de Buci, 10 (librairie P. Geuthner).*

LE PROGRAMME DES

Actualités Sociales

Nous n'avons pas cru qu'il fût possible de limiter l'activité de l'Institut de Sociologie à la pure investigation scientifique. Le domaine des recherches sociales est trop humain pour que l'on puisse, en le parcourant, se désintéresser des applications auxquelles sollicitent à la fois l'instinct personnel du mieux et la solidarité des aspirations, des intérêts ou des souffrances d'autrui.

Une institution consacrée à l'étude impartiale des phénomènes sociaux devient ainsi comptable du sentiment public, qui ne lui pardonnerait point d'accumuler les observations au seul profit d'une minorité de chercheurs ou d'initiés, et de

passer à côté des problèmes qui occupent et inquiètent, sans y porter quelque lumière.

Il y aura donc, parmi les Travaux de l'Institut, une série spéciale de publications, où seront étudiées et mises à la portée du grand public, les principales questions d'actualité sociale, à mesure qu'elles se poseront devant l'opinion.

Par là, les Actualités *seront une collection de vulgarisation.*

Mais elles seront autre chose encore. Si utile, en effet, que soit la vulgarisation, peut-être en un temps où une sorte de dilettantisme semble interdire à beaucoup la netteté des attitudes et des opinions, est-ce faire œuvre plus féconde encore d'orienter les études sociales vers un but commun, et de coordonner leurs enseignements.

C'est ce que l'on tentera dans les Actualités. *On s'efforcera de dégager cet aspect particulier des choses, que le fondateur de l'Institut de Sociologie, par un néologisme expressif, a qualifié de « productiviste ». Rechercher entre des solutions diverses, celle qui assure à l'activité des hommes le rendement maximum; dégager les facteurs qui modifient la productivité des groupes ou des individus, pour découvrir les moyens de l'accroître rationnellement : tel sera le principal objectif poursuivi.*

La tâche est plus vaste qu'on le croirait à première vue; car, à tout prendre, elle vise l'essence même de ce que le langage usuel appelle

le « progrès ». Au fond de cette notion vague et dont le XIXe siècle a inconsidérément abusé, n'y a-t-il pas précisément l'intuition d'une meilleure utilisation des efforts, d'un gain matériel ou moral, réalisé toutes autres choses restant égales ?

*Progrès dans la constitution physique de l'homme, — dans la formation et l'utilisation de ses facultés mentales, — dans l'éducation de sa volonté et de sa moralité : tout cela tend à créer, en somme, l'*homme normal, *adapté à ses conditions effectives d'existence et capable par là du plus grand travail utile.*

Et c'est là véritablement le fondement solide du progrès social. Le temps n'est plus où la phraséologie politique pouvait suspendre dans le vide des réformes, improvisées parmi les conflits de doctrines ou d'intérêts. On prétend aujourd'hui voir les hommes tels qu'ils sont, soumis, en tant qu'organismes vivants, à toutes les influences de croissance, d'évolution, et aussi de dégénérescence que leur apportent l'hérédité et le milieu.

De même, on s'éloigne instinctivement des solutions empiriques, dans les problèmes toujours renouvelés, qui surgissent au choc des grands intérêts sociaux. De plus en plus, on voudra étudier, sans préjugé de classe ni de parti, ce que sont tous ces intérêts dans la réalité, et la part de sauvegarde que la loi et les mœurs leur doivent. On ne s'encombrera plus de formules, et s'il faut, pour assurer positivement à certains de meilleures

conditions de vie, qu'intervienne la force coërcitive de l'Etat, on y recourra avec confiance et hardiesse. On requerra de la science d'incessants perfectionnements dans la technique des moyens de travail et d'organisation, en faisant toujours davantage du « temps » la chose digne par excellence d'être désirée et épargnée, la vraie Valeur dans l'œuvre de production.

Tout en équipant ainsi les individus et les groupes pour la lutte inévitable et bienfaisante, la tendance vers le meilleur rendement social prépare entre tous l'entente et la paix, dans la mesure même où elle favorise l'expansion naturelle de toutes les facultés et de toutes les ambitions légitimes. En jetant une lumière crue sur les situations sociales, elle empêche que l'on entretienne, de façon durable, la haine barbare entre les hommes et les classes. Pour reprendre le mâle langage du Président Roosevelt (1), *« très énergi-* » *quement, chacun de nous a besoin de se lever* » *pour ses propres droits; tous les hommes et tous* » *les groupes d'hommes sont tenus de conserver* » *le respect d'eux-mêmes; ce respect, ils doivent* » *le réclamer aussi d'autrui, en veillant à ce qu'il* » *ne leur soit fait aucun tort et à ce qu'il leur* » *soit assuré la plus grande liberté de pensée et* » *d'action. Mais nourrir de la haine contre les* » *autres, c'est un sûr moyen à la longue de se nuire.*

---

(1) Dans *La Vie intense*, page 288.

» infiniment plus à soi-même qu'à ceux que l'on » hait ».

« Un citoyen sain dans la cité saine », *telle serait, appliquée à la politique sociale, la forme productiviste de l'antique maxime de régénération individuelle. La faire connaître, aimer et pratiquer, surtout en ce qu'elle peut avoir de fécond pour la grandeur de la patrie belge, tel sera le programme des* Actualités sociales.

E. Waxweiler.

LE PROCÈS DU LIBRE-ÉCHANGE EN ANGLETERRE

Malines. — Imp. L. & A. Godenne.

Ec
C928p

Le Procès du Libre-Echange en Angleterre

PAR

DANIEL CRICK

avec un Appendice
sur la Bibliographie de la Question Douanière en Angleterre
par D. WARNOTTE

63420
12/1/05

MISCH & THRON
Editeurs
BRUXELLES
Rue Royale, 18
LEIPZIG
Hospitalstrasse, 10
PARIS Paul GEUTHNER, Rue de Buci, 10

1904

Tous droits de traduction réservés

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Introduction 1

CHAPITRE I. — Le régime douanier de l'Angleterre depuis 1815 21

CHAPITRE II. — Le programme de M. Balfour 27

CHAPITRE III. — Le programme de M. Chamberlain 55

CHAPITRE IV. — La défense du libre-échange. 157

CHAPITRE V. — Le débat au Parlement . . 257

Appendice : Bibliographie de la question douanière en Angleterre, par D. Warnotte . 267

INTRODUCTION

Deux mois après son retour de l'Afrique du Sud, où il s'était rendu pour juger par lui-même de l'état politique et économique d'une contrée qui sortait d'une guerre longue et sanglante, M. Chamberlain annonça, dans un discours retentissant (1), que le commerce de

(1) Birmingham, 15 mai 1903. Lorsqu'il a prononcé ce discours, M. Chamberlain était encore ministre des colonies. Ses déclarations ont naturellement fait l'objet d'une discussion au Parlement. Le résultat en a été de hâter la publication d'un travail que le *Board of Trade* avait entrepris depuis un certain temps et qui avait pour but d'exposer la situation du commerce et de l'industrie de l'Angleterre et des pays étrangers (*British and Foreign Trade and Industry*). Nous aurons fréquemment l'occasion de citer ce *Blue Book* au cours de notre exposé.

l'Angleterre était menacé dans son existence. Il n'entendait pas dire que l'édifice menaçait ruine, mais il y découvrait des lézardes inquiétantes, et il conviait ses compatriotes à y remédier sans retard. La cause du mal réside, selon lui, dans le libre-échange. La politique douanière que l'Angleterre pratique actuellement l'expose sans défense aux coups de ses concurrents étrangers. Il faut qu'elle se mette à l'abri de ces attaques; et le seul bouclier qui puisse l'en défendre, c'est le protectionnisme.

A l'hostilité des nations étrangères, M. Chamberlain opposait avec chaleur le dévouement des colonies et les ressources qu'elles offrent au commerce de la métropole. Le devoir, aussi bien que l'intérêt de l'Angleterre, lui commandent de resserrer les liens qui l'unissent à ses colonies. Les protestations sentimentales ou les discours après boire ne suffisent pas; il faut quelque chose de plus positif et de plus tangible : aux liens du sang, il faut ajouter des liens d'intérêt. Le moyen est simple : les barrières protectionnistes s'écarteront devant

les importations de denrées alimentaires provenant des colonies.

La politique nouvelle a deux représentants : M. Balfour et M. Chamberlain. La politique de celui-ci est nette : il réclame des mesures protectionnistes contre la concurrence étrangère et un traitement de préférence en faveur des colonies. A côté de ce programme précis, celui de M. Balfour paraît bien vague et bien ondoyant. M. Balfour est un opportuniste. Sa position de premier ministre lui commande, il est vrai, une certaine réserve; mais on doit convenir qu'il est visiblement soucieux de tâter l'opinion publique avant que de s'engager, et de ne proposer une orientation nouvelle qu'à la condition d'être sûr de marcher d'accord avec les électeurs. « Je suis le chef et j'entends conduire mon parti ! » proclame-t-il. Personne ne prétendra que cette déclaration soit superflue dans un débat où le personnage de premier plan est évidemment M. Chamberlain; mais si M. Balfour est le chef, il semble que ce soit surtout pour suivre ses troupes. Son protec-

tionnisme ira aussi loin que la nation le voudra. Se décide-t-elle à assumer, dans l'intérêt de l'union impériale, les charges qui résulteront d'une taxe sur les denrées alimentaires? M. Balfour sera avec elle. Préfère-t-elle se contenter d'exercer des représailles contre les nations protectionnistes? M. Balfour n'ira pas plus loin. Ne veut-elle rien? Qui sait! M. Balfour dira peut-être « que la question n'est pas mûre. »

Le tempérament de M. Chamberlain ne s'accommode pas de ces demi-mesures et de cette irrésolution. Il sait ce qu'il veut et marche droit à son but. Il est convaincu que la réalisation de l'idéal impérialiste doit assurer la grandeur et la richesse de l'Angleterre, et tous ses efforts convergent dans cette direction. Avec une énergie inlassable, une constance admirable, un esprit de suite que ni les critiques, ni les objections ne peuvent ébranler, il poursuit sa campagne, qu'il compare à une croisade contre l'erreur. Aucun démenti, aucune rectification, aucune opposition ne le gêne ou le trouble. Il est le « pionnier d'une idée nouvelle », et

il sait que tout prophète doit souffrir pour sa doctrine.

Il parcourt l'Angleterre et va, de comté en comté, prêcher le nouvel évangile. « Je suis un missionnaire d'Empire! » s'écrie-t-il dans l'ardeur de son apostolat. Il a rompu avec la science orthodoxe; il lui reproche ses sentiments de « petite Angleterre » et n'a souci de ses foudres. Vainement on condamne ses doctrines; vainement trois anciens chanceliers de l'Echiquier (1) et trois anciens vice-rois (2) les réprouvent; vainement un manifeste, signé de quatorze professeurs d'économie politique appartenant aux universités anglaises, prononce contre ses idées l'excommunication majeure (3); vainement les

(1) Lord Goschen, Sir M. Hicks-Beach et M. Ritchie.

(2) Lord Northbrook, Lord Elgin et le Marquis de Ripon.

(3) *Times*, 15 août 1903. Voici les conclusions de la déclaration des quatorze professeurs :

1 Il n'est pas exact de dire que l'augmentation des importations implique une diminution dans l'emploi de la main-d'œuvre de la nation qui importe. Cette allégation est universellement repoussée par ceux

ouvriers répudient son programme dans leurs

---

qui ont fait de la question l'objet de leurs études, et elle est entièrement controuvée par les faits.

2. Il est fort peu probable qu'un droit sur les denrées alimentaires, importées dans le Royaume Uni, aurait pour conséquence une augmentation de salaires équivalente — ou plus qu'équivalente —. Le résultat auquel il faut s'attendre, comme conséquence directe du droit, est une diminution dans la rémunération réelle du travail.

3. Le tort causé au consommateur anglais, par un droit sur l'importation du froment, pourrait être légèrement réduit dans le cas possible, mais dans les circonstances actuelles fort peu probable, où une partie de la charge serait rejetée d'une manière permanente sur le producteur étranger.

4. Ce n'est pas une réponse pertinente que d'objecter à l'affirmation qu'un droit sur les denrées alimentaires fera hausser le prix de celles-ci, qu'il est possible que le fait ne se produise pas. Quand nous disons qu'un droit d'entrée élève le prix, nous sous-entendons naturellement : à moins que son effet ne soit annulé par d'autres causes agissant au même moment dans la direction contraire. Ou, en d'autres termes, nous prétendons que, comme conséquence du droit d'entrée, le prix sera généralement supérieur du montant du droit à ce qu'il aurait été, toutes autres choses restant dans le même état.

5. Il nous paraît impossible d'établir un tarif qui puisse à la fois augmenter la superficie des terres consacrées à la culture du froment aux colonies, encourager l'agriculture dans le Royaume-Uni et ne pas causer de dommage au consommateur anglais.

6. L'allégation que le public, tout en éprouvant

congrès (1) et dans leurs proclamations : M.

---

un dommage direct par suite d'un impôt, peut cependant retrouver un plein équivalent dans le produit de cet impôt, est fausse, parce qu'elle ne tient pas compte de l'immixtion dans la libre circulation des marchandises, ni du tort que l'on cause à l'industrie en la détournant de la voie qu'elle aurait autrement suivie, ni de la circonstance que, dans le cas d'un droit sur le froment étranger — le froment anglais et colonial restant indemne — le gouvernement ne percevrait le droit que sur le blé étranger, tandis que le consommateur aurait à payer la totalité ou la presque totalité du droit sur tout le froment.

7. D'une manière générale, ceux qui entreprennent à la légère de réorganiser nos sources d'approvisionnements de denrées alimentaires, et de détourner autrement le cours de l'industrie, ne se rendent pas un compte exact de la lourdeur de la preuve qui pèse sur le politicien qui, abandonnant la règle simple de la taxation dans l'intérêt exclusif du trésor, cherche à atteindre des buts ultérieurs par la manipulation des tarifs.

C. F. Bastable, A. L. Bowley, Edwin Cannan, Léonard Courtney, P. G. Edgeworth, E. C. K. Gonner, Alfred Marshall, I. S. Nicholson, L. R. Phelps, A. Pigou, C. P. Sanger, W. R. Scott, W. Smart, Armitage Smith.

(1) Le Congrès des Trades-Unions de 1903 a adopté, le 8 septembre dernier, à l'unanimité moins deux opposants, une motion désapprouvant les projets de M. Chamberlain. — Le *National Labour Representation Committee*, réuni à Bradford, a adopté, le 5 février 1904, une protestation contre le protectionnisme par 965,000 votes contre 25,000.

Chamberlain se moque de la science officielle, regrette l'aveuglement des ouvriers, mais ne désespère pas de les convertir, prend en pitié les hommes politiques qui le renient ou le combattent, et continue, plein d'enthousiasme et d'entrain, l'âpre combat pour le salut de l'Angleterre.

« Un contre vingt », semble-t-il dire non sans une pointe d'orgueil, mais pas non plus sans une teinte d'amertume. Car on ne peut douter que cet homme, qui sait apprécier un résultat, ne préférât au recueillement altier de son « superbe isolement », le bruit et le tumulte d'une légion de disciples et de propagandistes. Il faut bien le reconnaître : c'est lui seul qu'on écoute, c'est son nom seul qui attire et qui intéresse. Et quand, d'aventure, un autre se lève pour défendre son programme, on ne perçoit plus qu'un faible écho de sa voix retentissante.

Certes, on ne peut contester la beauté du spectacle qu'offre cet homme extraordinaire' Dédaigneux du repos auquel son âge et ses services lui donnent droit, il n'a pas hésité, aux

heures tardives de son existence, à affronter les périls et les fatigues d'une tâche colossale. Il a entrepris de déraciner des notions économiques reçues comme des dogmes intangibles, et de renverser une idole dont on ne murmure le nom qu'avec respect et dont le prestige est consacré par soixante années de prospérité et de succès.

On doit reconnaître en M. Chamberlain un des plus remarquables représentants de cette race énergique et tenace dont l'influence se fait sentir par le monde entier et qui a su porter à un si haut degré de perfectionnement les caractéristiques essentielles de l'individu. En cette nature d'élite se réunissent deux qualités maîtresses : une imagination puissante, qui lui permet de concevoir des plans de vaste envergure et de portée lointaine, et une volonté ferme, qui le met à même d'en poursuivre l'exécution, voire même de les réaliser.

En face de lui, on en voit apparaître d'autres, qui ne le lui cèdent ni en sincérité ni en dévouement à la chose publique. Ils ont de leur devoir une conception tout aussi nette et tout aussi

sensible que lui. Les considérations d'avenir politique ou de satisfaction personnelle ne comptent pas pour eux quand les grands intérêts du pays sont en jeu. Entre le devoir et les avantages particuliers, ils ne connaissent pas l'hésitation. Convaincus de l'erreur profonde dans laquelle a versé M. Chamberlain et persuadés des dangers auxquels il expose l'Angleterre, ils n'ont pas balancé à déposer les charges et les honneurs dont ils étaient revêtus. Leur sort est plus mélancolique que celui de M. Chamberlain. Ils ont brisé leur carrière ministérielle sans espoir de retour, tandis que lui, lancé à la conquête de son idéal ou de sa chimère, est convaincu qu'il reviendra un jour plus puissant et plus prestigieux que jamais.

Le duc de Devonshire, vieilli au service de l'Etat et entouré d'une estime universelle, a abandonné la présidence du Conseil plutôt que d'épouser les idées du gouvernement ou de M. Chamberlain. Lord G. Hamilton a suivi son exemple. Lui aussi est un vétéran de la politique : depuis plus de trente-quatre ans il siége

sans interruption à la Chambre des Communes. Dans le discours qu'il a adressé à ses électeurs, pour leur expliquer les motifs de sa retraite du ministère, il a reconnu sans détours qu'il leur était redevable de tous les honneurs, de tous les avantages et de tous les émoluments dont il avait joui au cours de sa carrière politique; mais il a ajouté avec noblesse que s'ils différaient d'opinion avec lui sur une question aussi essentielle pour l'avenir du pays que le problème douanier, sa conscience ne lui permettait pas d'accepter le renouvellement de son mandat. N'en déplaise à M. Chamberlain, une nation qui possède des caractères comme ceux-là, et qui produit des natures comme la sienne, n'est pas un pays sur lequel s'apprête à descendre le crépuscule de la décadence.

Ces ministres démissionnaires et la foule des anciens ministres et des hommes publics qui défendent les mêmes opinions qu'eux, sont tous intimement convaincus que l'Angleterre doit au libre-échange d'être ce qu'elle est : la première et la plus grande nation du monde.

Ils reconnaissent le mérite du libre-échange dans le passé et ont pleine confiance dans sa vertu pour l'avenir. Les craintes qui agitent M. Chamberlain ne sont que de vaines hallucinations ou de coupables exagérations. L'Angleterre est en voie de progrès constants, et rien ne permet de dire qu'elle ralentisse son allure et encore moins qu'elle se soit arrêtée.

Le dévouement des libre-échangistes envers les colonies et l'Empire ne peut faire aucun doute. Le reproche de mesquinerie provinciale est à leur égard une injustice, et l'épithète de « petits Anglais » une injure gratuite. Ils réprouvent le plan colonial de M. Chamberlain, parce qu'ils y voient non un gage d'union, mais une source de querelles et d'inimitiés. La politique de M. Chamberlain aura pour résultat non la fusion, mais le démembrement de l'Empire.

Le principal ascendant de M. Chamberlain réside dans l'art merveilleux avec lequel il sait faire vibrer la corde impérialiste, ainsi que dans sa connaissance parfaite des instincts combatifs du peuple anglais. « Quand on me donne un

coup, je le rends! », s'écrie-t-il, faisant allusion aux attaques des tarifs étrangers. « Seriez-vous donc hommes à recevoir des injures sans vous rebiffer? », rugit-il ailleurs. De telles exclamations ou apostrophes rencontrent naturellement chez les trois à quatre mille auditeurs qui forment l'effectif ordinaire des meetings anglais, l'accueil le plus sympathique et l'écho le plus enthousiaste.

La consolidation de l'Empire britannique, la fusion des colonies et de la mère-patrie, la fondation d'un Empire « comme le monde n'en a pas encore contemplé », est le rêve de M. Chamberlain. L'idée l'émeut, le saisit et le domine. Il trouve pour la défendre, tantôt les accents les plus pathétiques et les plus touchants, tantôt les appels les plus mâles et les plus vibrants. « Pensons impérialement ! » clame-t-il. Quels que soient les auditeurs auxquels il s'adresse, il sait comment s'y prendre pour faire passer dans leur âme la flamme impérialiste.

Dans son ardeur à atteindre son but, il est

prêt à faire aux colonies les concessions les plus larges. Ses adversaires estiment que son zèle l'emporte au delà des bornes de la prudence. Ils objectent, et non sans raison semble-t-il, que dans cet Empire, qui est l'obsession de M. Chamberlain et qui le fascine, il y a une fraction qu'il néglige et qui est digne cependant de quelque considération : c'est l'Angleterre. Elle est le centre de cette agglomération d'Etats que M. Chamberlain voudrait réunir en un faisceau. Elle est la clef de voûte de tout le système. Le moindre dommage causé à l'organe principal se répercuterait nécessairement jusqu'aux extrémités de l'ensemble. Enfin, on ne peut oublier que sur les cinquante-trois millions d'habitants de race blanche qui peuplent l'Empire, le Royaume-Uni en possède après tout quarante-deux!

Protectionnisme et libre-échange ne sont au fond que l'expression de deux intérêts opposés. Sous la bannière du premier, se rangent les producteurs; autour du second, se groupent les consommateurs. Le producteur tient à vendre

cher et craint la concurrence, surtout celle de l'étranger; le consommateur cherche à acheter à bon compte et souhaite que le marché soit aussi ouvert que possible. Ce conflit de tendances a été clairement exprimé par Lord G. Hamilton, dans la phrase suivante : « Nous sommes tous libre-échangistes en tant que consommateurs et protectionnistes en tant que producteurs » (1).

L'Angleterre s'est placée, depuis soixante ans, au point de vue du consommateur. C'est le pays de la vie à bon marché. Va-t-elle abandonner cette politique et prendre parti pour le producteur, dont les intérêts doivent, au dire de M. Chamberlain, primer ceux du consommateur? Maintiendra-t-elle la politique du « gros pain » contre celle du « petit pain », comme disent les libre-échangistes? Préférera-t-elle, comme l'y convie M. Chamberlain, payer un peu plus cher pour sa nourriture, mais assurer, comme il l'affirme, plus de travail et de salaires

(1) Ealing, 22 octobre 1903.

à ses ouvriers et plus de profits à son industrie?

Il serait prématuré de répondre à ces questions. Les protagonistes des deux politiques en présence ont déclaré maintes fois que le débat douanier devait être jugé en dehors et au-dessus des partis. En réalité, le libre-échange paraît être devenu la chose des libéraux et le protectionnisme celle des conservateurs. Il serait dangereux aussi de déduire des conclusions trop catégoriques des récentes élections partielles. Elles ne se sont pas faites exclusivement sur le terrain économique. D'autres considérations y sont intervenues. Il suffit de citer l'*Education Act* et l'enquête sur la guerre de l'Afrique du Sud.

***

Le débat qui agite actuellement l'Angleterre ne peut pas laisser les autres peuples indifférents. Tout changement dans la politique douanière d'une nation qui occupe une place aussi prépondérante que la Grande Bretagne dans

les transactions commerciales du monde (1),

(1) *Blue Book*, p. 100 :

Commerce des principales nations du monde

	Importations	Exportations	Totaux
	Millions £	Millions £	Millions £
1891	2,099	1,850	3,949
1899	2,147	1,898	4,045
1901	2,516	2,292	4,808

D'après le *Statesman's Year-book*, 1902, le commerce spécial des pays suivants a été, en 1901 :

	Importations	Exportations	Totaux
	£	£	£
Royaume-Uni	521,990,200	280,022,380	802,012,580
Allemagne	285,576,900	225,632,300	511,149,200
États-Unis	187,890,800	281,940,200	469,831,000
France	174,768,000	160,516,000	335,284,000
Belgique	88,840,000	73,128,000	161,968,000

D'après le même ouvrage, le commerce total (1) de l'Angleterre et de ses colonies, s'est élevé, en 1901, à :

	Importations	Exportations	Totaux
	£	£	£
Royaume-Uni	554,117,504	373,879,370	927,996,874
Royaume-Uni et colonies	835,907,201	653,743,048	1,489,650,249

(1) Y compris le numéraire, aussi que l'or et l'argent.

ferait naturellement sentir son contre-coup dans les autres contrées.

Il semble donc qu'il ne soit pas dépourvu d'intérêt de connaître les arguments que les protectionnistes invoquent à l'appui de leurs propositions et de savoir quelles sont les réponses ou les objections que les libre-échangistes y opposent.

A un point de vue plus général, la bataille de doctrines qui se livre en Angleterre au début du XXe siècle, est, en somme, une phase nouvelle de l'effort incessant que font les grands peuples modernes pour s'assurer la supériorité économique sur le marché du monde. A ce titre, une étude de ce passionnant conflit avait sa place indiquée dans ces *Actualités,* consacrées à tout ce qui peut avoir pour objet l'accroissement de la productivité sociale.

Nous n'avons nullement eu l'intention d'ajouter une nouvelle contribution à la thèse des protectionnistes ou à celle des libre-échangistes. C'eût été présomptueux et, en outre, inutile; car la littérature relative à ces questions

souffre plutôt de pléthore que d'anémie. Notre but a été tout autre. Nous nous sommes proposé de soumettre le débat à nos lecteurs, de manière à leur permettre d'en juger aussi bien que pourrait le faire un Anglais qui aurait eu le loisir d'en suivre les péripéties, et de lire, si pas tous, au moins une bonne partie des innombrables articles ou discours qui ont été écrits ou prononcés sur la matière.

Nous exposerons successivement le programme de M. Balfour, celui de M. Chamberlain, et enfin les critiques et les objections des libre-échangistes.

CHAPITRE I

Le régime douanier de l'Angleterre depuis 1815

Avant d'aborder l'exposé du débat, nous croyons utile de jeter un rapide coup d'œil sur les phases par lesquelles a passé le régime commercial de l'Angleterre au cours du siècle dernier (1).

A la fin des guerres de l'Empire, le régime douanier de l'Angleterre était aussi rigoureux que possible. Les besoins du trésor public avaient forcé le gouvernement à imposer des droits élevés sur la plupart des articles de consommation, ainsi que sur les matières premières destinées à l'industrie. Les produits manufacturés de l'étranger étaient soumis à de lourdes taxes,

---

(1) Bastable. *The Commerce of Nations.*

et, dans bien des cas, leur importation était prohibée.

Pendant la durée des hostilités, l'importation du blé fut, en fait, suspendue, et, après la conclusion de la paix, les intérêts agricoles obtinrent le vote d'une loi dont la sévérité dépassait toutes celles qui l'avaient précédée. Elle avait pour but de fixer le prix du froment à 80 s. le quarter. Ce taux était considéré comme le « prix rémunérateur », c'est-à-dire le prix le plus bas qui permît au fermier anglais de cultiver la terre en réalisant un profit.

Malgré l'énormité des charges publiques, l'industrie anglaise se développait rapidement. Ses progrès étaient dus à l'application des inventions nouvelles ainsi qu'à la désorganisation de l'industrie sur le continent. Le « système continental » de Napoléon avait échoué dans sa tentative d'écraser le négoce anglais. Un commerce de contrebande fort actif s'était établi, et, grâce à son intermédiaire, les marchandises anglaises étaient transportées vers les consommateurs du continent.

L'histoire du régime douanier de l'Angleterre depuis 1815 nous montre que cette nation passa lentement mais progressivement du pro-

tectionnisme le plus accentué au libre-échange pur et simple.

Cette transformation s'est faite en trois étapes. La première s'étend de 1824 à 1827. Le nom de Huskisson y est attaché : c'est lui qui fut la cheville ouvrière de la réforme qui s'opéra à cette époque. Les droits d'entrée qui grevaient les matières premières et les produits manufacturés, en 1820, étaient tellement exagérés, qu'il nous est difficile aujourd'hui d'y ajouter foi. La soie brute payait 5 s. 7 1 2 d. de droits d'entrée à la livre; la laine 6 s. à la livre; le sel, 15 d. au boisseau; le bois 65 d.; celui du Canada, qui était de qualité inférieure, payait 2 s. 6 d. Les droits sur les produits achevés variaient de 40 à 180 °/₀. Les produits destinés à l'alimentation étaient également soumis à des impositions de ce genre.

Les protestations de la corporation des marchands de Londres et les enquêtes parlementaires sur la situation financière du pays préparèrent le terrain pour la réforme de Huskisson. Pendant les années où il fut ministre du commerce (1823-27), il s'attacha à diminuer les droits d'importation. Les droits sur la soie brute et la laine furent abaissés respectivement

à 3 d. et à 1 d. la livre. Les primes à l'exportation furent abolies. Les droits de douane entre l'Angleterre et l'Irlande furent supprimés : ainsi fut achevée l'union commerciale des trois royaumes.

De 1827 à 1842, il n'y eut guère de changements. En 1828 toutefois, on abaissa légèrement le taux auquel le blé étranger était admis en franchise de droits : de 80 s., il fut réduit à 73 s.; mais ce changement n'amena aucune amélioration dans la situation économique du pays.

La deuxième période de réforme correspond à l'administration de sir R. Peel, et s'étend de 1841 à 1846. Le système des droits de douane avait fait l'objet d'une enquête de la part d'une commission parlementaire, en 1840. Il fut constaté alors que sur les 1150 articles mentionnés au tarif, seize produisaient 22 millions £ de recettes, tandis que tous les autres ensemble rapportaient moins d'un million. L'enquête eut pour résultat de faire supprimer les prohibitions absolues et de réduire les droits existants : les produits semi-ouvrés furent admis moyennant le paiement de droits modérés, et les produits achevés furent soumis à des taxes qui n'excluaient pas la concurrence (en général 20 %).

Le succès de la nouvelle politique décida sir R. Peel à procéder, en 1845, à une révision plus radicale des droits de douane. Il s'en suivit que le nombre des rubriques du tarif fut réduit de 1150 à 590. Enfin, à la suite de la mauvaise récolte de 1845 et de la famine en Irlande, Peel se décida à proposer l'abrogation des lois sur le blé. La loi de 1846, tout en contenant une disposition transitoire applicable aux trois années suivantes, disposa qu'à l'expiration de ce terme, il ne serait plus perçu sur le blé qu'un droit d'enregistrement de 1 s. par quarter.

La troisième période a été illustrée par M. Gladstone et comprend, comme la précédente, deux étapes. En 1853, les droits furent abolis sur 123 articles et réduits sur 133 autres. En 1860, les droits sur les denrées alimentaires, qui avaient fait l'objet d'une réduction en 1853, furent supprimés, sauf pour le cacao, le thé et les fruits secs. Les droits différentiels disparurent. Il en fut de même pour les taxes qui existaient encore sur les produits manufacturés.

CHAPITRE II

Le programme de M. Balfour

M. Balfour a fait connaître son programme dans une brochure (1) et en a développé la portée dans les discours qu'il a prononcés dans la suite. La brochure de M. Balfour est un exposé doctrinal du protectionnisme. Il est assez abstrait, mais fort intéressant. Il énonce les principes sur lesquels se fonde la politique nouvelle, que M. Chamberlain essaiera ensuite de justifier par des faits et des chiffres.

M. Balfour se déclare partisan du libre-échange, mais non à la façon de ceux qui acceptent ce principe comme une vérité indiscutable et qui sont prêts à souscrire à toutes les conséquences qu'on pourrait en déduire.

---

1) *Economic notes on Insular Free Trade.*

LE LIBRE-ÉCHANGE ET L'IDÉE DE NATION

Il peut arriver que le libre-échange soit en opposition avec des intérêts d'ordre supérieur. En théorie, il n'est pas impossible de concevoir un monde où le capital et le travail se dirigeraient sans entraves vers les endroits où les profits et les salaires sont les plus élevés. Mais une telle hypothèse est inconciliable avec la vie nationale telle que nous la comprenons. Les nations ne pourraient plus subsister dans leur forme actuelle, si les capitaux et la main-d'œuvre jouissaient d'une si grande fluidité. Et s'ils ne possèdent pas cette fluidité, c'est parce que les hommes sont, dans une large mesure, gouvernés par les coutumes, qu'ils sont attachés à leur foyer et à leur pays, et qu'ils ne peuvent pas facilement acquérir de nouvelles aptitudes ou de nouveaux langages.

Cette immobilité partielle du capital et du travail a fait que les économistes ont dû distinguer entre le commerce national et le commerce international.

L'existence même de nations distinctes est une violation permanente du libre-échange

cosmopolite. Aussi, n'est-il pas surprenant que dans leurs efforts pour assurer leur conservation, elles ne se soient pas crues obligées de ne tenir compte que de raisons déduites de l'économie cosmopolite. Elles ont reconnu que l'Etat est quelque chose de plus que les individus qui le composent, et que ce qui est bon pour la productivité du monde en général n'est pas nécessairement bon pour chaque état en particulier.

Il faut donc abandonner le « laisser faire » comme dogme absolu, et accepter provisoirement l'idée que le caractère de la politique douanière doit varier si les circonstances viennent à se modifier.

LE PLAN A ADOPTER

Le plan à adopter doit naturellement dépendre du but que l'on se propose d'atteindre. Ainsi, en 1846, il s'agissait de choisir entre le développement industriel et le développement agricole du pays. Celui-ci se prononça pour la première alternative. Il fit bien, car, sans cela, il lui eût été impossible d'acquérir les capitaux nécessaires pour remplir sa mission impériale.

Les protagonistes du libre-échange commirent malheureusement deux fautes. Ils ne surent ni prévoir que leur théorie serait repoussée par le reste du monde ni se faire une juste idée des ressources commerciales qu'offrait l'empire britannique. S'ils avaient eu raison sur le premier point et que les autres pays se fussent ralliés à la théorie du libre-échange, la controverse actuelle n'aurait jamais eu l'occasion de naître. Si, d'autre part, ils avaient su établir le libre-échange à l'intérieur de l'empire, les tendances protectionnistes des autres nations n'eussent eu qu'une importance secondaire.

Il faut constater les faits tels qui sont : le libre-échange de l'Angleterre est plutôt insulaire qu'impérial, et les autres nations qui se rattachent au type de civilisation occidentale sont devenues protectionnistes. Il s'agit maintenant de savoir *si un système douanier qui convient à une nation libre-échangiste dans un monde libre-échangiste peut continuer à convenir dans tous ces détails à une nation libre-échangiste dans un monde protectionniste* (1).

---

(1) En italiques dans le texte.

LE LIBRE-ÉCHANGE INTERNATIONAL

M. Balfour aborde la question en libre-échangiste, c'est-à-dire avec le désir de défendre le libre échange dans la mesure où les circonstances le permettent. Il reconnaît que le libre-échange international favorise le développement de la richesse, en tendant à la division internationale du travail. Il permet à chaque nation de tirer le meilleur parti de ses capacités naturelles, d'acheter ce dont elle a besoin mais ne peut produire elle-même ou produire seulement à des conditions onéreuses, en exportant et donnant en échange les utilités qu'elle est particulièrement bien placée pour produire. Ce système tend à permettre à chaque pays de s'appliquer à ce qu'il fait le mieux et d'acheter ce qui lui est nécessaire au prix le plus avantageux.

Le libre-échange, entendu de cette manière, favoriserait au plus haut point le commerce et l'industrie du monde en général. Il n'est pas aussi certain qu'il procurerait à chaque nation en particulier le maximum de bien-être ou de richesse.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas là le problème qui se pose à l'Angleterre. Ce pays doit examiner le seul genre de libre-échange qu'il verra probablement jamais, à savoir le libre-échange de quelques nations, limité par le protectionnisme des autres. Les avantages d'un tel système ne peuvent être acceptés que sous réserves. — On peut même dire que dans certaines circonstances, le libre-échange n'empêchera pas un pays de souffrir davantage de l'adoption du protectionnisme par ses voisins que ne le font ces voisins eux-mêmes, ni même de se trouver dans une situation plus mauvaise que s'il n'avait jamais pratiqué une politique libre-échangiste.

LE PRÉJUDICE CAUSÉ A L'ANGLETERRE

Quelle est la nature exacte du préjudice causé à une nation libre-échangiste par l'adoption du protectionnisme par ses voisins? Cette nation supporte d'abord sa part dans la perte économique que cause au monde, en général, l'adoption d'un système douanier néfaste; mais, ensuite, ne subit-elle pas encore un dommage spécial? Ceci revient à se demander de quelle valeur particulière sont les marchés libres pour

une nation libre-échangiste. Toute la politique de l'Angleterre montre le prix qu'elle attache à ces marchés. Elle négocie avec zèle pour maintenir ceux qui existent, et il y en a même pour la conservation dequels elle n'hésiterait pas à faire la guerre. On doit reconnaître que l'absorption par une nation protectionniste d'une vaste région non protectionniste avec laquelle l'Angleterre serait en relations d'affaires emporterait pour cette dernière une diminition permanente de profits. Si ce qui vient d'être dit est vrai, il faut reconnaître que toute restriction apportée au commerce d'exportation de l'Angleterre cause à celle-ci un dommage.

On pourrait croire, à première vue, que les importations seules intéressent les consommateurs. C'est une erreur. Les exportations s'échangent contre des importations. Et s'il est vrai que l'exportateur sente le premier les effets des tarifs hostiles, c'est, en fin de compte, le consommateur qui en souffre.

CAUSES DE L'AUGMENTATION DU COMMERCE DE L'ANGLETERRE

L'Angleterre continue à exporter malgré les tarifs étrangers. Son commerce d'exportation augmente même, bien que ce soit dans des proportions insuffisantes. D'autre part, son commerce d'importation a atteint une importance sans exemple. Les causes de cette situation sont au nombre de trois :

1° Les pays étrangers sont débiteurs de capitaux vis-à-vis de l'Angleterre, et ils s'acquittent de leurs dettes à l'aide d'importations;

2° Il existe de vastes régions non protectionnistes;

3° Les régions actuellement protégées ne sont pas absolument fermées.

En ce qui concerne le premier point, il est à remarquer qu'il n'est utile d'exporter des capitaux que s'il n'est pas possible d'en trouver l'emploi dans le pays même. Dans le cas contraire, il ne peut en résulter qu'une perte pour les ouvriers et la nation.

Le protectionnisme peut, dans certaines cas, favoriser l'exportation des capitaux, car, en

même temps qu'il décourage la fabrication d'un produit en Angleterre, il peut l'encourager dans le pays protégé. Il se peut donc que les fabricants anglais transportent leur industrie et leurs capitaux à l'étranger. Quelles seront les conséquences de ce fait? L'ouvrier anglais perdra; le consommateur anglais gagnera; l'ouvrier étranger et le capitaliste anglais intéressé gagneront; l'Angleterre (si le capitaliste anglais continue à dépenser ses revenus dans son pays) gagnera; l'industrie anglaise perdra, parce qu'on lui aura suscité un nouveau rival. Sans essayer de faire le décompte de ces différents gains et pertes, on peut dire que les placements à l'étranger ne sont pas, comme on le pense souvent, des avantages sans revers. Il y a, toutefois, lieu de croire que la grande masse des placements anglais à l'étranger ne sont pas de cette nature, et qu'ils ont été avantageux à la fois pour l'étranger et pour l'Angleterre.

La deuxième cause est relative aux parties du monde où les tarifs protectionnistes sont inconnus jusqu'à présent. Ce sont d'abord les Etats de l'Amérique du Sud et les petits pays non manufacturiers de l'Europe; ensuite, les pays dont l'organisation douanière est plus ou

moins soumise à un contrôle international, tels que la Turquie et la Chine; enfin, les dépendances, colonies de la couronne et protectorats de l'Empire britannique.

Les premiers sont libre-échangistes par nécessité et non par conviction. Leur politique douanière dépend, pour l'avenir, de leur développement industriel. Dans les deux autres catégories d'Etats, les droits de l'Angleterre reposent sur sa force militaire. Si celle-ci venait à faire défaut, ces régions ne tarderaient pas à tomber sous la coupe d'un pays protectionniste.

Enfin, la troisième raison qui fait que l'Angleterre ne se voit pas entièrement exclue des marchés protectionnistes, c'est qu'aucun pays n'a complètement fermé ses frontières. Il y a des pays cependant où certaines industries anglaises ne trouvent plus de débouché. C'est le cas pour la poudre à blanchir en Russie (1)

---

(1) Dans sa réponse à la brochure de M. Balfour, M. Harold Cox, le secrétaire du Cobden Club, conteste cette affirmation. Il suffit de jeter un regard sur le dernier fascicule de l'*Annual Statement of Trade and navigation,* pour se convaincre que la Russie achète à l'Angleterre plus de poudre à blanchir que n'importe quel autre pays, à l'exception des Etats-Unis. On y trouve, en effet, les chiffres suivants : Exportations de

et pour les draps de Bradford aux Etats-Unis (1).

---

poudre à blanchir : vers la Russie, 35,000 cwt.; la Suede, 19.700 cwt.; la Norvège, 9.800 cwt.; le Danemark, 2,900 cwt.; l'Allemagne, 2,900 cwt.; les Etats-Unis, 649,700 cwt.; la Hollande, 24,820 cwt.; le Portugal, 11,600 cwt.; l'Espagne, 9,200 cwt.; l'Italie, 34,000 cwt.; le Brésil, 2,500 cwt.; autres pays, 38,200 cwt.

M. Haldane, M. P. (Hull, 2 décembre 1903) déclare que si les importations de poudre à blanchir originaires de l'Allemagne ont augmenté, ce n'est pas à raison du libre échange, mais par suite de l'adoption de nouveaux procédés de teinture. La fabrication des produits de teinture a passé à l'Allemagne, parce que ce pays possède une plus grande habileté dans l'industrie chimique que l'Angleterre.

(1) Dans la même réponse, M. H. Cox dit que l'Amérique est un des meilleurs marchés de l'Angleterre pour les laines de qualités supérieures. Il a été exporté aux Etats-Unis, en 1902, pour 1,514.500 liv. st. de filés et de tissus de laine.

L'industrie lainière, qui est une des grandes industries de l'Angleterre, a fait l'objet de longues discussions dans la presse et dans les meetings. De nombreux industriels se sont plaints de la concurrence qui leur est faite par les étrangers en Angleterre et de la diminution de leurs exportations. Il ne serait pas possible de suivre le débat dans tous ses détails ; cela nous mènerait trop loin et n'aurait guère d'utilité. Sur ce point comme sur tant d'autres, les opinions sont si divergentes et les faits cités si contradictoires, qu'il serait fort difficile, dans l'état actuel de la discussion, d'arriver à une conclusion sérieuse. Qu'il nous suffise de mentionner quelques points de la controverse :

Toutefois, si l'on considère le chiffre total de l'exportation, les nations et les colonies protec-

---

M. Asquith (Bradford, 11 décembre 1903) dit que M. Chamberlain et ses amis déclarent que les exportations de l'industrie lainière, qui s'élevaient à 99 millions £ de 1870 à 1872, sont tombées à 61 millions £ de 1900 à 1902. Tout le monde sait que, de 1872 à 1902, le prix de la laine a baissé de 50 p. c. environ, en ce qui concerne la laine importée, et davantage encore en ce qui concerne la laine indigène. Il faut donc évaluer les chiffres de 1902 en tenant compte de cette différence de prix dans la matière première. En le faisant, on constaterait que, loin d'avoir diminué, le commerce d'exportation a augmenté en volume, pendant les trente dernières années.

M. J. Williamson (*Times*, 26 novembre 1903) donne, en réponse à l'affirmation de M. Asquith, le tableau des exportations d'objets en laine depuis 1882. Nous en extrayons les chiffres suivants :

1882	264,143	tonnes	1900	171,718	tonnes
1885	261,154	»	1901	152,068	»
1890	214,084	»	1902	156,368	»
1895	203,028	»			

M. Wanklyn, M. P., avait même déclaré qu'une des principales firmes de Bradford, Benn frères, se voyait forcée d'émigrer aux Etats-Unis, afin d'être à même de profiter du tarif américain au lieu de l'avoir contre elle. Les droits d'entrée aux Etats-Unis sont de 100 p. c. et au-dessus.

M. Priestman (*Times*, 15 décembre 1903) cite, en réponse, le nom de plusieurs firmes américaines (Singers, Westinghouse Company, Fraser and Chalmers) qui sont venues s'établir en Angleterre, pour jouir des

tionnistes restent les clients les plus importants de l'Angleterre.

L'AVENIR DU COMMERCE ANGLAIS

Mais ce qu'il importe surtout de considérer, ce n'est pas tant la position actuelle de l'Angleterre vis-à-vis des pays protectionnistes que sa situation dans l'avenir. Et sous ce rapport, il faut reconnaître que son commerce d'exportation, bien qu'ayant augmenté d'une manière absolue, ne s'est pas accru en proportion de son propre développement et encore moins en proportion de celui de ses clients.

On cherche à expliquer ce phénomène par

---

avantages que procure le libre-échange et pour être à même de lutter sur les marchés neutres, ainsi que sur le marché anglais. Il critique aussi un passage d'un article du *Times*, disant que MM. Benn auront à leur disposition, outre le marché américain, celui de l'Angleterre, tant que celle-ci restera libre-échangiste. Tout le monde sait bien, réplique-t-il, que le prix de revient aux Etats-Unis est le double de celui de l'Angleterre. Ces Messieurs vendront peut-être aux Etats-Unis, mais ils ne placeront pas une aune de drap en Angleterre. Enfin, il ajoute que l'industrie de la laine à Bradford a été si prospère jusque dans ces derniers temps qu'on ne pouvait trouver assez d'ouvriers.

« l'industrialisation » du monde. « Les autres nations, dit-on, ont appris à fabriquer des produits industriels et peuvent se passer maintenant de l'Angleterre. Leur développement est d'ailleurs dans la nature des choses. A quoi bon se plaindre de ce qui est inévitable? »

Cet argument tombe à faux, car, d'après la théorie du libre-échange, les échanges auraient dû croître en intensité à mesure que les nations devenaient plus riches et plus peuplées. La vérité, c'est que le commerce de l'Angleterre a été entravé par les barrières douanières (1).

Certaines personnes se consolent de la faible augmentation des exportations, en attirant l'attention sur le développement du commerce intérieur et sur la variété des objets fabriqués pour l'étranger. Ni l'une ni l'autre de ces raisons n'est satisfaisante. Elles sont précisément les

---

(1) Le *Board of Trade* estime le taux *ad valorem* des droits perçus sur les principales exportations anglaises à 130 p. c. en Russie, à 72 p. c. aux Etats-Unis, à 32 p. c. en Autriche-Hongrie; à 30 p. c. en France; à 27 p. c. en Italie; à 25 p. c. en Allemagne; à 16 p. c. au Canada; à 13 p. c. en Belgique; à 9 p. c. en Nouvelle-Zélande; à 7 p. c. en Australie et à 6 p. c. dans l'Union douanière de l'Afrique du Sud. (*Blue Book*, p. 171).

caractéristiques de l'effort que fait un pays libre-échangiste pour arriver à surmonter les obstacles protectionnistes.

NATURE DES EXPORTATIONS ANGLAISES

L'examen détaillé de nos exportations ne peut que confirmer l'inquiétude suggérée par les considérations théoriques qui précèdent. Si on laisse de côté le charbon, les machines et les navires, on constate non seulement une diminution par tête d'habitant, mais même une diminution absolue. Il y a lieu d'écarter ces produits, parce qu'ils favorisent jusqu'à un certain point la concurrence étrangère; le charbon (1) et les machines permettent à l'étranger

(1) La production du charbon a été en 1902, de 227 millions de tonnes. Ce chiffre représente le tiers de la production totale du monde. Soixante millions de tonnes en sont exportées. Certaines personnes — dont M. Balfour — semblent croire que ce charbon est destiné à alimenter les forges des pays rivaux. Or, une grande partie, d'aucuns disent la moitié, s'exporte pour les besoins de la marine marchande anglaise. Et sans cette exportation, le fret des marchandises ramenées en Angleterre, devrait être beaucoup plus élevé qu'à présent (M. Asquith à Newcastle-on-Tyne, 24 octobre 1903).

de fabriquer des produits similaires à ceux de l'Angleterre (1). Leur caractère est donc tout

---

M. Boyd-Dawkins *(Times,* 26 janvier 1904) fait remarquer qu'une bonne partie du charbon exporté est destiné à alimenter les chaudières des flottes de guerre étrangères. Le charbon qui convient le mieux à cette fin se trouve dans le Pays de Galles, mais en quantité limitée. M. Boyd-Dawkins demande que le gouvernement anglais achète les mines d'où l'on extrait ce charbon. Il s'assurerait ainsi une grande supériorité sur les autres flottes.

M. D. A. Thomas *(Times,* 28 janvier 1904) se prononce dans le même sens, et dit que sur les 44,950,000 tonnes de charbon exportées en 1903, 34,218,000 tonnes étaient du charbon sans fumée *(Smokeless Steam Coal).*

« Collier » *(Times,* 28 janvier 1904) réplique qu'une des plus petites mines du pays de Galles peut produire du charbon en quantité plus que suffisante pour les besoins de la marine anglaise. Que ferait-on des autres mines qui produisent plusieurs millions de tonnes par an ?

M. Boyd-Dawkins (*Times,* 15 février 1904) dit qu'il existe une grande confusion au sujet de la véritable nature du charbon convenant aux flottes. Sous le nom de « Steam Coal » on comprend différentes espèces de charbon dur, que l'on trouve dans diverses régions de l'Angleterre. Mais le charbon sans fumée *(Smokeless Steam Coal)* ne se rencontre que dans une partie du Pays de Galles. Il n'occupe que 180 milles carrés d'un gisement total de 1000 milles carrés. C'est cette réserve-là que l'Angleterre dissipe sans songer au lendemain.

(1) M. H. Cox *(A reply)* fait remarquer que les exportations de machines comprennent pour 1,444,000 £

différent de celui des objets achevés ou semi-ouvrés exportés par ce pays.

Dans ces conditions, il y a lieu de se demander quel sort l'avenir réserve à l'industrie anglaise. On n'aperçoit guère de symptômes satisfaisants. Les pays de protectionnisme accentué, tels que l'Allemagne, l'Amérique et la Russie, ne semblent pas disposés à se relâcher de leur politique. D'autres, comme la Russie, s'occupent même de relever leurs tarifs.

Cette tendance générale des pays étrangers expose l'Angleterre à un grave préjudice. On n'a pas assez attiré l'attention sur le fait qu'à mesure que le protectionnisme favorisera le développement de l'industrie aux Etats-Unis, au Canada, ou en Russie, ces pays auront davantage besoin de leur production de denrées pour nourrir leur propre population. Cette situation peut devenir fort dangereuse pour l'Angleterre qui, en échange de ses produits

---

de machines agricoles, qui ne peuvent que contribuer au développement des régions productrices de blé; pour 2,299.000 £ de locomotives; pour 1,540,000 £ d'autres machines à vapeur, destinées en grande partie aux mines et aux docks; et pour 1,540,000 £ de machines à coudre.

manufacturés, désire et doit importer des céréales. Il est donc hautement à souhaiter que la quantité de blé susceptible d'être exportée par les pays producteurs de cette denrée se maintienne à un chiffre aussi élevé que possible.

L'ACTION DES TRUSTS

Jusqu'à présent, nous n'avons envisagé que le tort causé à une nation libre-échangiste par la restriction des marchés. Il y en a un autre, qui résulte de la combinaison des droits d'entrée et des ententes formées par les producteurs des pays protectionnistes.

Grâce aux barrières douanières, les exploitants d'une industrie protégée peuvent s'entendre pour vendre leurs produits à un prix très élevé à l'intérieur de leur pays, et pour céder le surplus de leur production à l'étranger, à un prix considérablement plus bas. Les industriels de ces pays ont donc cet avantage, de ne pas devoir modérer le chiffre de leur production ou réduire leur personnel quand le commerce subit une dépression. Ils peuvent déverser leur trop-plein sur les pays libre-échangistes, en y offrant leurs produits à un prix inférieur à celui

de la production nationale. Le cas s'est présenté eu Angleterre pour l'acier allemand (1).

---

(1) C'est le procédé auquel les Américains ont donné le nom expressif de *dumping* (*to dump* — décharger : un tombereau, p. ex.). Il consiste à vendre des produits à l'étranger, à un prix considérablement inférieur à celui du pays de production, souvent même au-dessous du prix de revient. Il se pratique pendant les époques de dépression, quand la consommation nationale ne peut absorber l'entièreté de la production du pays. Il est surtout en usage en Allemagne et aux États-Unis, où se sont constitués des cartells ou des trusts puissants. Grâce à l'existence de barrières douanières, ils peuvent élever les prix à l'intérieur du pays et les abaisser ensuite d'autant plus sur les marchés extérieurs que leurs bénéfices à l'intérieur ont été plus grands. Les différences entre les prix des marchés intérieurs et extérieurs sont parfois fort grandes. On cite un cas où le cartell des cokes en Allemagne vendait le coke, qui coûtait 17 marks en Allemagne, à raison de 8 marks en Autriche. Il faut ajouter que ce cartell a prétendu qu'il s'agissait d'un contrat ancien et conclu pour une longue période. Nous verrons plus loin les différences de prix entre l'acier aux États-Unis ou en Allemagne, et ce même acier livré en Angleterre.

M. Sayous (*La crise allemande de 1900-1902*) cite un grand nombre d'exemples de ce genre. Ainsi en 1902, une usine allemande exportait 20,000 tonnes de rails au prix de 90 marcs *fob*. Anvers, tandis que le gouvernement prussien payait la même quantité 120 m. 50. — La construction des bateaux pour la navigation sur le Rhin, dit le même auteur, a passé presque complète-

Certaines gens semblent se réjouir de ce fait. Un constructeur de navires a même prétendu qu'il n'avait pu obtenir de commandes que grâce aux conditions avantageuses auxquelles il avait pu se procurer des plaques d'acier en

---

ment à la Hollande, parce que les fabriques de grosses tôles y livrent leurs produits à meilleur compte qu'à l'intérieur du pays. — Une usine appartenant à l' « industrie du petit fer » a établi une succursale en Belgique, pour y terminer les objets destinés à l'exportation ! On a répété maintes fois (même auteur) qu'il y avait une excellente affaire à réaliser en achetant de la houille allemande, en Suisse ou en Hollande, et en la ramenant dans son pays d'origine.

M. Bell (Chambre des communes, 12 février 1904) cite le fait suivant : Le rapport de M. R. E. May (Verreries de Gerresheim, Allemagne) constate qu'en 1900, les exportations de bouteilles de son établissement, s'élevaient à 37 $\frac{1}{2}$ millions ou 34,2 p. c. de total, tandis qu'en 1901, elles sont tombées à 29 $\frac{1}{4}$ millions, ou 29.7 p. c. du total. La cause de cette diminution, dit-il, réside dans le tarif. L'affaiblissement de notre force de concurrence est due à la cherté du combustible. Le fait que les pays voisins peuvent obtenir du charbon allemand à moindre prix que nous, Allemands, fait que nous nous voyons graduellement exclus des marchés du monde.

On voit donc que le protectionnisme porte son mal en lui-même. Poussé trop loin, il aboutit à l'exploitation des consommateurs indigènes et met en péril l'existence des industries secondaires ou de transformation.

Allemagne. On ne peut se rallier à cette manière de voir, car une concurrence de ce genre désorganise l'industrie d'un pays, et, ensuite, si elle était pratiquée sur les marchés neutres, menacerait de détruire la clientèle que ce pays y a acquise.

CONCLUSION

Ce sont les considérations qui précèdent qui ont amené M. Balfour à une opinion différente de celle des optimistes. A première vue, il semble que ces derniers aient raison. A en juger par des faits dignes de foi, il faut bien reconnaître que la richesse de l'Angleterre, ainsi que le bien-être général de la population, sont plus grands qu'ils ne l'ont jamais été. L'Angleterre est riche et prospère, non seulement en apparence, mais en réalité. D'autre part, il n'est pas possible de découvrir d'indices prouvant qu'elle « mangerait son capital ».

Mais tout cela ne dispense pas de songer à l'avenir. Il faut rechercher les tendances du commerce — étudier la dynamique et non seulement la statique du commerce et de l'industrie.

Le mal résidant dans l'existence de tarifs

protecteurs à l'étranger, il ne sera possible à l'Angleterre d'obtenir une plus grande liberté dans les échanges, qu'en négociant avec les pays protectionnistes. Mais pour cela, il faut qu'elle se dégage du principe auquel elle s'est asservie et qui est celui du libre-échange. La mesure dans laquelle elle se servira de sa liberté est une question secondaire, bien qu'elle soit fort importante. L'essentiel, c'est qu'elle reconquière la liberté.

***

Dans le discours qu'il a prononcé à Sheffield, le 1er octobre 1903, quelques jours après la publication de sa brochure, M. Balfour a insisté sur la nécessité, pour l'Angleterre, de récupérer son droit de négocier des traités de commerce.

PROGRÈS DU PROTECTIONNISME

La prédiction de Cobden, a-t-il dit, qui affirmait que le monde deviendrait libre-échangiste et que le commerce international prendrait une forme coopérative au lieu d'être compétitive, a été démentie par les faits. La politique protec-

tionniste a eu pour effet de développer le sentiment des nationalités et de séparer les pays au lieu de les rapprocher. Même nos colonies ont adopté ce principe, et il se pourrait qu'il devienne aussi difficile pour nous d'exporter nos produits chez elles que dans les pays étrangers. Depuis cinquante ans, nous assistons aux progrès du protectionnisme, sans que personne ait eu l'idée de remédier à cet état de choses.

LE TRAITÉ DE COMMERCE DE 1860

Il y a eu une exception, cependant. L'effort est dû à Cobden, et a été couronné de succès. Grâce à ses négociations, un traité de commerce a été conclu avec la France, en 1860. « Quand je songe à l'histoire de ce traité, je me demande si Cobden était vraiment un Cobdeniste »; quel était, en effet, l'objet de ce traité? Il existait encore, en 1859, quelques droits d'entrée que le gouvernement avait décidé de supprimer, mais pour l'abrogation desquels il voulait obtenir certaines concessions de la France. Il faut bien admettre que si la France avait refusé d'accorder les satisfactions demandées, M. Gladstone et

M. Cobden, son négociateur, auraient maintenu les droits en question. Or, c'est ce même droit de négocier que nous revendiquons.

LES TRUSTS

Depuis l'époque où le libre-échange a été établi, il s'est produit dans les pays protectionnistes un phénomène, dont Cobden ou ses contemporains n'avaient pas le moindre soupçon. C'est le système des trusts. M. Balfour ne possède pas de remède pour combattre ce mal; il ne connaît qu'un « palliatif ». L'Angleterre se trouve, en réalité, devant un monde où les relations commerciales internationales sont régies par des traités. Et, dans un monde pareil, est-il raisonnable que le pays qui, au point de vue commercial est le plus grand de tous, se présente en disant : « Nous sommes disposés à faire des traités avec vous. Nous n'avons rien à vous donner. Nous n'avons rien à vous refuser. Nous nous livrons entièrement à votre discrétion et à votre générosité. Rappelez-vous, de grâce, que nous avons toujours été bienveillants envers votre commerce; que jamais nous n'avons mis d'obstacles sur votre route; que nous faisons

tout ce que nous pouvons pour vous être agréables. Aussi, nous vous en supplions, ne nous oubliez pas lorsque vous concluerez vos nouveaux traités de commerce! »

Il faut bien reconnaître qu'un pays qui renonce à son droit de négocier n'a guère de chances de faire de bons marchés, et que le seul moyen d'atténuer le tort qui nous est causé actuellement par les tarifs étrangers, serait d'entrer en négociations avec les pays protectionnistes, afin d'obtenir, par des concessions mutuelles, un traitement meilleur pour nos produits.

L'UNION DE L'EMPIRE

Comme M. Chamberlain, M. Balfour recommande chaudement l'union avec les colonies. L'union douanière est, du reste, le prélude de l'union politique. L'exemple de l'Ecosse (1) et

(1) Lord Rosebery (Sheffield, 13 octobre 1903) réplique que l'union douanière n'a pas précédé l'union politique en Ecosse. C'est le contraire qui est vrai. L'Ecosse a été affamée et obligée de se soumettre à l'union, sous la pression des règlements douaniers, que l'Angleterre avait édictés pour atteindre ce résultat.

de l'Angleterre, et, plus récemment, celui du Zollverein allemand, en sont la preuve. Cette partie du problème fiscal est la plus importante, mais aussi la plus délicate, car elle paraît impliquer la nécessité d'établir un droit sur les denrées alimentaires. « Or, dit M. Balfour, — et cette déclaration constitue la différence essentielle qui distingue sa manière de voir de celle de M. Chamberlain — je ne pense pas que, dans notre pays, l'opinion publique soit mûre pour l'imposition des produits alimentaires », bien qu'il estime que « l'on ait exagéré, au-delà de ce qui est raisonnablement et logiquement permis, les maux qui pourraient résulter de l'imposition des denrées ».

L'UNION EST DIFFICILE A RÉALISER

Dans son discours de Manchester, 11 janvier 1904, M. Balfour est revenu sur les difficultés que rencontre la réalisation d'une union plus intime entre l'Angleterre et ses colonies. Elle requiert, a-t-il dit, le consentement de deux grandes communautés : la mère-patrie et les colonies. Il faudra, pour y arriver, détruire des préjugés profondément enracinés ; il faudra

vaincre l'opposition aux taxes sur les denrées alimentaires en Angleterre, et obtenir des colonies qu'elles se départissent des rigueurs de leur politique protectionniste en faveur de la métropole.

M. Balfour a expliqué qu'il n'a pas voulu maintenir le droit d'un shilling sur le blé, qui avait été imposé pour couvrir les frais de la guerre de l'Afrique du Sud, parce qu'il savait qu'une taxe sur les céréales n'aurait jamais été tolérée par le pays pour des raisons purement fiscales; toutefois, cela ne veut pas dire que la nation ne s'y soumettrait pas, s'il lui était démontré que c'est le moyen d'atteindre un but élevé, tel que l'union de l'Empire. Seulement, il faut, avant d'agir, que le pays soit convaincu des avantages qui résulteraient de l'imposition d'une taxe sur les denrées. Une décision de ce genre ne peut être prise qu'après mûre réflexion. Il faut bien se garder de céder à un mouvement d'enthousiasme, car toute réaction en cette matière serait un désastre pour l'Empire.

CHAPITRE III

Le programme de M. Chamberlain

BUT

Le but que nous poursuivons, disent les partisans de la réforme douanière, telle que l'entend M. Chamberlain, est de protéger l'industrie et le travail anglais contre la concurrence étrangère, et, d'autre part, de créer un Empire puissant, en unissant étroitement l'Angleterre et ses colonies.

LE COMMERCE ANGLAIS RESTE STATIONNAIRE

Avant d'indiquer les moyens d'atteindre ce double but, il est utile d'examiner la situation actuelle du commerce anglais. Il faut bien reconnaître qu'elle n'est pas rassurante. Il suffit de jeter un regard sur les tableaux du commerce pour en être convaincu. L'année

1900 tient le record du commerce britannique. Les exportations totales de produits d'origine anglaise n'ont jamais atteint un chiffre aussi élevé. L'année 1902 a été presque aussi favorable. Et cependant, quand on compare les exportations de 1902 à celle de 1872, on ne relève qu'une faible augmentation d'une vingtaine de millions £, ou de 7 1 2 p. c. (1).

---

(1) *Blue Book on British and Foreign Trade and Industry*, p. 5 :

Importations et exportations de produits manufacturés et semi-ouvrés en Angleterre

ANNÉES	Importations totales	Importations de produits manufacturés ou semi-ouvrés	Exportations totales de produits d'origine anglaise	Exportations de produits manufacturés ou semi-ouvrés d'origine anglaise
	Millions £	Millions £	Millions £	Millions £
1855	143,0	22,0	96,0	85.1
1860	210,0	29.3	136,0	124,9
1865	271,0	43 5	166,0	153,1
1870	303,0	57,0	200,0	182.4
1872	355,4	63,2	256,0	233.4
1875	374,0	72,7	223,0	201,2
1880	411,0	83,2	223,0	198,2
1885	371,0	83,4	213,0	188,1
1890	421,0	98,2	263,0	228,4
1895	417,0	107,7	226,0	195,0
1900	523,0	145,2	283,0*	213,8*
1901	522,0	142,7	271,0*	224,7*
1902	528,0	148,9	278,0*	221,0*

* non compris les navires (nouveaux) et leurs machines, qui n'ont été mentionnés qu'à partir de 1899. En les y comprenant, les exportations totales de produits d'origine anglaise sont respectivement de 291, 280 et 285 millions £.

Dans la même période, la population de l'Angleterre a augmenté de 40 p. c. (1). On se demande s'il est possible d'assurer l'existence d'une population qui s'accroît dans ces proportions, si les exportations progressent aussi lentement.

Tandis que les exportations de l'Angleterre augmentaient de 20 millions sous le régime du libre-échange, celles de l'Allemagne et des Etats-Unis s'accroissaient respectivement, sous le système du protectionnisme, de 56 et de 110 millions £ (2). En réalité, le commerce du

---

(1) *Blue Book*, p. 490 :

Population du Royaume-Uni en millions d'habitants

1870	31,2	1880	34,6	1890	37,5	1900	41,1	1902	41,9
1875	32,8	1885	36,0	1895	39,3	1901	41,5		

(2) M. Chamberlain à Glasgow, 6 octobre 1903. Le *Blue Book*, pp. 7 et 9, donne les chiffres suivants :

	ALLEMAGNE		ETATS-UNIS	
	Exportations totales	Exportations de produits manufacturés	Exportations totales	Exportations de produits manufacturés
	Millions £		Millions £	Millions £
1870	Pas de renseignements		78,5	14,2
1880	144,8	83,5	171,7	21,4
1890	166,4	107,3	176,1	31,5
1900	230,6	149,1	285,6	90,4
1901	221,6	144,6	304,3	85,6

En 1885, le tarif allemand a été revisé dans un

Royaume-Uni est resté stationnaire pendant les trente dernières années.

NOS EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS DIMINUENT

Ce n'est pas tout. Quand Cobden prêchait sa doctrine, il était convaincu que nous resterions l'atelier du monde, tandis que les nations étrangères nous procureraient des denrées et des matières premières, en échange desquelles nous leur livrerions nos produits manufacturés. C'est le contraire qui s'est produit pendant la période qui vient d'être citée : nous leur avons envoyé de moins en moins de produits manufacturés. Cette situation est grave, car notre existence dépend de nos exportations ; nous ne sommes pas une nation agricole, et l'agriculture ne pourra jamais être la source principale de notre prospérité. En 1872, nous exportions vers les

---

sens protectionniste ; en 1885, il a été renforcé ; en 1891, il a été réduit à l'occasion du renouvellement des traités de commerce.

Aux Etats-Unis, le tarif Mac Kinley est entré en vigueur en 1890. En 1894, les droits ont été diminués par le tarif Wilson. En 1897, ils ont été fortement augmentés par le tarif Dingley.

Etats-Unis et les pays protectionnistes d'Europe, pour 116,000,000 £ de produits manufacturés; en 1882, ce chiffre tombait à 88,000,000 £; en 1892, il descendait à 75,000,000 £, et en 1902, il n'était plus que de 73,500,000 £ (1). Au bout de trente ans, nous exportons donc pour 42,500,000 £ de produits manufacturés de moins vers les pays protectionnistes.

Nous avons ensuite les marchés neutres (Egypte, Chine, Amérique du Sud, etc.). Notre

(1) *Blue Book*, p. 21 :

Exportations des produits manufacturés ou semi-ouvrés

ANNÉES	Tous les pays	Principaux pays protectionnistes	Principales colonies protectionnistes (Canada et Victoria)	Autres pays et colonies	INDE
	Milliers £	Milliers £	Milliers £	Milliers £	Milliers £
1870	182,400	81,997	8,998	91,405	18,040
1871	201,100	103,047	10.116	87.937	16,790
1872	233,400	116.155	13,301	103,944	17,178
1873	228,900	108,774	12.373	107,753	20,073
1874	214,400	96,220	13,333	104,847	22,636
1875	201,200	87,288	12,607	101,305	22,792
1880	198,200	83,401	9.948	104,851	29,112
1885	188,100	72,981	11.160	103,159	27,848
1890	228,800	88,931	12,765	127,104	32,089
1895	194,700	77,153	8,704	108,843	23,422
1900	225,200	82,437	12,067	130,696	28,519
1901	221,000	70,200	11,762	139,038	33,569
1902	227,600	73,753	13,309	140,538	30,873

commerce d'exportation vers ces pays est resté à peu près stationnaire. Il n'a diminué que de 3,500,000 £. En ajoutant à ce chiffre celui qui représente la diminution de nos exportations vers les pays protectionnistes, on constate que la perte totale que nous avons subie s'élève à 46 millions £.

NOS IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS AUGMENTENT

En regard de cette réduction de nos exportations, on constate une augmentation considérable des importations de produits manufacturés de la part des pays étrangers. En trente ans, de 1872 à 1902, elles ont passé de 63 millions £ à 149 millions £ (1).

---

(1) Voir p. 55, note.

Sir R. Giffen (*Times*, 29 oct. 1903) écrit que M. Chamberlain cite le chiffre de 149 millions £ comme représentant la valeur des importations de produits manufacturés en 1902. Ce chiffre comprend à la fois les produits achevés et les produits semi-ouvrés. Les *Trade and navigation accounts* donnent le chiffre de 93,609,000 £ comme exprimant la valeur des « articles manufacturés » en 1901. En 1902, il a dû être de 100,000,000 £ environ. Le surplus des importations n'a pas été considéré par les auteurs de cette publication comme étant des produits achevés.

LA NATURE DE NOTRE COMMERCE A CHANGÉ

Ce qui est particulièrement grave, c'est que la nature de notre commerce a changé. Nous exportons moins de produits manufacturés, mais plus de matières premières. Si on examine attentivement les statistiques, on verra qu'abstraction faite de nos exportations de charbons, nous n'avons guère exporté plus de produits manufacturés dans les pays d'Europe en 1902, que vingt-trois ans auparavant (1). Les expor-

(1) *Imperial reciprocity*, p. 41.

Exportations totales de l'Angleterre vers les pays d'Europe mises en regard des exportations de charbon :

Années de commerce maximum et minimum	Exportations totales	Charbon	Exportation sous déduction du charbon
	Millions £	Millions £	Millions £
1872 (année max.)	108	7.2	100,8
1879 (— min.)	79,5	5,3	74,2
1882 (— max.)	85,3	7,1	78.2
1886 (— min.)	74,8	7,4	66,6
1890 (— max.)	92,4	14,2	78.2
1894 (— min.)	83.4	13,1	70.3
1896 (— max.)	87,3	12.0	75,3
1898 — —	93 2	14,1	79.1
1899 — —	103,6	18,3	85,3
1900 (année max.)	115,2	30,7	84,5
1901 — —	98,7	22.9	75,8
1902 — —	96,1	20,4	75 7

tations de charbon ont ceci de particulier, qu'elles constituent l'aliénation d'une richesse qui ne se renouvelle pas (1).

L'examen des tableaux nous apprendra aussi que nous avons exporté moins de produits textiles (2), mais plus de machines pour les

---

(1) On a fait remarquer qu'un des principaux articles d'exportation des Etats-Unis est le pétrole, qui ne se reconstitue pas non plus. On peut ajouter que les exportations de charbon (non compris la lignite) ont également augmenté dans de fortes proportions en Allemagne. Voici les chiffres que donnent le *Statistiches Jahrbuch für das deutsche Reich :*

	Milliers de marks		Milliers de marks
1880	47,037	1900	216,930
1885	80,601	1901	209,682
1890	115,582	1902	208,815
1895	107,000		

En Belgique, la valeur de l'exportation du charbon a été, d'après l'*Annuaire de Statistique du Royaume de Belgique :*

	Milliers de francs		Milliers de francs
1870	47,637	1895	71.787
1875	81,279	1900	111,796
1880	65,161	1901	90,381
1885	54,446	1902	
1890	79,341		

(2) *Imperial reciprocity,* p. 58.

		Importations Millions £	Exportations Millions £
Cotonnades	1890	2,3	62,0
	1902	4,7	65,0
Lainages	1890	11,1	20,4
	1902	11,4	15,2

fabriquer (1). Nous avons équipé les établissements industriels de nos concurrents; nous leur avons donné des armes pour lutter plus avantageusement contre nous.

NOTRE SALUT EST DANS LE COMMERCE COLONIAL

On pourrait s'étonner que ces faits n'aient pas frappé l'attention publique plus tôt. L'explication s'en trouve dans le développement du commerce colonial. Il a comblé la différence. Tandis que nos exportations vers les pays pro-

(1) Le *Blue Book*, p. 97, contient la statistique des exportations de charbon et de machines de l'Angleterre vers tous les pays sans distinction. Nous en extrayons les chiffres suivants :

ANNÉES	Charbons (y compris coke, cendres)	Machines	Autres articles (non compris les navires)	TOTAL (non compris les navires)
	Milliers £	Milliers £	Milliers £	Milliers £
1870	5,638	5,293	188,656	199.587
1872	10,442	8,201	237,614	256,257
1875	9,658	9,059	204,749	223,466
1880	8 373	9 261	205,423	223,060
1885	10,633	10,715	191,767	213,115
1890	19,020	16,411	228,100	263,531
1895	15,434	14,236	196,458	226.128
1900	38,620	19 620	224,364	282,604
1901	30,335	17,812	222,726	270 873
1902	27,581	18,755	231,216	277,552

tectionnistes déclinaient de 46 millions £, celles que nous dirigeons vers nos colonies augmentaient de 40 millions £. Actuellement, le commerce que nous faisons avec nos colonies et nos possessions est plus considérable et plus rémunérateur que celui que nous faisons avec l'Europe et l'Amérique, ou celui que nous faisons avec des marchés neutres. Les colonies sont notre marché le plus important et celui qui se développe le plus rapidement (1). Nous

(1) *Blue Book*, p. 20 :

Exportations totales de l'Angleterre

ANNÉES	PAYS ÉTRANGERS			COLONIES ANGLAISES			TOTAUX	TOTAUX GÉNÉRAUX
	Principaux pays protectionnistes	Autres pays	TOTAL	Principales colonies protectionnistes (Canada et Victoria)	Inde	Autres colonies et possessions		
	Milliers £	Milliers £	Milliers £	Milliers £	Milliers £	Milliers £	Milliers £	Milliers £
1870	94,521	53,252	147,773	10,570	19,304	21,940	51,814	199,587
1872	132,897	62,804	197,701	15,579	18,471	26,506	60,556	256,257
1875	101,131	51,246	152,374	14,953	24,246	31,893	71 092	223,466
1880	97,743	50,063	147,806	11,779	30,451	33,024	75,254	223,060
1885	86,592	48,528	135,120	13,545	29,314	35,136	77,995	213,115
1890	107,640	68,520	176,160	13,929	33,641	39,801	87,371	263,531
1895	96,474	59,457	155,931	9,224	24,753	36,220	70,197	226,128
1900	115,147	73,910	189,057	13,276	29,829	50,442	93,547	282,604
1901	96,957	69,583	166,540	13,140	34,903	56,290	104,333	270,873
1902	100,753	69,095	169,848	15,284	32,563	59,857	107,704	277,552

Les exportations de navires ne sont pas comprises dans les chiffres de ce tableau.

vendons plus, dans les années moyennes, à la fédération australienne, qui compte 4 millions d'habitants, qu'aux Etats-Unis, qui en possèdent près de 80 millions. Nous vendons déjà plus à l'Afrique du Sud qu'à la France et à la Belgique réunies.

Nous vendons plus au Canada, qui compte 5 millions de blancs, qu'à la Chine, qui contient environ 400 millions de jaunes. En 1902, l'Empire russe, qui renferme 130 millions de blancs, nous a acheté pour 8,600,000 £ de nos produits, tandis que la Nouvelle-Zélande, qui n'a pas un million

---

Blue Book, p. 407 :

Importations totales de l'Angleterre

ANNÉES	Valeur totale	Importations des pays étrangers	Importations des colonies anglaises
	Millions £	Millions £	Millions £
1870	303	238	65
1872	355	275	80
1875	374	290	84
1880	411	319	92
1885	371	287	84
1890	421	325	96
1895	417	321	96
1900	523	414	105
1901	522	416	106
1902	528	421	107

d'habitants, nous a pris pour 5,600,000 £ de marchandises.

Sans nos colonies, les cris des sans-travail se seraient fait entendre depuis longtemps, et plus d'une forge ou d'une fabrique serait tombée dans le silence. Nous aurions appris depuis longtemps combien il est dangereux de se complaire dans la consommation à bon marché des produits des autres. Une telle façon de procéder doit nécessairement avoir pour conséquence la supplantation de nos propres produits et la ruine de notre industrie (1).

LE COMMERCE ANGLAIS ET LE TARIF AMÉRICAIN

Le tableau de notre commerce avec les Etats-Unis fournit une preuve éclatante du tort que causent les tarifs protectionnistes au commerce anglais. On observe une progression constante dans nos exportations aux Etats-Unis jusqu'en 1891, moment où se produit une chute soudaine. C'est l'année où le tarif Mac-Kinley est entré en vigueur. En 1894, M. Cleveland et le

(1) *Imperial reciprocity*, p. 64.

parti démocratique ayant fait réduire les droits d'entrée, nous constatons un regain dans nos exportations (1).

En 1896, les républicains firent du rétablissement du tarif leur plate-forme : « c'est la véritable politique américaine, disaient-ils; elle impose les produits étrangers et encourage les industries nationales; elle met le fardeau des charges publiques sur les marchandises étran-

(1) VINCE. *M. Chamberlain's proposals*, p. 75 :

Commerce de l'Angleterre avec les Etats-Unis (1886-1890)

	Importations des Etats-Unis	Exportations aux Etats-Unis
	Millions £	Millions £
1886	81	26,8
1887	83	29,5
1888	79,8	28,9
1889	95,5	30,3
1890	97,3	32,1
1891	104,4	27,5
1892	108,2	26,5
1893	91,8	24
1894	89 6	18,8
1895	86,5	27,9
1896	106,3	20,4
1897	113	21
1898	126,1	14,7
1899	120,1	18,1
1900	138,8	19,8

gères; elle maintient le tarif des salaires des ouvriers américains, etc. ». En 1897, les droits élevés furent remis en vigueur, et, en 1898, on observe un nouveau recul dans nos exportations.

NOUS MANGEONS NOTRE CAPITAL

Tandis que nos exportations vers les Etats-Unis diminuaient de 26 p. c., de 1886 à 1900, nos importations de ce pays augmentaient de 70 p. c. La différence entre les importations et les exportations, qui était de 54,800,000 £ en 1886, s'est élevée à 119,000,000 £ en 1900. On peut se demander comment nous avons fait pour payer les 64,200,000 £ qui font l'excédent des importations sur les exportations. Après avoir fait le compte de ce que les Etats-Unis nous doivent du chef de frets, d'intérêts sur les capitaux prêtés, etc., etc., il faut bien reconnaître qu'il reste encore de la marge. Nous ne pouvons avoir payé le surplus qu'au moyen de notre capital. Les Américains nous restituent les capitaux qu'ils nous doivent, sous forme d'exportations. Le *Board of trade* reconnaît d'ailleurs que « les Etats-Unis ont racheté un grand nombre de leurs titres sur les marchés

d'Europe, et particulièrement en Angleterre, pendant les dernières années; ce qui contribue à expliquer la grande augmentation de nos importations de ce pays depuis 1895 ». Mais que faut-il conclure de ce fait? C'est que nous sommes en train de manger notre capital (1).

---

(1) M. Bonar Law, secrétaire du ministère du commerce, avait fait remarquer (Chambre des communes, 9 février 1904) que les Etats-Unis exportaient annuellement pour 108 millons £ de plus qu'ils n'importaient, avantage qu'il attribuait au protectionnisme. M. Ritchie (Chambre des communes, 10 février 1904) a répliqué qu'outre les achats de valeurs que les Américains avaient faits en Europe, ils avaient emprunté d'énormes capitaux dans les derniers temps, et que le taux d'intérêt s'était élevé à 5 %, au lieu de 3 % comme il était auparavant. L'augmentation de leurs exportations s'explique par le chiffre plus élevé de la dette qu'ils ont à acquitter en Angleterre et dans les autres pays.

Sir E. Vincent (Chambre des communes, 12 février 1904) a dit que les intérêts que les Etats-Unis ont à payer annuellement sur les sommes empruntées en Europe, s'élevait à 45 ou 50 millions £. Il ne faut pas perdre de vue ensuite qu'étant donnés les droits d'entrée élevés qui existent aux Etats-Unis, les marchandises importées sont notoirement déclarées en-dessous de leur valeur. Enfin, il faut encore tenir compte du fait, que les Américains résidant en Europe font aux Etats-Unis, des remises de fonds beaucoup plus élevées que celles qui ont lieu dans la direction opposée.

LES TARIFS ÉTRANGERS ET LES INDUSTRIES ANGLAISES

Les effets de la politique protectionniste des pays étrangers n'ont pas tardé à être ressentis dans un grand nombre de nos industries. On nous met au défi d'en citer une seule qui ait disparu par suite des agissements des étrangers. Il est possible qu'il n'y en ait pas dont il ne reste plus la moindre trace; mais on pourrait en mentionner une foule qui ont souffert et qui ont cessé d'être de grandes industries.

On pourrait signaler tout d'abord l'industrie des tôles fines.

L'INDUSTRIE DES TÔLES FINES

C'est une de nos industries historiques. C'est une de celles pour lesquelles nous avons des aptitudes spéciales. Ce n'est pas une industrie exotique comme celle du coton. Nous n'avons pas d'aptitudes spéciales pour la filature ou le tissage du coton. C'est dans l'Inde ou dans les Etats du sud de l'Amérique, où le coton croît à proximité des fabriques, que la population doit posséder des capacités particulières pour ces travaux. Nous sommes, en outre, obligés d'ame-

ner les matières premières de cette industrie de fort loin, avant de pouvoir les mettre en œuvre. Pour la fabrication des tôles fines, d'autre part, nous avons tout sous la main. Nous avons le fer, nous avons le charbon et nous avons la main-d'œuvre. Nos ouvriers pratiquent ce métier depuis des générations. Tout le monde reconnaît que cette industrie se trouvait dans une situation florissante. Eh bien, il y a quelques années, elle a reçu un coup terrible. La plus grande partie de nos exportations se dirigeait vers les Etats-Unis (1). Or, en 1891, le tarif Mac-

(1) *Blue Book*, p. 132 :

Exportations de tôles fines

(MOYENNES ANNUELLES)

	1887-90	1892-3	1895-6	1898-1901	1902
Valeur :	£	£	£	£	£
Etats-Unis . . .	4,278,667	3,527,568	1,927,572	806,600	887,432
Autres destinations	1,403,974	1,633,190	1,710,032	2,591,794	3,445,734
TOTAUX	5,682,641	5,160,758	3,637,604	3,398,394	4,333,166
Quantités :	Tonnes	Tonnes	Tonnes	Tonnes	Tonnes
Etats-Unis . . .	304,695	267,040	168,063	65,687	65,142
Autres destinations	94,329	120,271	148,479	197,194	246,727
TOTAUX	399,329	387,311	316,542	262,881	311,869

Sir H. Fowler, se basant sur les chiffres du *Blue Book*, fait remarquer (Glasgow, 12 octobre 1923) que si l'Angleterre a vendu moins de tôles fines aux Etats-

Kinley imposa des droits d'entrée élevés sur nos tôles fines. Et il en résulta que nos importations diminuèrent à mesure que l'industrie similaire se développait aux Etats-Unis. En

---

Unis, elle en a, par contre, placé davantage dans les autres pays. L'industrie des tôles fines ne disparaît donc pas du pays. Une autre preuve nous en est fournie par le nombre d'établissements en exploitation : il était de 397 en 1902, contre 318 en 1896. Cette industrie fournit un exemple de l'élasticité du libre-échange : quand une porte se ferme, il sait s'en ouvrir une autre.

Cette industrie, dit sir W. Harcourt (Rawstenhall, 31 octobre 1903) ne s'est pas laissé décourager. Elle a perfectionné ses procédés, et, grâce aussi aux achats avantageux de plaques d'acier, dus au *dumping* des Américains, elle s'est relevée dans le sud du Pays de Galles. L'exportation, comme la consommation nationale des tôles fines, est en voie d'augmentation.

M. Chamberlain a répliqué (Cardiff, 20 novembre 1903) en disant que le relèvement de cette industrie est due à deux causes : la demande anormale de tôles fines dans l'Afrique du sud pendant la dernière guerre, et l'augmentation constante de la demande aux colonies. Malgré cela, la production actuelle n'est que de 370,000 tonnes, alors qu'elle était de 450,000 il y a vingt ans.

M. Moriss (*Times*, 7 décembre) renseigne, d'après un journal américain, qu'aux Etats-Unis, sur 336 établissements qui fabriquent des tôles fines, il n'y en avait, au mois de novembre 1903, que 178 en activité. Cette industrie n'est donc pas si prospère aux Etats-Unis.

1892, nous exportions 450,000 tonnes de tôles fines aux Etats-Unis. En 1902, nos exportations vers ce pays, qui était notre principal marché, sont tombées à 65,000 tonnes! Et nous ne pouvons pas espérer de conserver même ce faible chiffre!

L'INVASION DES PRODUITS ÉTRANGERS

Les nations étrangères ne se contentent pas d'exclure nos produits, elles menacent de ruiner nos industries sur notre propre marché. Elles pratiquent à notre égard le procédé que les Américains désignent sous le nom de « *dumping* ». Il consiste à se débarrasser du surplus de sa production dans un pays étranger, au prix que l'on peut en obtenir, souvent même à un prix inférieur au coût de production. Ce n'est pas ce que l'on peut appeler de la concurrence loyale. Les produits amenés dans ces conditions désorganisent nos industries, menacent de les faire disparaître et privent nos ouvriers de leur travail.

L'Angleterre est le seul pays où les produits entrent librement. C'est aussi vers elle que se dirige l'excédent de production des industries

étrangères. Il y a des gens qui prétendent que ce système constitue un véritable profit pour le pays. Ce n'est certes pas un bénéfice pour les industries et les ouvriers directement atteints. Quant aux industries et aux ouvriers qui transforment ces produits, ils ne réaliseront de gain qu'aux dépens des premiers.

Il ne faudrait, du reste, pas croire que les pays étrangers nous fassent un cadeau en nous submergeant de leurs produits. Ils le font parce qu'il ne leur coûte rien de le faire, mais nous, nous y perdons notre industrie, notre profit et notre travail. M. Asquith disait dernièrement : « Supposons qu'une nation étrangère pratique le *dumping;* elle le fait naturellement à perte, et ne pourra pas continuer à le faire toujours. » C'est fort peu consolant. « Je ne pourrais pas toujours tenir la tête de M. Asquith sous l'eau, mais je pourrais cependant le faire assez longtemps pour le noyer » (1).

Le jour où une de nos industries aura été tuée sous l'effort de cette concurrence abusive, nous saurons ce qu'il en coûtera! Aussitôt que les étrangers sauront qu'ils n'ont plus rien à

1) M. Chamberlain à Newport, 21 novembre 1903.

craindre de notre part, ils élèveront leurs prix. Un exemple nous en est fourni par l'industrie des pointes de Paris *(wire nails)*. Nous avons pu les acheter longtemps à bon marché, parce que les Allemands et les Américains à la fois nous faisaient la concurrence. A présent, ils se sont entendus, et nous voilà obligés de payer 7 £ 10 s., livré à Londres, ce qui ne coûte que 5 £ 5 s. livré au Japon. Il est vrai que les Japonais continuent à fabriquer ces objets pour eux-mêmes (1).

L'ART D'ENVAHIR LES MARCHÉS ÉTRANGERS

Le « *dumping* » ne constitue pas nécessairement une perte pour les pays qui le pratiquent. Il est basé sur le principe que « la quantité fait le bénéfice ». Supposons que vous puissiez fabriquer mille articles et les vendre à raison d'une livre en faisant un bénéfice. Si, ensuite, vous en fabriquez mille autres, vous pourrez peut-être les vendre à raison de 15 ou 16 s., parce que les mille premiers auront couvert vos

1. M. Bonard Law, à la Chambre des Communes, 9 février 1904.

frais généraux. Donc, un Américain ou un Allemand qui a vendu dans son pays mille objets à une livre, peut parfaitement en placer mille autres à 16 s. pièce en Angleterre, où ils ne peuvent être fabriqués qu'au prix de 20 s.

On nous objecte alors : « Mais pourquoi ne fabriquez-vous pas vous-mêmes les 2000 objets ? Vous pourriez le faire à aussi bon compte que les Allemands ». Nous ne pouvons pas le faire, parce que notre marché n'est pas aussi vaste que celui des étrangers. Nous n'avons que notre propre marché, tandis que les étrangers disposent à la fois de leur marché et du nôtre.

Les Américains ont leur propre marché, qui comprend 80 millions d'habitants, et dont nous sommes absolument exclus. Ils trouvent, en outre, un marché libre de 42 millions d'habitants en Angleterre. Ils peuvent donc pourvoir aux besoins de 122 millions de personnes, sous le régime du libre-échange, tel que nous l'entendons. Les Allemands ont une population de 50 à 60 millions, et disposent, en outre, chez nous, d'un marché qui compte 42 millions d'âmes. Ils ont donc une marché libre de 92 millions, tandis que le nôtre ne compte que 42 millions d'habitants!

L'INDUSTRIE DU FER ET DE L'ACIER

L'existence de l'industrie du fer et de l'acier est menacée par les étrangers (1). On estime à

(1) Cette assertion a été contestée par sir H. Fowler à Glasgow (12 octobre 1903). L'industrie du fer et de l'acier que sir H. Fowler connait particulièrement ne se trouve nullement dans une mauvaise situation, affirme-t-il. Les exportations dépassent les importations, et celles-ci comprennent naturellement tout le *dumping* dont M. Chamberlain se plaint. En 1901, la valeur des exportations a dépassé celle des importations de 41 millions £. En 1902, ce chiffre a été de 42 millions £.

La prospérité de l'industrie du fer et de l'acier est constatée par le produit de l'impôt sur le revenu. Dans un article, publié par sir Michaël Hicks-Beach dans la *Monthly Review*, il est établi que les bénéfices réalisés dans cette industrie ont été de deux millions £ environ en 1896, de 5 ¼ millions £ en 1901 et de 6 ½ millions £ en 1902.

M. Morley (Manchester, 19 octobre 1903) a cité quelques cotations de valeurs sidérurgiques en 1902. Une société dont les actions ont une valeur nominale de 5 £ a vu celles-ci monter jusqu'à 13 £. Les titres d'une autre société, dont la valeur nominale est de 1 £ ont atteint le chiffre de 2 £ 16 s.; ceux d'une troisième compagnie, dont la valeur nominale est de 7 £ 10 s., sont côtés à 34 £ 10 s.

Sir W. Harcourt (Rawtenstall, 31 octobre 1903) rappelle qu'il a été déclaré à la Chambre des communes, que la valeur des exportations de fer, qui était

250,000 tonnes, l'acier que l'Allemagne et les Etats-Unis auront déversé en 1903 en Angleterre. Et ce n'est encore que le commencement! Il en résulte un bénéfice de 125,000 £ pour certaines industries, paraît-il. Mais quel est le préjudice? On peut dire que la perte en salaires, causée aux ouvriers par cette invasion, est de 500,000 £. Les industriels qui en profitent n'en sont pas satisfaits eux-mêmes. L'un deux a déclaré qu'il regrette de s'en prévaloir, mais il y est forcé, dit-il, car, sans cela, il ne pourrait soutenir la concurrence de ceux qui fabriquent les mêmes produits que lui (1).

---

pour les six premiers mois de 1901, de 12,617,000 £, avait atteint pendant les six premiers mois de 1903, le chiffre de 15,590,000 £, soit une augmentation de 3 millions £.

(1) M. Chamberlain à Newport, 23 novembre 1903.

L'industrie du fer et de l'acier est une de celles qui ont donné lieu aux polémiques les plus vives dans la presse. On remplirait une brochure si on voulait suivre la discussion dans tous ses détails. Nous nous contenterons de donner un aperçu de l'échange de vues auquel elle a donné lieu.

M. Channing (*Times*, 20 octobre 1903) écrit que M. Chamberlain s'imagine que tout est perdu, parce que 10,000,000 de tonnes de fer et d'acier américain pourraient être « déversés » en Angleterre au-dessous du prix. Il ne songe pas que si cette matière première

Ce sont nos industries essentielles qui sont menacées. Si nous ne prenons pas de mesures,

---

pouvait être acquise à si bon compte, il en résulterait une impulsion énorme pour toutes les industries qui emploient ces métaux : construction de navires, de locomotives et de machines, outils, coutellerie, etc. Il ne faut pas oublier non plus que le développement des produits manufacturés en fer et en acier a été retardé aux Etats-Unis pendant un grand nombre d'années, à raison de l'élévation artificielle du prix de la matière première, causée par les droits d'entrée. Enfin, l'imposition d'un droit sur le fer et l'acier ferait disparaître la différence de prix qui existe actuellement entre les produits américains et les produits anglais, les rendrait plus cher en Angleterre et transférerait au producteur américain d'objets achevés, les avantages dont jouissent maintement les industriels anglais sur les marchés internationaux.

M. Brailsford, directeur de l'*Ebbw Vale Steel, Iron and Coal Company* (*Times*, 30 novembre 1903), dit que les cartels allemands vendent l'acier à Newport, de 5 s. à 7 s. 6 d. la tonne au-dessous du prix anglais. Dans leur propre pays, le prix est beaucoup plus élevé, parce qu'ils sont protégés par un droit de 30 s. la tonne. On peut dire qu'une bonne partie de l'industrie du fer a déjà succombé. Une colonne de journal ne suffirait pas pour citer les établissements qui ont disparu depuis 30 ans, sous l'effet de la politique du libre-échange unilatéral. Mais c'est depuis 3 ou 4 ans que la concurrence allemande et américaine s'est organisée et est devenue systématique. L'envahissement dont nous sommes témoins maintenant n'est qu'un prélude des maux auxquels nous devons nous attendre.

nous en serons bientôt réduits à devoir nous contenter d'industries secondaires, comme la

---

M. J. Brice, M. P. (Aberdeen, 1 déc. 1903) réplique que ces craintes sont sans fondement; il n'y pas d'exemple que les agissements de l'étranger aient causé un tort permanent à l'industrie anglaise. Ce n'est surtout pas le cas pour la compagnie de M. Brailsford, dont les titres étaient à 4 £ 3/8 en 1898, avant que l'invasion des produits étrangers eût commencé, et qui sont actuellement à 7 £.

M. Brailsford, complétant ses informations au *Times*, a annoncé à Ebbw Vale (*Times*, 4 décembre 1903) que le principal atelier de la compagnie venait d'être fermé, l'invasion de l'acier étranger ne permettant plus de concourir avec avantage.

M. Mac Connel (*Times*, 7 décembre 1903), président de la *Monmouthshire Steel and Tinplate Company*, déclare qu'il n'a retiré aucun profit des ventes à vil prix faites par les étrangers. Il a dû vendre moins cher, comme tout le monde, et n'a pas vendu davantage.

M. Bell, des *Clarence Iron Works*, répond à M. Brailsford que la production de l'industrie du fer et de l'acier peut être évaluée, pour 1902, au chiffre de 150 à 160 millions £. Sur ce chiffre, il a été importé pour une valeur de 15,750,000 £, dont 8,000,000 £ ont été fournis par l'Allemagne, la Hollande et la Belgique. On voudrait nous faire croire que cette misérable quantité est de nature à détruire l'industrie anglaise! Qui admettra que les Allemands puissent continuer à vendre sous prix jusqu'à ce qu'ils aient supprimé entièrement l'industrie de notre pays? Il est évident qu'ils ne peuvent agir de la sorte que pour une petite partie de leur production. Ensuite, si le surplus de la production allemande ne trouvait pas acquéreur sur

« fabrication des confitures ou des pickles, par exemple! »

---

le marché anglais, nos industriels le rencontreraient dans une autre partie du monde.

Pendant les dernières années, des centaines de milles livres st ont été consacrées au développement des établissements sidérurgiques. Des établissements ont disparu, dit M. Brailsford. C'est vrai, mais l'industrie du fer a, à diverses reprises, changé d'habitat en Angleterre. Ainsi, en ce moment, des établissements se transportent dans le voisinage de la mer.

Sir W. Harcourt (Tredegar, 12 décembre 1903), s'occupant des griefs de M. Brailsford, donne lecture du rapport de la compagnie de ce dernier pour l'année 1902. Il en résulte que les bénéfices ont été de 50.000 £ en moyenne pendant les 11 dernières années, ou 100 fois plus élevés que pendant les 10 années antérieures. Il y est dit aussi que les dividendes moyens des onze dernières années sont considérablement plus élevés que ceux des dix années antérieures. La valeur de l'actif a plus que doublé en dix ans et 250,000 £ ont été mises à la réserve. On ne peut pas dire que ce soit là le rapport d'une industrie qui périclite!

M. Joseph Lawrence (*Times*, 19 décembre 1903) se plaint de la confusion qui règne dans le débat. Les diverses personnes qui sont intervenues dans la discussion sont trop expertes pour ne pas avoir cité des chiffres exacts; malheureusement, elles les ont groupés différemment. Les unes comprennent dans leurs statistiques, outre le fer et l'acier, la fonte en gueuses (*pig iron*); les autres distinguent. C'est ainsi que E. Mac Laren (*Times*, 24 novembre 1903) écrivait que le Canada avait expédié en Angleterre, pendant les deux années 1901-02, 103.202 tonnes de fonte en

Il est intéressant de citer, à propos de « dumping », ce qu'un des plus grands trusts

---

gueuses (pig iron), c'est-à-dire « presque autant que l'Allemagne, la Hollande, la Belgique et les Etats-Unis ensemble » (124,588 tonnes pour les derniers pays). Le lendemain, à Camberwell, lord Rosebery dénonçait l'envahissement de l'Angleterre par le fer *(iron)* du Canada! M. J. Lawrence mentionne encore d'autres confusions de ce genre.

Il examine ensuite quelles proportions prend l'envahissement du marché anglais par le fer et l'acier étranger. Il cite à cet effet les arrivages du port de Newport, depuis 1900 : 1900, 2,632 tonnes; 1901, 30,593 tonnes; 1902, 98,752 tonnes; 1903 (six mois) 201,811 tonnes. Les 200,000 à 250,000 tonnes de la dernière année représentent une perte de salaires de 500,000 £ pour le Monmouthshire.

A. Tredegar (11 décembre 1902), continue M. Lawrence, sir W. Harcourt a cité les chiffres suivants pour l'exportation du fer et de l'acier : 1901, 25,008,100 £; 1902, 28,878,000 £; soit une augmentation de 3,870,000 £; mais il n'ajoute pas qu'en 1902, il y a eu une augmentation de 1,764,69 £ dans l'exportation vers les Etats-Unis, due au *boom* de l'acier dans ce pays, et une autre de 1,958,000 £ dans les exportations vers les colonies anglaises (principalement vers l'Afrique du Sud); ces deux chiffres font un total de 3,722,690 £. Enfin, sir William n'a pas mentionné non plus qu'en 1900, les exportations de fer et d'acier « vers tous pays » s'élevaient à 31,623,000 £, soit six millions et demi £ de plus qu'en 1901.

On sait ce qui s'est passé dans l'industrie des tôles fines, à la suite de l'application du tarif Mac-Kinley, dit M. J. Lawrence en concluant. Il s'agit de

américains, l'*American Steel Trust,* se propose de faire à notre égard. Ce trust produit actuellement 20,000,000 tonnes d'acier par an, chiffre qui dépasse de beaucoup celui de l'Angleterre. Le directeur de ce trust a déclaré dernièrement à un journaliste, que le commerce de l'acier

---

savoir si d'autres industries anglaises ne sont pas exposées à subir le même sort ou si d'autres nations, qui actuellement importent des produits manufacturés de notre pays, ne pourraient devenir à leur tour des « déverseurs » *(dumpers).*

M. Lawrence s'occupe aussi du prix auquel les étrangers vendent l'acier en Angleterre. Ils le livrent à Wolverhampton à 5 s. à la tonne au-dessous du prix auquel l'industrie du Pays de Galles peut les fournir. Ce même acier se vend au lieu d'origine (Düsseldorf ou Pittsburg), 2 £ 2 s. 6 d. à la tonne plus cher qu'en Angleterre. Voilà les résultats de l'effort combiné des trusts et des tarifs.

Lord G. Hamilton (Chambre des communes, 10 février 1904) admet que certaines branches de l'industrie du fer et de l'acier aient souffert et que quelques-unes soient presque éteintes. La cause ne doit pas en être cherchée dans le libre échange, mais dans l'esprit d'invention et de progrès. Pour citer un exemple on peut rappeler que grâce à l'emploi du procédé Bessemer, les rails se fabriquent à des prix beaucoup moins élevés et durent deux ou trois fois plus longtemps que les anciens rails en fer. Les établissements qui produisaient ces derniers n'ont plus pu soutenir la lutte, et ils font maintenant appel au protectionnisme.

faiblissait. La demande de rails diminue. La crise financière, qui sévit en Amérique, fait sentir ses effets. Le directeur prévoit que, dans un temps rapproché, la demande sera inférieure de plusieurs millions de tonnes à la production. « Que ferez-vous, alors ? » lui demanda le journaliste. « Oh ! a-t-il répondu, nous avons pris nos précautions. Nous n'aurons pas à ralentir notre production. Nous ne devrons pas éteindre un seul haut-fourneau. Nous ne voulons pas mettre nos ouvriers sur le pavé. Et pour cela, nous envahirons les marchés étrangers (1) ». Or, comme les autres pays sont protégés par leurs barrières douanières, c'est l'Angleterre qui est toute désignée pour servir de déversoir *(dumping ground)* au trop plein de l'industrie de l'acier d'Amérique.

---

(1) M. Wills *(Times,* 3 novembre 1903) cite un extrait de la *Pittsburg Gazette,* du 7 octobre 1903, annonçant l'extinction de 3000 fours à coke aux Etats-Unis, par suite du mauvais état du marché des fontes. Le « Comité des fontes » a, pour le même motif, résolu de réduire de 25 p. c. la production de la fonte Le même journal déclarait que les bénéfices de la *Steel corporation* avaient décru de 4,640,668 dollars p ndant le trimestre écoulé.

AUTRES INDUSTRIES QUI PÉRICLITENT

Parmi les autres industries qui ont souffert de la concurrence étrangère, on peut citer la bijouterie. Depuis trois ans, le *Board of Trade* consacre des statistiques spéciales à cette industrie. En 1900, nous avons exporté pour 50,000 £ et importé pour 137,000 £ de bijoux, c'est-à-dire que nous perdions 87,000 £. Or, en 1902, les importations l'ont emporté de 170,000 £ sur les exportations. En trois années, notre situation a empiré du simple au double. Et quelle en est la raison? Les tarifs étrangers qui imposent jusqu'à 45 p. c. de droits d'entrée sur les objets.

Il en est de même de la quincaillerie, dont les importations étrangères ont triplé depuis dix ans dans ce pays, tandis que nos exportations sont entravées par des droits s'élevant jusqu'à 60 p. c. de la valeur.

On peut encore citer la fabrication des boutons de verre, une des plus anciennes industries de Birmingham. Elle employait autrefois 6000 ouvriers; aujourd'hui, elle en occupe à peine un millier, qui ne travaillent pas toujours

à pleines journées. La ruine de cette industrie est due au tarif Mac-Kinley d'une part, et à l'invasion du pays par les boutons originaires du continent, principalement d'Allemagne, d'autre part (1).

L'exportation des bicyclettes a également diminué vers les pays protectionnistes, où les droits s'élèvent jusqu'à 45 p. c. de la valeur. En dix ans, elle a baissé de 576,000 £; mais dans le même temps, elle a augmentée de 367,000 £ vers

---

(1) M. Dickinson *(Times,* 16 novembre 1903) cite les chiffres de l'*Annual Statement of Trade,* d'où il résulte que, sur une somme de 113,183 £ d'importations de bijoux, en 1902, le Maroc est intervenu pour 101,130 £. Ce n'est pourtant pas dans ce pays-là que l'on peut trouver des concurrents! Il paraît qu'un noble marocain avait, au cours de cette année, expédié ses bijoux en Angleterre! Dans la même année, les importations de l'Allemagne n'ont été que de 702 £.

M. Vince *(Times,* 20 novembre 1903) réplique qu'il est risible de prétendre que l'Allemagne n'ait importé que pour 702 £ de bijoux en 1902. A Birmingham, il y a trois firmes qui, à elles seules, importent pour plus de 100,000 £ de bijoux d'Allemagne par an. M. Vince a vu des factures de 500 £ se rapportant à des expéditions déclarées à raison de 12 £. Ensuite, les bijoux s'envoient par colis postaux, et l'Allemagne en a expédié, en Angleterre, valeur déclarée, pour 474,755 £ en 1902.

nos colonies (1). A Leeds, on se plaint de la situation de l'industrie de la soie — une grande industrie d'autrefois, — de celle de la filature du lin, de l'industrie du cuir et de la tannerie.

La concurrence étrangère a tué l'industrie de la raffinerie de sucre. Elle était autrefois fort prospère à Greenock, et donnait de l'ouvrage à un grand nombre d'ouvriers. Grâce aux primes d'exportation, les nations étrangères ont amené la disparition des raffineries anglaises; seules, les plus riches et les plus actives ont pu résister.

LES OUVRIERS PEUVENT-ILS CHANGER D'OCCUPATION ?

Que sont devenus les ouvriers qu'occupait cette industrie? Ont-ils aussi trouvé refuge dans

---

(1) Sir E. Grey (Carnavon, 5 janvier 1904) dit qu'il est vrai qu'en 1897, les Américains ont exporté pour 400.000 £ de bicyclettes en Angleterre; mais il aurait fallu ajouter qu'en 1902, nous n'en avons plus importé que pour 144.000 £ et que, d'autre part, nous en avons exporté pour 707.000 £. Le *Times*, commentant ces chiffres, disait que les Américains avaient été, pour ainsi dire, expulsés du marché. Le *Times* a aussi constaté qu'à l'exposition de bicyclettes à Londres, l'année dernière, aucune firme étrangère n'avait envoyé ses produits.

les fabriques de confitures ou de pickles? (1). Il serait curieux de retracer leur existence ultérieure. Est-il vrai, commedis ent les libre-échangistes, qu'ils ont trouvé du travail dans une autre industrie? On ne change pas d'occupation aussi facilement que le pensent les libres-échangistes! Les enfants de ces ouvriers peuvent l'avoir fait, mais ceux qui avaient déjà atteint l'âge adulte auront senti la vérité du proverbe : à vieux chien on n'apprend pas de nouveaux tours. La théorie du transfert de la main-d'œuvre est « une doctrine de pédants ».

Qu'est-il advenu des ouvriers de l'industrie des tôles, fines qui a failli être ruinée par le tarif américain en 1890? Un certain nombre ont émigré aux Etats-Unis, tandis que les

(1) M. Churchill (Chambre des Communes, 10 février 1904) a répondu que le nombre des ouvriers employés dans ces industries, que M. Chamberlain semble dédaigner, a été établi. En 1861, les raffineries de sucre occupaient 5,700 ouvriers; dix ans plus tard, ce nombre se trouvait réduit à 2,400, soit une diminution de 3,300 personnes. Les fabriques de confitures et de pickles, qui employaient, en 1891, plus de 30,000 personnes, en occupaient en 1901, 41,000. Elles ont donc fourni du travail à 6,700 ouvriers de plus que le nombre de ceux qui avaient perdu leur travail dans les raffineries de sucre.

autres ont été grossir les rangs des meurt-de-faim.

Nous avons importé, l'année dernière, pour 10 millions £ de fer et d'acier. Or, le président du *Iron and steel Institute* a déclaré que nous possédions les établissements et les ouvriers nécessaires pour fabriquer tout cet acier et tout ce fer, dont l'importation représente pour nos ouvriers une perte de 500,000 £ de salaires. Dans ces conditions, on ne niera pas que c'est aux défenseurs du système actuel qu'incombe le fardeau de la preuve! (1)

LE COMMERCE MARITIME

La situation du commerce maritime n'est pas plus satisfaisante. Les navires construits en Angleterre, en 1902, ont représenté une augmentation de 591,000 tonneaux, comparativement à l'année 1893; mais à l'étranger, y compris nos colonies, l'augmentation a été de 885,000 tonneaux, soit une différence de 294,000 tonneaux à l'avantage de l'étranger. De 1890 à 1901, le

(1) M. Bonar Law, à la Chambre des Communes, 10 février 1902.

tonnage de l'Empire britannique s'est accru de 1,400,000 tonneaux, et celui des pays étrangers, de 2,200,000, soit une différence de 800,000 tonneaux en faveur de l'étranger (1).

Les progrès réalisés par les autres pays sont dus principalement aux subsides alloués aux lignes de navigation par les gouvernements étrangers. Les Allemands se sont rendus maîtres du marché de Zanzibar, grâce à la régularité de leur ligne de steamers. Il est à remarquer que celle-ci reçoit un subside de 80,000 £ par an.

---

(1) Lord Goschen, à Queen's hall, Londres, 24 novembre 1903 : « M. Chamberlain se plaint de ce que le pourcentage d'accroissement de notre flotte de commerce n'ait pas été aussi considérable que celui de l'Allemagne. Toujours cette comparaison entre une nation industriellement jeune et où tout est à faire et un vieux pays comme l'Angleterre ! Mais voyons un peu les profits que font les lignes de navigation de ce pays qu'on nous représente comme si prospère. Les dividendes distribués par la *Hamburg-America Linie* ont été de 10 p. c. en 1900, de 6 p. c. en 1901 et de 4 1/2 p. c. en 1902. Ceux du *Norddeutscher Lloyd* ont été de 8 1/2 p. c. en 1900, de 6 p. c. en 1901 et zéro en 1902. Ceux de la Hansa ont été de 14 p. c. en 1900, de 8 p. c. en 1901 et de 6 p. c. en 1902. Ceux de la *Hamburg-Sud Amerikanische Dampfschiffahrt Gesellschaft* ont été de 10 p. c. en 1900, de 4 p. c. en 1901, et zéro en 1902 » (Voir *Nauticus, Jahrbuch für Deutschlands Seeinteressen*, 1903, p. 225).

Les Anglais ne disposent dans ces parages que d'un service insuffisant. Il est vrai que la ligne anglaise ne jouit que d'un misérable subside annuel de 6 à 7,000 £!

Peut-on s'étonner de ces résultats, quand on voit que les étrangers sont mieux traités que les Anglais dans les ports d'Angleterre! Tandis que les nationaux sont soumis à une limite de chargement, les étrangers y échappent, et cette différence dans le volume de la cargaison constitue, la plupart du temps, tout le bénéfice. Autre chose. Les navires ont à payer des droits calculés d'après leur tonnage. Or, les navires étrangers dont la capacité de chargement est la même que celle des bateaux anglais, déclarent un tonnage inférieur à celui des bâtiments anglais, parce qu'ils ont une autre manière de l'établir.

Enfin, certaines nations excluent les étrangers du commerce de cabotage. Que faut-il penser, par exemple, d'une définition du cabotage qui comprend des voyages de Riga, sur la Baltique, à Vladivostock, en Sibérie, ou de Portland, dans le Maine, à San-Francisco, en Californie? Il est défendu aux bâtiments anglais de faire ces voyages, tandis que les bâtiments

étrangers ont parfaitement le droit de faire le tour de l'Angleterre.

On peut encore citer l'exemple de Cuba. Les Anglais ont cru qu'ils auraient pu continuer à faire le commerce avec cette île, dans les mêmes conditions qu'auparavant. Ils se sont trompés. Les Etats-Unis vont accorder des droits préférentiels à Cuba. Le résultat en sera que les marchandises anglaises n'iront plus vers cette île, et que le trafic entre celle-ci et les Etats-Unis se fera dans les bateaux américains. Le même sort nous attend à Madagascar. Nos transporteurs seront exclus de cette île aussitôt que les Français pourront se passer d'eux.

LE LIBRE-ÉCHANGE UNILATÉRAL ET SES CONSÉQUENCES

L'envahissement de nos marchés par l'étranger, combiné avec l'exclusion de nos produits des marchés étrangers, ne peut pas être qualifié de libre-échange loyal. C'est du libre-échange unilatéral. Les libre-échangistes, qui sont partisans du maintien de la situation actuelle, ne méritent pas le nom qu'ils se donnent; en réalité, ils ne sont que de libres importateurs.

Les conséquences de la politique douanière

actuelle sont particulièrement nuisibles aux ouvriers. L'industriel pourrait à la rigueur transporter ses capitaux à l'étranger, en France ou en Allemagne, par exemple, et vivre des revenus qu'ils lui procureraient; mais l'ouvrier? Il doit vivre du travail de ses mains, « et si on lui enlève ce travail, il ne lui restera aucune ressource, si ce n'est, peut-être, d'apprendre le français ou l'allemand! »

LE COÛT DE LA LÉGISLATION OUVRIÈRE

L'Angleterre a pris, en faveur des ouvriers, une série de mesures législatives en vue de leur assurer plus de sécurité, des salaires plus élevés, des indemnités en cas d'accident du travail, etc., etc. Toutes ces innovations ont augmenté le coût de production. On peut évaluer à 10 p. c. l'augmentation qui en est résultée (1).

---

(1) M. Chamberlain, à Leeds (Overflow meeting), 16 décembre 1903.

Sir Ch. Dilke (Cardiff, 8 janvier 1904) conteste que les industriels anglais aient à supporter une charge de 10 p. c. de plus que leurs concurrents, par suite de l'application des lois ouvrières, et notamment de la loi sur la réparation des accidents du travail. Il est prêt à démontrer d'une manière détaillée, à la Chambre

Si, dans ces conditions, les ouvriers s'obstinent à laisser pénétrer les produits des pays qui ne possèdent pas de législation de ce genre, ils se montrent illogiques et suivent une voie qui est un véritable suicide. En effet, si les produits étrangers continuent à être vendus à un prix moindre que les objets similaires indigènes, il faudra, ou bien réduire les salaires, ou bien renoncer aux avantages consacrés par la loi.

LES « MEURT-DE-FAIM »

Sir Henry Campbell-Bannerman prétend qu'il y a en Angleterre 13 millions de personnes,

---

des communes, que cette déclaration est erronée. Les Allemands ont un système de réparation plus étendu que celui des Anglais, mais il diffère trop de la loi anglaise pour permettre de le comparer à cette dernière. Les Français ont admis le même principe que les Anglais, mais ils allouent aux ouvriers des indemnités plus larges.

La France et l'Allemagne, ajoute sir Charles Dilke, sont décidées, si l'Angleterre maintient ses lois ouvrières, à exercer une pression sur la Belgique et l'Italie, pour qu'elles appliquent les leurs. Il ajoute qu'il serait tout disposé à se joindre à la France et à l'Allemagne, pour exclure les produits belges ou certaines catégories de ceux-ci, si la Belgique refusait de céder à cette invitation.

soit le tiers de la population, qui sont insuffisamment nourries et menacées à tout moment de mourir de faim (1) *(underfed and on the verge of starvation)*. Cette allégation est très probablement exagérée. Elle contient cependant un certain degré de vérité. Mais pourquoi ces gens sont-ils insuffisamment nourris? Ce n'est pas parce que le pain n'est pas à bon marché, ce n'est pas non plus à cause des

---

(1) Sir H. Campbell-Bannerman s'est défendu dans la suite de faire sienne cette allégation. Il s'est justifié en disant qu'il avait trouvé ce chiffre dans un livre de M. Rowntree. Il ne l'avait, du reste, cité que pour attirer l'attention sur les maux qu'entraînerait pour une grande partie de la population, toute mesure qui aurait pour effet d'amener un renchérissement dans le coût de l'existence.

M. Chamberlain a, sur la même question, demandé l'avis de M. Charles Booth, qui s'est fait une spécialité de l'étude du paupérisme. Celui-ci lui a répondu qu'il ne pensait pas que ses propositions, telles qu'elles étaient actuellement présentées, fussent de nature à rendre l'existence plus difficile pour les classes pauvres. Il ajoute que, même si elles avaient cet effet dans une certaine mesure, il n'en resterait pas moins partisan, pour le motif que le bien-être des classes pauvres et même celui des gens régulièrement ou plus ou moins régulièrement occupés, dépend plutôt des conditions générales de la prospérité publique et des fluctuations du marché du travail que des variations dans le prix des denrées.

taxes, puisque les objets de première nécessité ne sont pas imposés; il n'y a donc qu'une raison : c'est parce qu'ils manquent de travail (1).

Nos importations augmentent chaque année. En 1872, nous avons importé pour 63 millions £, en 1882, pour 84 millions £, en 1892, pour 99 millions £, et en 1902, pour 149 millions £ d'objets manufacturés. En trente ans, les produits que nous aurions pu fabriquer aussi bien que les étrangers, ont donc augmenté de 86

---

(1) Un correspondant du *Times* (20 octobre 1903) écrit qu'on ne pourrait trouver la main-d'œuvre requise par une extension de l'industrie, ni parmi les ouvriers agricoles, ni parmi les ouvriers non qualifiés. Il faudrait donc que les ouvriers industriels se décidassent à travailler davantage pour gagner plus. Sont-ils disposés à le faire? Une série d'articles, parus dans le *Times*, a révélé, parmi les ouvriers, la tendance à aller à l'aise, *ca' canny*, et à travailler le moins possible (Plusieurs autres correspondants du *Times* font le même reproche aux *Trade Unions*). La vraie question à laquelle devraient répondre ceux qui prétendent que l'industrie anglaise décline, est celle-ci : étant données les conditions et l'organisation actuelles de l'industrie, l'Angleterre n'a-t-elle pas atteint le maximum de sa productivité? Si oui, c'est atteler la charrue devant les bœufs que de vouloir augmenter la production du pays avant d'avoir réuni les conditions qui rendent cette augmentation possible.

millions £, tandis que nos exportations de produits manufacturés ont diminué de 6 millions (1). La perte pour notre industrie a donc été de 92 millions £, dont la moitié ou 46 millions représentent des salaires (2). Or, cette somme aurait permis de donner du travail, à raison de 30 sh. par semaine, à 600,000 ouvriers, et aurait assuré, en tenant compte de leurs familles, l'existence de trois millions de personnes. Cela n'aurait pas fait disparaître les meurt-de-faim, c'est vrai, mais aurait au moins permis de réduire sensiblement leur nombre (3).

---

(1) V. tableau, p. 56.

(2) Il résulte des recherches du *Board of Trade (Blue Book,* p. 360), que la moitié du prix des produits exportés représente les salaires payés pour leur fabrication, tandis que l'autre moitié comprend le coût des matières premières et le profit.

(3) M. Chamberlain à Newcastle, 20 octobre 1903.

M. Ritchie (Chambre des communes, 10 février 1904) conteste que de grandes importations aient pour effet d'augmenter le chômage. En 1889, les importations ont battu un record : elle se sont élevées à 100 millions £. Il faudrait donc croire que cette année a aussi battu le record du chômage ; or, c'est tout le contraire qui s'est produit. Le nombre de chômeurs est tombé à 2,1 p. c. Si l'on songe aux gens malades ou empêchés pour divers motifs, il faut bien reconnaître que c'est là le minimum. Dans la suite, les importations

LES INTÉRÊTS DU PRODUCTEUR

Les libres-échangistes disent qu'il faut pouvoir acheter au marché le plus avantageux. C'est fort bien pour le capitaliste qui ne demande qu'à se procurer, au meilleur compte, les objets dont il a besoin. Il en est tout autrement de l'ouvrier. Celui-ci ne peut vivre sans travail, et il ne peut trouver de travail si ces objets sont fabriqués à l'étranger. Il ne suffit donc pas de considérer les intérêts du consommateur. Ceux du producteur sont beaucoup plus importants. Acheter au marché le plus avantageux n'est pas le véritable intérêt des ouvriers. On a tort, comme disait justement le rapport d'un congrès de trades-unions, de tout sacrifier au « démon du bon marché » (1).

---

ont baissé, et le nombre des chômeurs a augmenté En 1893, les importations sont tombées à 98 millions £, et le chômage est monté à 7 ½ p. c. De 1893 à 1900, les importations se sont relevées graduellement et le nombre des chômeurs a décliné dans la même proportion.

(1) M. Bonar Law avait dit (Chambre des communes, 9 février 1904) que le commerce va bien quand les prix sont élevés, et mal quand les prix sont bas. Sir E. Grey a répliqué, le lendemain, que cela est vrai

Ce qui intéresse par-dessus tout les ouvriers, c'est d'avoir du travail. Aussi le trade-unionisme est-il inconciliable avec le libre-échange (1). M. Keir-Hardie l'a reconnu à la Chambre des Communes : « Le libre-échange, appliqué d'une façon absolue, est une impossibilité. Il n'y a pas de membre dans cette Chambre, partisan du trade-unionisme, qui puisse prétendre qu'il soit un libre-échangiste qui accepte toutes les conséquences du principe..... Les trade-unionistes de notre pays n'ont nullement l'intention de permettre aux ouvriers exploités et mal rémunérés du continent, d'entrer en concurrence avec eux ».

Il n'y a pas de trade-unioniste qui ne soit opposé à l'immigration, sans réserve, des ouvriers étrangers. Nous croyons pouvoir dire que le

---

quand la hausse est la conséquence naturelle de la demande. Le protectionnisme peut aussi faire monter les prix, mais cette hausse sera le résultat non de l'accroissement de la demande, mais de la restriction de l'offre.

(1) Le Congrès des trade-unions de 1903 a voté une motion, condamnant la politique douanière de M. Chamberlain. Le Comité parlementaire du Congrès a, en outre, publié un manifeste dans le même sens, le 2 décembre 1903.

gouvernement est d'accord avec nous sur la nécessité d'empêcher que les étrangers ne viennent prendre le pain des ouvriers anglais. Mais n'est-ce pas une contradiction de la part de certains chefs trade-unionistes, de s'opposer d'une part à l'entrée de la main-d'œuvre à bon marché et de maintenir, d'autre part, l'importation des produits fabriqués par cette main-d'œuvre? (1)

LES « RAILS BELGES »

On peut citer, comme exemple du tort causé à cet égard aux ouvriers anglais, les contrats conclus par le Conseil du Comté de Londres, pour les fournitures de rails. Les cahiers des charges portent que les ouvriers

---

(1) « Ruthinensis » (*Times*, 20 octobre 1903) fait remarquer que, dans une grande partie de l'Italie, l'ouvrier se contente de salaires de 7 s. par semaine. Or, ce pays fait de grands progrès industriels, notamment en ce qui concerne l'industrie du coton. Ensuite, le Japon, la Chine, l'Egypte, l'Inde fourmillent de gens qui sont prêts à travailler pour le cinquième des salaires anglais. Dans dix ou vingt ans, l'Angleterre aura à lutter contre les produits de ces pays sur ses propres marchés. Les partisans du régime actuel maintiendront-ils alors la politique de la porte ouverte? Dans la négative, il serait bon de ne pas attendre jusqu'à ce qu'il soit trop tard.

doivent recevoir le salaire courant dans la localité où le travail se fait. Cela est fort bien, si l'adjudication se fait en faveur d'un industriel anglais. Mais qu'est-il arrivé? Une firme belge a obtenu la commande, en soumissionnant plus bas que ses concurrents anglais. L'adjudication portait sur une fourniture de 41,000 £. La moitié de cette somme représentant le montant des salaires, 20,000 £ de gages ont été enlevés aux ouvriers de notre pays. Et pourquoi a-t-on agi de la sorte? Peut-être pour économiser un millier de livres sterling! (1)

---

(1) Cette déclaration de M. Chamberlain a fait l'objet d'une réponse de M. W. Benn, le président de la commission des travaux publics du Comté de Londres. Dans la lettre qu'il a adressée au *Times* (n° du 29 octobre 1903), il nous apprend que le Conseil a épargné non pas 100, mais 8,721 £ sur cette adjudication. Précédemment, les adjudications avaient été restreintes à l'industrie anglaise; mais les prix proposés ont été si élevés, que dans la suite il a fallu faire appel à la concurrence étrangère. M. Benn fait observer que la clause relative aux salaires est applicable aux étrangers également. Il ajoute que le souci des finances publiques lui commandait d'agir comme il l'a fait, et qu'il serait impossible au Comté de Londres de fournir aux ouvriers des trams à un demi-penny, s'il lui fallait payer son matériel 20 p. c. plus cher que les compagnies privées.

LE CONTRÔLE DES IMPORTATIONS

Les importations sont, dit-on, la contre-partie des exportations. Les nations étrangères ont à nous payer ce dont elles nous sont rede-

---

La question a fait l'objet d'un débat au Conseil du Comté de Londres. Celui-ci a décidé d'envoyer un spécialiste au siège des firmes belges et allemandes, qui ont été déclarées adjudicataires pour la fourniture de rails, aux fins d'y constater la durée de la journée du travail, le taux des salaires, le montant des redevances minières, et si on travaille le dimanche, aux commandes anglaises, dans ces établissements.

L'incident n'est pas resté sans conséquences pour l'industrie étrangère. Une nouvelle adjudication devait avoir lieu et des soumissions avaient été envoyées. Il s'agissait de la fourniture de 12,500 tonnes de rails pour les tramways électriques. Pour l'un des deux genres de rails demandés *(track rails)*, 14 soumissions avaient été déposées. La plus basse était celle d'une firme de Bruxelles : 40,418 £. Pour l'autre espèce de rails, *slot rails*, il y avait 14 soumissions, dont la plus avantageuse émanait d'une firme américaine. Les soumissions anglaises les moins fortes s'élevaient à 43,748 £ pour les *track rails*, et à 34,461 £ pour les *slot rails*. La commission a adjugé la fourniture aux firmes anglaises, en donnant pour motif que les soumissions étrangères avaient pour objet des rails en acier acide, tandis que les soumissionnaires anglais offraient des rails en acier basique, et qu'il y avait lieu de faire une comparaison entre les qualités de l'acier acide, qui est celui des rails déjà posés, et celles de l'acier basique.

vables. Mais toute la question est de savoir de quelle manière elles s'acquitteront. Dans un pays libre-échangiste, comme l'Angleterre, elles peuvent le faire comme il leur plaît et non comme il nous plaît. Les payements ne se font pas en or, — il nous serait loisible alors d'acheter ce que nous préférons — mais en nature.

Les difficultés surgissent dès que le développement d'un pays est assez avancé pour lui permettre d'envoyer les mêmes produits que ceux qu'il recevait auparavant. Aussi longtemps que les nations étrangères nous fournissaient des denrées et des matières premières et qu'elles recevaient des produits manufacturés en échange, ces payements se faisaient comme nous le trouvions bon. Mais quand, comme c'est le cas actuellement, elles nous envoient au moins pour 20 shillings de produits manufacturés en échange de chaque livre sterling qu'elles nous achètent, la situation prend une autre tournure. Quand un meunier est payé en nature, il y a pour lui une différence du tout au tout, selon qu'on le paie en froment ou en farine, ou, s'il s'agit d'un cordonnier, selon qu'on lui remet du cuir ou des souliers.

Si nous voulons maintenir notre suprématie commerciale, nous devons échanger non des marchandises contre des marchandises, mais des marchandises contre des denrées, et des produits finis contre des matières premières. Grâce à leurs tarifs, les pays protectionnistes sont à même de conduire leur commerce national dans les voies les plus profitables. Nous sommes privés de tout contrôle sur le nôtre, à cause du libre-échange. Il faudrait que nous puissions faire une distinction entre les importations, qui font la concurrence à nos produits, et les autres (1).

(1) *Imperial Reciprocity*, p. 88 :

Commerce de l'Angleterre avec l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, la France et les Etats-Unis.

	Importations			Exportations		
	Matières premières et denrées alimentaires	Produits manufacturés	Totaux	Matières premières et denrées alimentaires	Produits manufacturés	Totaux
	Millions £	Millions £	Millions £	Millions £	Millions £	Millions £
1875	117,7	50,1	167,8	8,1	71,3	79,4
1902	156,1	116,5	272,6	21,4	57,6	79,0

Les exportations totales de l'Angleterre vers ses cinq principaux concurrents, sont donc moins élevées

LA PROSPÉRITÉ DES NATIONS PROTECTIONNISTES

Le protectionnisme n'a ruiné aucune nation. La preuve en est fournie par l'Allemagne (1) et les Etats-Unis (2) dont les exportations ont augmenté dans des proportions énormes. Pendant les six dernières années, les exportations

actuellement qu'en 1875. L'Angleterre leur a envoyé en 1902, pour 12 millions £ de matières premières de plus et pour 14 millions £ de produits manufacturés de moins qu'en 1875. Par contre, ces cinq pays ont exporté en Angleterre pour 66,5 millions £ de produits manufacturés de plus qu'en 1875.

(1) *Imperial Reciprocity*, pp. 52 et 53 :

Exportations allemandes de produits manufactures

	Millions £
1880 (abandon du libre-échange)	83
1890 » »	107 — 29 p. c. d'augmentation.
1900 » »	149 — 79 p. c. d'augmentation par rapport à 1880.

(2) **Exportations américaines de produits manufacturés**

		Millions £
Avant le bill Mac Kinley	1880	21
	1890	31 — 33 p. c. d'augmentation.
Après le bill Mac Kinley	1891	35
	1900	90 — 190 p. c. d'augmentation par rapport à 1890.

des Etats-Unis ont dépassé le chiffre de ses importations de plus de 100 millions £ par an. En défalquant la valeur des frets, on peut évaluer la différence à 100 millions £ (1). L'exemple de la France est plus frappant encore. Le tarif Méline de 1892 était la négation même du libre-échange, et, selon Cobden, il aurait dû ruiner la France (2). On peut encore citer la Suède, qui possède tant de caractères en commun avec notre pays. Depuis le moment où elle a adopté la politique des représailles, elle a vu sa prospérité nationale se développer à tous les points de vue (3).

---

(1) M. Bonar Law, à la Chambre des communes, 10 février 1904.

(2) **Exportations françaises de produits manufacturés**

		Millions £
Avant le tarif Méline	1882	76
	1890	80
Après le tarif Méline	1893	70
	1902	95

(3) M. Calvert (*Times*, 26 décembre 1903) conteste cette allégation. Il est établi en Suède depuis 25 ans, et appartient à l'industrie de la construction des machines. Il connaît parfaitement la situation des ouvriers, tant en Angleterre qu'en Suède. Tout d'abord, dit-il, les libre-échangistes ont tort d'exagérer les maux du protectionnisme. Ce régime ne ruine pas

Le protectionnisme encourage le capital et

l'industrie; il retarde seulement son développement. C'est précisément le cas de la Suède.

Le meilleur moyen de juger de l'état économique d'un pays, c'est de considérer la situation de sa classe ouvrière. Or, sous ce rapport, il n'est pas possible d'établir le moindre parallèle entre la Suède et l'Angleterre.

M. Calvert est entièrement de l'avis d'un autre correspondant, qui déclare que les salaires en Suède ne représentent que les 40 % de ceux des ouvriers anglais. A Gothenburg, le coût de la vie est de 20 p. c. au moins plus cher qu'à Londres, et de 30 à 35 p. c. plus cher que dans la plupart des autres districts de l'Angleterre. Le salaire moyen d'un ouvrier qualifié en Suède est de 4 $\frac{3}{4}$ d. par heure. C'est le chiffre officiel qui a été établi au cours du grand lock-out de l'industrie mécanique en 1902.

Il est certain que la Suède a prospéré, mais ce n'est pas au protectionnisme qu'elle le doit. C'est à l'énorme augmentation de ses exportations de papier, de pulpe, de fer, de bois et de beurre.

On invoque encore les dépôts dans les caisses d'épargne. Ils sont de 5 £ 1 s. 5 d. par tête en Suède, tandis qu'ils n'atteignent que 4 £ 8 s. 8 d. par tête en Angleterre. Mais pourquoi? Parce que l'ouvrier anglais préfère mettre son argent dans des sociétés pour la construction d'habitations ouvrières, où il reçoit 5 p. c., que dans des caisses d'épargne qui ne lui donnent que 2 $\frac{1}{2}$ p. c. Et puis, comment expliquerait-on que le Danemark, pays libre-échangiste, se trouve à la tête de toutes les nations, avec 15 £ 11 s. 6 d. par tête?

L'émigration vers les États-Unis a été, en Suède, en 1902, plus forte que jamais, malgré le triste état du

donne de la stabilité à l'industrie. Le secret du succès des nations protectionnistes réside dans leur force de groupement et de cohésion. Leurs tarifs sont un moyen de réaliser une entente nationale en faveur de l'industrie nationale, tandis que nous pratiquons un système de concurrence sans distinction : nous sommes une famille divisée, dont les membres s'entredévorent. Nous avons sacrifié l'agriculture à l'industrie du fer, comme nous sacrifions celle-ci aux constructeurs de navires, et comme nous sacrifierons ces derniers aux armateurs, lorsque les navires coûteront moins cher à l'étranger que chez nous (1).

On peut dire, d'une manière générale, qu'au point de vue de l'augmentation de la popula-

---

marché du travail en Amérique. Cela est si vrai, que des meetings se tiennent, par tout le pays, pour discuter les moyens de l'enrayer. La Société industrielle de Suède a fait dernièrement une enquête sur l'état déplorable de l'industrie, particulièrement de l'industrie mécanique. Dans son rapport, elle constate que « la concurrence étrangère fait beaucoup de tort à un grand nombre des principales branches de l'industrie, notamment à celle de la construction mécanique ». Et cela en dépit de 10 p. c. de droits d'entrée, et de 10 à 15 p. c. au moins de frais de transport et d'emballage pour les produits étrangers !

(1) *Imperial Reciprocity*, p. 171.

tion (1), de la diminution de l'émigration (2),

(1) **Augmentation de la population dans les cinq principales contrées :**

	1861	1881	1903	Taux d'augmentation par décade
	Millions	Millions	Millions	Millions
Angleterre et colonies	32	42	53	5
Etats-Unis.	32	51	78	13
Allemagne	38	46	58	8
France	36	38	39	0,3
Russie (Slaves) . . .	70	90	120	14

(2) *Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich,* 1903, p. 27 :

Nombre des émigrants en Allemagne :

1883	173,616	1900	22,309
1885	110,119	1901	22,073
1890	97,103	1902	32,098
1895	37,498		

La question de l'émigration a donné lieu à un échange de correspondance assez suivi dans le *Times :* les uns soutenant l'avis exprimé par M. Chamberlain, les autres le combattant. Parmi ces derniers, on peut citer M. Mac Kenna (*Times* des 22 et 25 janvier 1904) et M. H. W. W. (*Times*, 25 janvier 1904). Celui-ci déclare que personne ne s'aventurerait à affirmer en Allemagne que le protectionnisme a restreint l'émigration. M. Eug. Richter, le Dr Pachnicke et d'autres ont précisément insisté, lors des dernières élections, sans être contredits, sur le fait de l'augmentation de l'émigration sous le régime protectionniste. Voici, du reste, les chiffres. En 1876, sous le régime du libre-échange, le nombre des émigrants a été de 29,644 ; en 1877, de 22,898 et en 1878, de 25,627. En 1879, le nouveau tarif fut discuté et

de la situation de l'industrie, du développement des exportations (1), de la richesse natio-

---

aussitôt l'émigration augmenta : 35,888. En 1880, le nouveau tarif fut appliqué et les chiffres s'élevèrent pendant les années suivantes. Ils furent de 122,000 en moyenne pendant les années de protection extrême, tandis qu'ils n'avaient été que de 29,000 sous le régime du libre-échange. En 1892, une politique plus modérée fut inaugurée. Comme disait à cette époque le chancelier de Caprivi : « Nous devons nous décider à exporter des hommes ou des marchandises ». A partir de cette année, on constate une décroissance dans l'émigration, et elle s'accentue à mesure que les nouveaux traités entrent en vigueur. Pendant la période 1894-1900, elle a été en moyenne de 30,000 personnes. En 1902, un nouveau tarif a été discuté, et, comme en 1879, le chiffre s'est relevé.

M. H. W. W. ajoute que le Dr Kurella, qui était médecin à bord d'un vaisseau destiné au transport des émigrants, pendant la période de protection intense, et qui a eu la curiosité d'interroger les émigrants, a pu se convaincre que le mobile qui les poussait à quitter leur pays, était la cherté de la nourriture. La réduction du tarif (3,50 marcs au lieu de 5 marcs) ne peut cependant pas, à elle seule, expliquer la diminution du chiffre de l'émigration subséquente. Il faut tenir compte aussi de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse que possède l'Allemagne, de la colonisation intérieure dans les provinces orientales, ainsi que des secours en cas de chômage alloués par certaines municipalités et des crédits votés par les pouvoirs publics pour la construction d'habitations ouvrières.

(1) Voir note, p. 57.

nale (1), du taux des salaires (2), de la décrois-

(1) *Imperial Reciprocity*, p. 49 :

Les revenus en Saxe ont été en :
(4 millions d'habitants)

1879	52 millions £
1892	85 »
Augmentation en 13 années . . .	33 »
1899	114 »
Augmentation en 7 années . . .	29 »

Augmentation en Angleterre (40 millions d'habitants) en 10 années :

1891-1901	57 millions £

Les revenus en Prusse ont été en :
(34,500,000 habitants)

	Revenus soumis à l'impôt	Revenus de plus de 150 £
1892	286 millions £	161 millions £
1900	392 »	221 »

(2) *Blue Book*, p. 275 :

Hausse des salaires pendant les vingt dernières années

	Royaume Uni	Etats Unis	Allemagne	France	Italie
1881	83,1	88,1	—	85,0	86
1885	81,9	90,6	81,4 (1886)	87,5	91
1890	90,1	95,5	84,4	—	98
1895	88,2	94,6	85,9	96,0 (1896)	98
1900	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Il y a donc eu augmentation des salaires dans les quatre pays. La hausse a été la plus forte en Allemagne et la plus faible aux Etats-Unis. L'Angleterre suit l'Allemagne, puis viennent la France et l'Italie.

sance du paupérisme, de l'épargne (2), les pays étrangers ont fait plus de progrès que

---

(2) *Imperial Reciprocity*, p. 48 :

Dépôts dans les caisses d'épargne de divers pays en 1900

	£	s.	d.
	Par tête d'habitant		
Danemark	15	11	6 $\frac{1}{4}$
Suisse	13	0	2 $\frac{3}{4}$
Allemagne	7	10	6 $\frac{3}{4}$
Norvège	7	8	7 $\frac{1}{2}$
Australie	7	6	4 $\frac{3}{4}$
Belgique	6	7	0 $\frac{1}{2}$
Etats-Unis d'Amérique	6	4	10 $\frac{1}{2}$
Autriche-Hongrie	5	8	3 $\frac{3}{4}$
Suède	5	1	5 $\frac{1}{4}$
France	4	8	8 $\frac{1}{2}$
Grande Bretagne	4	2	5 $\frac{3}{4}$

Ces chiffres sont extraits d'une statistique due à M. Patio et insérée dans le « Journal de Statistique Suisse ». L'auteur, qui les reproduit, déclare qu'il ne faut pas y attacher trop d'importance, parce que l'ouvrier anglais est un fort consommateur et qu'il épargne moins sur ses hauts salaires que ses compagnons du continent sur leurs salaires plus faibles.

Tariff Reform League, leaflet n° 11 :

Dépôts dans les caisses d'épargne de :

	Koenigsberg	Danzig	Stettin
	Milliers de marks	Milliers de marks	Milliers de marks
1890	24,230	12,936	25,010
1898-99	40,610	21,730	43,220

nous. On n'aurait à faire de réserves que pour la France, en ce qui concerne la population. Et tout cela s'est réalisé sous l'application de tarifs imposant des droits d'entrée, qui s'élèvent jusqu'à 30, 60 et 100 p. c. de la valeur (1). N'allons donc pas croire que l'Angleterre seule possède la sagesse politique et que toutes les autres nations ne se composent que de sots! (2).

LE CHÔMAGE

Le meilleur moyen de juger de la prospérité d'un pays, c'est de considérer le nombre de gens qui sont occupés, toute l'année, à des salaires rémunérateurs (3). Or, le travail dimi-

---

(1) M. Chamberlain à Leeds, 16 décembre 1903.

(2) M. H. Cox, dans sa préface de *British industries under free trade,* dit qu'un Balfour du XVIIIe siècle aurait pu dire la même chose pour faire renoncer l'Angleterre au régime constitutionnel, étant donné qu'à cette époque, les autres nations continuaient à rester soumises au despotisme de monarques absolus.

(3) M. Browley (*Times*, 16 novembre 1903) dit que le nombre des gens employés dans les industries productives n'a pas augmenté en proportion de la population pendant les cinquante dernières années, tandis que la progression a été considérable dans les

nue, les documents officiels le constatent. Au cours de l'année 1903, il y a eu un ralentissement constant dans l'emploi de la main-d'œuvre dans nos principales industries, celles dont s'occupe le *Board of Trade*. Le nombre des chômeurs dans ces industries a augmenté de 40 p. c. par rapport au chiffre d'une ou deux années antérieures. Quelle ne doit être alors la

---

industries intermédiaires ou dépendant du pouvoir d'achat du pays :

(EN MILLIERS)

	1851	1871	1891	1901
Industries productives (Agriculture, fer et a ie:, coton, dentelles, soie, laine, etc) .	2,886	2,517	2,258	2,101
Industries intermédiaires (Bâtiment, transports, employés, dockers, tailleurs)	688	1,036	1,570	2,132

Cette tendance est un danger, car, comme dit Adam Smith : « l'augmentation de la richesse dépend du pouvoir productif du travail ».

M. G. Hookham (*Times*, 24 novembre 1903) réplique que M. Browley perd de vue que l'emploi des machines a permis de réaliser une grande économie de main-d'œuvre. Il est même surprenant que l'on occupe encore un si grand nombre d'ouvriers aujourd'hui. M. Browley a aussi tort de ne pas distinguer entre l'industrie et l'agriculture dans les chiffres qu'il cite.

situation dans la petite industrie et dans les travaux intermittents! (1) Et le pis, c'est que cet état de choses est de nature à empirer encore.

AVANTAGES QU'OFFRENT LES COLONIES

L'hostilité des nations protectionnistes comme la sympathie de nos colonies, la diminution de notre commerce avec les premières, comme le développement de nos exportations vers les secondes, nous commandent de nous tourner vers celles-ci et de nous entendre avec elles. La situation n'est plus aussi favorable aujourd'hui qu'en 1846, mais cela ne veut pas dire qu'il soit impossible d'amener un heureux changement. Nous savons qu'à cette époque, un grand nombre de personnes considéraient les colonies comme un embarras coûteux et étaient d'avis qu'il fallait les doter du *self government,* non pas dans l'intention de les rapprocher de la mère-patrie, mais dans l'espoir qu'elle se sépareraient d'elles et deviendraient des nations distinctes. Cobden n'était pas plus enthousiaste

(1) M. Chamberlain au Guildhall, Londres, 19 janvier 1904.

des colonies que beaucoup d'autres. Dans une lettre où il s'exprimait au sujet des relations de l'Angleterre et du Canada, il écrivait : « A mon avis, il est de l'intérêt des deux (l'Angleterre et le Canada) de trancher aussi vite que possible le fil politique qui rattache les deux communautés, et de laisser les sujets des deux contrées entretenir des relations commerciales et des rapports amicaux entre eux, sur le même pied qu'avec les autres nations ».

CE QUE NOUS DEVONS PROPOSER AUX COLONIES

L'histoire du protectionnisme nous montre que les industries se développent à l'abri des tarifs : on voit surgir d'abord les industries primaires, celles pour lesquelles le pays est le mieux conditionné ; ensuite, les industries secondaires : en premier lieu, celles qui produisent des objets utiles et puis celles qui fabriquent des objets de luxe, jusqu'à ce qu'à la fin tout le pays soit couvert. En Amérique, le cycle est achevé. Au Canada, les principales industries existent et ne peuvent plus être supprimées, mais les industries secondaires n'ont pas encore été créées. Le développement industriel de l'Austra-

lasie est encore moins développé. Quant à l'Afrique du sud, on peut dire qu'il n'y existe pas d'industrie.

Eh bien, nous pourrions prendre ces colonies à leurs différents stades de développement et leur dire : « Entendons-nous. Il y a des objets que vous ne fabriquez pas jusqu'à présent. Laissez-les nous, comme vous avez fait jusqu'à présent. Nous, de notre côté, nous vous offrons une préférence en échange ». Les colonies s'arrangeront alors pour faire des tarifs, de manière à ne pas créer d'industries en compétition avec celles qui existent déjà dans la mère-patrie. Si nous avions agi de la sorte vis-à-vis des Etats-Unis, il y a vingt ans, nous aurions pu sauver une de nos grandes industries, celle des tôles fines, qui importait principalement ses produits en Amérique. Et nous aurions dû faire de même vis-à-vis de l'Allemagne (1).

(1) Glasgow, 6 octobre 1903. M. Chamberlain a cherché à expliquer ce singulier argument dans la suite. A Tynemouth, [illegible] octobre 1903, il s'est défendu de vouloir « stéréotyper » les industries des colonies en arrêter leur développement. Ce passage du discours de Glasgow a, en outre, été modifié dans la collection revisée des discours de M. Chamberlain.

DROITS D'ENTRÉE SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES

Quelle compensation peut-on offrir aux colonies en échange de la préférence qu'elles nous accorderont ? Il ne peut être question d'une faveur pour les objets manufacturés, car leur exportation à cet égard est insignifiante. On ne peut pas non plus songer à leur attribuer un avantage en ce qui concerne l'importation des matières premières. Il ne reste donc que les denrées alimentaires. Si nous voulons obtenir des réductions de droits et éviter que les colonies ne se séparent de la métropole, il faut accepter une taxe sur les produits alimentaires importés par les pays autres que nos colonies.

C'est là le grand crime qu'on nous reproche. Mais on a bien soin de ne pas ajouter que nous le ferons de manière à ne pas augmenter d'un *farthing* (1) le coût de la vie pour les ouvriers. Voici comment. Nous proposons d'imposer un droit de 2 sh. par quarter (2) sur le blé étranger, à l'exception de celui qui est

(1) Le *farthing* = $\frac{1}{4}$ de penny.
(2) Le *quarter* = 0,290,781 mètre cube.

originaire des colonies. Aucun droit ne sera perçu sur le maïs, qui est la nourriture des pauvres gens et qui est employé par les fermiers pour engraisser leurs porcs. Une taxe correspondante sera imposée sur la farine, afin de faire renaître l'industrie de la meunerie et de fournir aux éleveurs les déchets nécessaires pour engraisser leur bétail.

Ensuite, un droit de 5 p. c. sera perçu sur la viande et les produits de laiterie importés par les pays étrangers. Exception sera faite pour le lard, qui est la principale nourriture de la partie la plus pauvre de la population. Enfin, il sera accordé une préférence aux colonies pour l'importation de leurs vins et peut-être aussi de leurs fruits. Par contre, nous proposons de dégrever certains produits : réduire des trois quarts, les droits sur le thé, et de moitié les droits sur le sucre.

EFFET DES DROITS SUR LES BUDGETS OUVRIERS

Quel sera l'effet de ces changements sur le prix de la vie pour les ouvriers et sur les recettes du trésor? En prenant pour base les chiffres des budgets ouvriers, tels qu'ils sont établis par

le *Board of Trade* (1), nous voyons que l'augmentation pour les ménages ouvriers sera, par semaine, de 19 ½ farthings pour les ouvriers des villes & de 16 ½ farthings pour ceux de la campagne. D'autre part, les dégrèvements proposés réduiront leurs dépenses respectivement de 19 ½ et 17 farthings. Donc, en admettant que les nouvelles taxes soient réellement supportées par les consommateurs, l'ouvrier des campagnes dépensera un demi-farthing de plus que maintenant, tandis que celui des villes ne déboursera rien de plus.

QUI PAIERA LES DROITS SUR LES DENRÉES ALIMENTAIRES?

Mais nous ne croyons pas que des taxes légères sur les denrées alimentaires puissent retomber, dans une grande proportion, sur les consommateurs. Un grand nombre d'auteurs — entre autres J. Stuart Mill et le professeur Sidgwick — reconnaissent que les taxes modérées sont, tout au moins en partie, supportées par l'étranger. L'expérience confirme cette ma-

(1) *Blue Book*, pp. 209 suiv.

nière de voir. Consultez les statistiques étrangères, et vous verrez que jamais les droits nouveaux ou l'augmentation de droits existants ne sont tombés entièrement à charge des consommateurs. Mais en quelles proportions les droits retombent-ils sur les consommateurs? Un des hommes les plus compétents du pays dit que l'incidence d'un droit dépend du rapport existant entre la production libre et la production imposée (1). Dans notre cas, la production libre c'est la production indigène et celle des colonies; la production imposée est celle des

(1) M. Nicholson *(The tariff question)* regrette beaucoup que l'auteur de cette opinion n'ait pas fait connaître les raisons sur lesquelles il se base Cette théorie est, en tout cas, en contradiction flagrante avec les chiffres du *Blue Book*. On y voit, en ce qui concerne la France, par exemple, que pendant les années de grande importation, le prix du froment y dépassait celui du Royaume-Uni, non seulement de l'import entier du droit, mais même d'un tiers du droit en sus. Ce n'est que dans les années d'importation minima que le prix n'a pas augmenté de l'entièreté du montant de la taxe: en moyenne, la hausse n'a été que du tiers du droit. En Allemagne, l'importation du froment a été relativement restreinte jusque dans les dernières années, et le prix n'en a pas haussé jusqu'à concurrence de l'entièreté du droit: mais, à mesure que les importations ont augmenté, le prix du froment a également monté.

pays étrangers. Si donc, comme c'est le cas pour le blé, l'étranger fournit les trois quarts de ce que nous consommons, nous subirons les trois quarts du droit d'entrée. Nous importons la moitié des produits de laiterie que nous consommons; donc, nous supporterons la moitié du droit dont ils seront frappés (2).

Si l'on tient compte de ce fait, les charges imposées aux budgets ouvriers sont réduites respectivement à 9 ½ farthings par semaine pour l'ouvrier de la campagne, et à 10 farthings pour celui des villes, tandis que les dégrèvements restent du même import.

Au fond, il y aura compensation, et la dépense restera la même. Supposons que quelqu'un entre dans un magasin, et qu'on lui montre une paire de souliers de 20 s. et un

(2) « *Tariff Reformer* » (*Times*, 1er décembre 1903) croit que le producteur paiera la plus grande partie du droit de 2 sh. L'Angleterre prend les 59 p. c. des exportations de blé des Etats-Unis. Il n'y a pas d'autre marché qui puisse consommer une pareille quantité. Le producteur américain préfèrera donc supporter le droit en attendant qu'il ait trouvé d'autres marchés. D'autre part, le consommateur anglais sera d'autant moins obligé d'acheter le blé américain que la production coloniale augmentera.

costume de 10 s. Il se dira : « Cela fait 30 s. ensemble ». Puis, il sort du magasin, et le marchand court après lui, en criant : « Je me suis trompé. C'est 20 s. pour le costume et 10 s. pour les souliers ». L'acheteur répondra : « Que m'importe le prix du costume et celui des souliers, pourvu que ce soit toujours 30 s.! » Il en est absolument de même avec la nouvelle taxation (1).

L'AGRICULTURE DES COLONIES SERA ENCOURAGÉE

La préférence accordée au blé des colonies aura pour résultat d'encourager l'agriculture aux colonies et d'y attirer l'émigration anglaise qui, actuellement, se dirige en majeure partie vers les Etats-Unis (2). Or, les colonies sont pour nous des clients beaucoup plus importants que les Etats-Unis. En 1902, 11 mil-

(1) On pourrait faire observer que si l'acheteur a besoin de deux ou trois paires de souliers dans le temps où il n'use qu'un costume, il ne pourrait pas lui être indifférent que le marchand fasse une légère confusion et lui compte les souliers 20 s. au lieu de 10 s.

(2) *Imperial Reciprocity*, p. 72 :

De 1881 à 1902, 1,607,000 sujets anglais ont émigré dans les colonies anglaises et 3,071,000 aux Etats-Unis.

lions de colons anglais nous ont acheté pour 60,500,000 £ de marchandises, soit environ 6 £ par habitant, tandis que 78,000,000 d'Américains ne nous ont acheté que pour 23,800,000 £, soit 6 s. par habitant.

D'autre part, les Anglais qui émigrent aux colonies restent fidèles à la mère-patrie, comme on a pu le voir lors de la guerre de l'Afrique du Sud, tandis que ceux qui vont aux Etats-Unis épousent les intérêts de leur nouvelle patrie.

Le développement de l'agriculture aux colonies nous permet de détourner un danger bien plus grave que la taxation du blé, c'est celui d'une restriction dans nos approvisionnements et de l'accaparement qui s'en suivrait. Si, en cas de guerre, une grande nation, la Russie, les Etats-Unis, l'Allemagne ou la France, par exemple, arrêtait ses envois de blé, le prix de cette denrée s'élèverait immédiatement en proportion de la quantité que ce pays nous expédiait habituellement. Il se pourrait aussi que le fait se produisît à la suite d'une récolte insuffisante dans une des contrées qui sont nos fournisseurs accoutumés. Pour prévoir ces maux, il faut que nous augmentions nos sources d'approvisionnement. Le meilleur moyen c'est

d'encourager les colonies à étendre leurs cultures de céréales (1).

Nous avions une taxe de guerre de 1 sh. par quarter. Lors de la dernière conférence des premiers ministres, le représentant du Canada émit le vœu que ce droit fût maintenu à l'égard du blé étranger, mais supprimé à l'égard du blé colonial. Nous avons soutenu cette demande au sein du cabinet, mais M. Ritchie, le chancelier de l'Echiquier, refusa de s'y rallier, et le droit fut rapporté purement et simplement. C'est regrettable, car c'était une occasion de témoigner de nos bonnes dispositions aux colonies.

L'AGRICULTURE NATIONALE

Les droits que nous proposons d'établir sur le blé et les produits de la ferme profiteront aussi à l'agriculture nationale, qui a particulièrement souffert de la liberté absolue des importations. Elle n'occupe plus aujourd'hui la place éminente qui lui appartenait naguère; malgré cela, elle est encore la plus grande de nos industries. Aucune autre industrie n'a été

(1) M. Chamberlain à Newport, 20 octobre 1903.

aussi complètement victime des faux calculs des libre-échangistes (1). Cobden croyait et

---

(1) M. Hugh Roger (*Times*, 25 décembre 1903) rappelle que, d'après les résultats des recensements, la population agricole a diminué de 605,539 unités de 1871 à 1901.

La valeur des terres a énormément décru. Le rapport de la Commission Royale de 1897 établit que la valeur en capital, qui était de 2,007,000,000 £ en 1875, était tombée à 1,001,000,000 £ en 1894, soit une diminution de plus d'un milliard de livres sterling en 20 ans. La baisse continue. Les recettes de l'*Income-tax* le prouvent. De 1894 à 1902, elles ont diminué de 300,000 £. En capitalisant cette diminution, on constate que les terres ont baissé, depuis 1875, de la somme énorme de 1,054,000,000 £.

Il faut encore tenir compte des pertes éprouvées par les capitaux des fermiers. La dépréciation était évaluée à 146,000,000 £ en 1885, par sir R. Giffen. En y ajoutant la somme de 97,000,000 £, qui représente la baisse survenue depuis cette époque, on arrive à un total de 243,000,000 £ depuis 1875.

Les deux sommes réunies portent à 1,297,000,000 £ la perte totale des propriétaires et fermiers. Ce chiffre dépasse celui de l'ensemble des capitaux et dépôts de toutes les banques du Royaume-Uni. Le total de ces derniers s'élève à la somme de 1,114,549 938 £ et se compose, d'après l'*Economist* et le *Blue Book*, des sommes suivantes :

Capital des Banques (versé)

Banques par actions	79,541,000 £
Banques privées	4,892,955
	84,433,955

affirmait que son plan ne ferait pas perdre un acre de culture et n'empirerait pas la position d'un seul fermier. Il disait aux cultivateurs qu'ils jouissaient d'une protection naturelle, grâce

Dépôts

Banques par actions . .	801,991,000 £	
Banques privées. . . .	31,024,983	833,015,903
	Ensemble	917,449,936
Dépôts des caisses d'épargne, postales et autres		197,100,000
	Total général	1,114,549,938 £

On peut évaluer à 90,000,000 £ la perte en revenu, résultant de la diminution de la valeur en capital. Elle est égale au bénéfice que l'Angleterre retire de sa marine marchande.

M. H. Cox (Préface de *British Industries under Free Trade)* objecte que depuis que le commerce est devenu libre, le nombre des fabriques, magasins, bureaux et entrepôts, ainsi que celui des maisons de campagne, a augmenté dans de telles proportions, que le revenu du sol fait vivre une aristocratie terrienne, peut-être dix fois aussi riche qu'elle ne l'était, il y a cinquante ans.

M. Albert Pell, qui est fort bien au courant de la situation de l'agriculture anglaise, écrit au *Times* que cette dernière se présente sous un jour plus favorable. On constate des progrès dans l'état des troupeaux et une amélioration dans les pâturages. L'usage d'engrais artificiels se vulgarise. La supériorité du bétail engraissé dans le pays sur celui de l'étranger est évidente. La valeur des terres a augmenté dans les régions recherchées comme lieux de résidence, ainsi que dans celles où se développe l'industrie, etc.

aux frets et autres charges que devaient supporter les étrangers. Nous savons dans quel état se trouve l'agriculture aujourd'hui. De décade en décade, le nombre des ouvriers agricoles diminue (1).

---

(1) M. Martin Sutton (lettre au *Times*, 18 décembre 1903) se dit un vieux protectionniste. Dès 1892, il réclamait des mesures de protection en faveur de l'agriculture dans le *Times*. Il croit cependant devoir mettre les cultivateurs en garde contre les projets de M. Chamberlain. L'attribution d'un droit préférentiel aux colonies et la protection de l'agriculture nationale sont deux choses qui s'excluent l'une l'autre. Un avantage de 2 sh. par quarter n'ajoutera pas un acre à la culture indigène, tandis qu'elle donnera une impulsion telle à celle des colonies où les charges (loyer, taxes) sont purement nominales, que ces dernières seront à même de « déverser » leur froment en Angleterre, plutôt à 15 s. qu'à 30 s. le quarter. La préférence accordée à la viande et au laitage des colonies menace de tuer les industries agricoles similaires du pays. Il faudrait un droit de 10 s. au moins par quarter pour encourager la culture du blé dans le pays.

La diminution des terres consacrées à la culture du froment en Angleterre augmente constamment, d'après M. M. Sutton. En 1868, la surface en était de 3,652,000 acres ; en 1892, de 2,220.000 acres ; actuellement elle n'est plus que de 1,581,457 acres. A raison de 28 bushels (*) par acre, l'Angleterre produit aujour-

---

(*) Le *bushel* = 0,036,337 mètre cube.

LA SITUATION DE L'ANGLETERRE AVANT L'ABROGATION DES LOIS SUR LES CÉRÉALES

Les libre-échangistes combattent les taxes sur les denrées alimentaires en opposant le

---

d'hui 57,879,204 bushels de froment de moins qu'en 1868.

Ce serait folie de la part des fermiers anglais d'appuyer une politique qui doit augmenter de 10 p. c. le prix des instruments agricoles dont ils ont besoin.

Sir R. Giffen (*Nineteenth Century*, janvier 1904) estime également qu'un droit de 2 sh. sur le blé étranger n'incitera pas un fermier à étendre ses cultures de froment.

M. W. J. Harris (*Times*, 12 novembre 1903) attire l'attention sur les avantages que la France retire de la protection de l'agriculture. Elle lui permet de conserver une surface emblavée de 18 millions d'acres, alors qu'en Angleterre les terres à blé ont diminué de 2 millions d'acres. La France dispose aussi de la paille que produisent ces 18 millions d'acres. Grâce au fumier qu'elle en fait, elle produit au moins trois fois autant de légumes que l'Angleterre. Il est rare que l'ouvrier anglais mange des légumes frais ; en France, tout le monde peut s'en procurer à bon compte. La France possède trois fois autant de vaches que l'Angleterre, parce qu'elle a suffisamment de paille pour les garantir pendant l'hiver. Elle produit plus de lait et de beurre que l'Angleterre, bien que les pâturages soient plus étendus dans ce dernier pays. Les paysans français poursuivent un double but, en tenant un si grand nombre de vaches : d'abord, ils augmentent la quantité de leurs produits de laiterie,

pain libre-échangiste, auquel ils donnent des proportions démesurées, au pain protectionniste

---

et, ensuite, ils considèrent ces animaux comme des machines à transformer la paille en fumier. La population française est heureuse de se procurer des légumes et des produits de ferme à bon compte et en abondance, moyennant une certaine augmentation de prix pour d'autres denrées.

Ce système a permis à la France de maintenir une population rurale de cinq millions de familles. Elles constituent la moitié de la population du pays. La situation agricole de la France assure le pays contre tout danger d'être affamé en cas de guerre.

M. Martin, dans une conférence donnée au *Farmers' Club,* le 1 février 1904 *(Times,* même date), critique la libre admission des céréales en Angleterre, parce que, dans ce dernier pays, la terre est lourdement taxée, tandis qu'aux colonies elle est libre de droits, et ensuite, parce que le coût de transport est moins élevé des colonies aux marchés anglais que d'un grand nombre de régions de l'Angleterre même. A l'époque de l'abolition des droits sur le blé, le fret était de 10 s. le quarter, aujourd'hui il n'est plus que 11 $\frac{1}{2}$ d. Un droit de 9 s. sur le blé colonial ne ferait donc que rétablir la balance. Le transport d'un mouton abattu de la nouvelle Zélande à Londres coûte 4 $\frac{1}{2}$ d. seulement. Les fermiers de Norfolk et de Lincoln seraient heureux de pouvoir expédier leur viande à si bon compte à Londres. Les intérêts de l'agriculture réclament que l'on impose sur le blé colonial un droit égal aux taxes que supportent les fermiers anglais, et si l'on veut donner une préférence aux colonies, il faut doubler le droit à l'égard des importations des autres pays.

qu'il leur plaît de représenter sous une apparence ridiculement réduite. (1) Leur but est de faire croire que le droit modéré que nous proposons d'établir sur le blé ramènera une situation analogue à celle qui existait vers 1842.

Mais, est-il vrai qu'à l'époque où le libre-échange a été adopté et que les lois sur le blé ont été abrogées, l'Angleterre se trouvait dans une situation de ruine et de misère confinant à la famine? Est-il vrai que sous le régime protectionniste, qui était en vigueur antérieurement, l'Angleterre descendait l'échelle des nations et voyait disparaître sa prospérité et son commerce? Non, absolument non. Le contraire est vrai. De 1830 à 1841, notre pays a joui d'une grande prospérité sous le régime de la protection. Il avait conquis la suprématie commerciale dans le monde. Mais, en 1841, il sévit une de ces crises comme il s'en produit dans tous les pays,

---

(1) A Birmingham (4 novembre 1903), M. Chamberlain exhiba deux pains à la tribune. L'un avait les dimensions habituelles des pains, tandis que l'autre avait subi une réduction proportionnelle à l'entièreté de la taxe proposée par M. Chamberlain. Il était naturellement impossible de les distinguer l'un de l'autre.

qu'ils soient libre-échangistes ou protectionnistes. La cause n'en était ni la protection ni la cherté du pain.

Voici comment l'événement se produisit. Nous étions devenus l'atelier du monde. Nous étions devenus fort prospères. Nous augmentions notre production avec rapidité, et nous dépassâmes la demande du monde. Les pays étrangers ne purent prendre le surplus de notre production, et c'est ainsi qu'un grand nombre de nos établissements durent réduire les heures de travail ou même suspendre entièrement leur production. Il y eut donc manque de travail et, par suite, misère et mécontentement.

Les émeutes de l'époque n'eurent rien de commun avec la campagne contre les lois sur le blé. Elles ont été excitées par les chartistes, qui étaient complètement opposés à cette agitation, et qui ne se préoccuppaient que de conquérir une meilleure représentation des classes populaires. Ils mettaient, au contraire, le peuple en garde contre la diversion que tentaient les industriels de Manchester et autres, qui, à cette époque, étaient libre-échangistes. Le mouvement libre-échangiste a été une tactique des industriels et non un mouvement ouvrier.

Dès que les causes de la situation eurent cessé, la misère disparut également. En 1842, les ouvriers trouvèrent plus d'occupation et la prospérité revint (1). Richard Cobden disait d'ailleurs à la Chambre des communes : « Je déclare, sans crainte d'être contredit, que le taux des salaires n'a pas plus de rapport avec le prix de la nourriture qu'avec les changements de la lune. Il dépend entièrement de la demande de main-d'œuvre ».

Quel était le prix du pain à l'époque de l'abrogation des droits sur le blé et après ? En 1846, quand les choses étaient au pire et que la famine régnait en Irlande, le prix du blé était

---

(1) M. Chamberlain à Newport, (4 novembre 1903).

M. Chamberlain a cité à l'appui de son exposé, le livre de Morley « Life of Cobden » et les travaux de M. Montgredien. Celui-ci a protesté (Lord Rosebery à Leicester, 7 nov. 1903) contre les paroles de M. Chamberlain, dans le *Glasgow Herald*, en disant qu'il était inutile de multiplier les exemples pour démontrer que le protectionnisme, établi en faveur des industries indigènes, tout en ayant échoué à procurer du travail et des salaires aux ouvriers nationaux, avait élevé artificiellement le prix du pain dont ils devaient vivre. M. Morley a également protesté dans une lettre adressée au *Times*.

de 45 s. 8 d. le quarter. Après l'abrogation des lois sur le blé, qui eut lieu en cette année, il a été, en moyenne, pour les dix années qui ont suivi, de 55 s. 4 d. le quarter, soit 8 d. de plus qu'en 1846.

C'est donc une erreur de dire, d'abord, que la cherté du pain a été la cause de l'abrogation des lois sur le blé, et, ensuite, que le rappel de ces lois a eu immédiatement pour résultat d'amener une réduction dans le prix du pain. La grande diminution dans le prix du froment n'a commencé que trente ans après l'abrogation des lois sur le blé (1).

(1) *Imperial Reciprocity*, p. 99.

Dans cette brochure, on ajoute que la rapide expansion des exportations a pris fin au moment même où le froment a commencé à devenir meilleur marché :

	Froment		Exportations		Froment		Exportations
	s.	d.	Millions £		s.	d.	Millions £
1861	55	4	125,1	1886	31	0	212,7
1866	49	11	188,9	1890	31	11	263,5
1872	57	0	256,3	1894	22	10	216,0
1879	43	10	191,5	1900	28	11	290,0
1882	45	1	241,5	1902	28	0	283,0

CAUSES DE LA PROSPÉRITÉ DE L'ANGLETERRE APRÈS L'ABROGATION DES LOIS SUR LES CÉRÉALES

Il est vrai qu'après l'abrogation des lois sur le blé, l'Angleterre a connu une période de prospérité sans exemple, qui a duré pendant vingt-cinq ans. La véritable cause en a été la découverte de l'or en Californie et en Australie (1), le progrès de l'esprit d'invention, le développement énorme des chemins de fer et l'amélioration des services de bateaux à vapeur; et d'une façon générale, l'impulsion qui fut donnée au commerce du monde. Tous les pays ont prospéré; nous aussi. Pourquoi? Parce que, sous le régime protectionniste antérieur à l'abrogation des lois sur le blé, nous avions conquis la suprématie des marchés du monde, et, comme les autres nations étaient moins avancées que nous, nous avons su tirer tout le profit possible

---

(1) *The Economics of Empire* (National Review, sept. 1903). La découverte de l'or en Californie remonte à 1848, et en Australie, à 1850. Les importations américaines augmentèrent rapidement. En 1846, elles étaient de 25 millions £; en 1856, elles avaient atteint le chiffre de 65 millions £. Les importations australiennes décuplèrent de 1851 à 1853.

du grand mouvement qui s'est produit à cette époque.

Nous ne voulons pas dire que l'on ait eu tort d'adopter le libre-échange à l'époque et dans les circonstances où on l'a fait ; c'est une autre question. Il s'agit de savoir, si dans les circonstances actuelles, il est encore le système le plus recommandable.

Cobden a basé toute sa politique sur la présomption que l'adoption du libre-échange par l'Angleterre aurait pour conséquence la liberté du commerce entre toutes les nations du monde, et que, si nous adoptions le libre-échange, il ne se passerait pas cinq ans avant que tous les autres pays adoptassent le même système. L'Angleterre devait être l'atelier du monde, et le reste du globe devait être le champ de blé de l'Angleterre. Cobden disait même, comme on peut le lire dans la « Vie de Cobden » par Morley, que si le libre-échange était adopté, les Etats-Unis d'Amérique abandonneraient leurs industries et que leurs ouvriers retourneraient aux champs. « Ils creuseront, fouilleront et laboureront pour nous, disait-il » *(they would dig, delve and plough for us).*

S'ils l'avaient fait, le débat actuel ne serait

jamais né. Mais les Américains ont eu une autre conception de leur destinée. Ils ont tiré parti des richesses naturelles de leur pays et sont devenus une puissante contrée industrielle. Loin de recevoir nos produits manufacturés, ils sont prêts à nous submerger des leurs. On ne peut pas les en blâmer; mais quand on voit combien les circonstances actuelles sont différentes de ce qu'elles étaient il y a cinquante ans, on est bien obligé de se demander s'il est prudent de s'obstiner dans une politique surannée.

LES DROITS D'ENTRÉE SUR LES PRODUITS MANUFACTURÉS

Les avantages accordés aux consommateurs entraîneront nécessairement une perte pour le trésor. Il perdra l'entièreté des réductions consenties sur le thé et le sucre et ne touchera, d'autre part, de droits que sur la partie de la consommation du blé et de la viande qui sera importée par les pays étrangers. Un spécialiste a calculé que la diminution des recettes sera, en tenant compte de l'extension que prendra la production indigène et coloniale, de 2,800,000 £ par an. Nous proposons de les

récupérer et au delà, en imposant l'importation des produits manufacturés.

Un droit de 10 p. c. en moyenne rapportera au moins 9,000,000 £ par an. Ce droit devra varier en proportion de la quantité de main-d'œuvre contenue dans les objets importés. Il sera plus élevé pour les produits achevés que pour les autres. Le surplus des recettes sera employé à dégrever davantage les produits alimentaires, ou à réduire d'autres taxes, qui pèsent sur certaines classes de la population. La menace de l'imposition de taxes amènera peut-être aussi les nations étrangères à abaisser certains des droits d'entrée qu'elles ont imposés (1). En ce cas aussi, il y aura avantage

(1) Grâce à son tarif, dit M. Parker Smith (Chambre des Communes, 11 février 1904), l'Inde a pu se défendre contre les attaques de la France et de la Russie. En 1900, la France a voulu soumettre les importations originaires de l'Inde au tarif maximum. Plus récemment, la Russie a eu l'intention d'élever les droits déjà exorbitants sur le thé indien, à la suite de la signature de la convention sur les sucres. Le gouvernement a pu obtenir le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée en France, en faisant une légère concession sur l'importation du vinaigre et du vitriol, et celui de droits différentiels en Russie, en accordant une faveur au pétrole russe.

pour l'Angleterre. Mais les détails du plan ne pourront être arrêtés que lorsque le pays aura donné au gouvernement le mandat de réformer la polititique douanière de l'Angleterre.

L'ATTITUDE DES COLONIES

Reste à voir quelle sera l'attitude des colonies. Sur ce point, on peut être rassuré : elles ne demandent qu'à resserrer les liens qui les unissent à l'Empire. Chaque jour, les Chambres de commerce du Canada et de l'Australie votent des résolutions en faveur de la politique de réciprocité entre les colonies et la mère-patrie. Les sentiments des colonies se sont du reste clairement manifestés à la Conférence d'Ottawa, ainsi qu'aux deux Conférences de Londres. Dans la dernière de celles-ci, les Premiers Ministres des colonies autonomes ont adopté une motion invitant le gouvernement anglais à prendre en considération la question des droits préférentiels réciproques, et, si possible, à accorder aux colonies une préférence en échange de celle qu'elles donneraient elles-mêmes.

Cela ne satisfait pas nos adversaires. La preuve des bonnes dispositions des colonies ne leur suffit pas. Ce qu'ils veulent, c'est un projet définitivement arrêté. Eh bien, « qu'ils m'envoient en ambassadeur aux colonies, muni de pleins pouvoirs, et je gage ma réputation que je réussirai, non seulement à les persuader que nous avons à leur offrir quelque chose qui vaille la peine d'être accepté, mais à obtenir en en échange des avantages équivalents ». Le Canada nous a déjà concédé un droit différentiel de 33 p. c.; l'Afrique du sud une réduction de 25 p. c., et la Nouvelle Zélande est disposée à en accorder une également (1). Enfin, le Premier Ministre de l'Australie s'est engagé à porter la question devant le parlement australien (2).

---

(1) La Nouvelle Zélande a, depuis lors, adopté un projet de loi qui maintient les droits existants à l'égard des importations anglaises et qui les augmente de 25 p. c. en moyenne, vis-à-vis de celles des autres pays.

(2) On se rappelle qu'aux dernières élections (16 décembre 1903), le parti ouvrier a remporté un succès qui l'a rendu l'arbitre de la situation au Parlement de la Fédération australienne, et que ce parti n'a pas pris position dans la question douanière.

EFFETS DES DROITS PRÉFÉRENTIELS AU CANADA SUR LE COMMERCE ANGLAIS

Les bons effets des droits préférentiels accordés par le Canada ne se sont pas fait attendre. Alors que les exportations anglaises vers cette colonie allaient en diminuant et n'étaient plus, en 1897, que de 5,172,000 £, elles n'ont cessé de s'accroître à partir de 1898, année où la préférence est entrée en vigueur. En 1902, elles avaient atteint le chiffre de 10,345,000 £ (1).

Les Etats-Unis et l'Allemagne nous serrent cependant de près, et les chiffres croissants de

---

(1) *Imperial Reciprocity*, p. 68 :

Exportations anglaises au Canada

Déclin avant la préférence

	Milliers £
1892.	6,870
1893.	6,658
1894.	5,531
1895.	5,284
1896.	5,352
1897.	5,172

Augmentation après la préférence

	Milliers £
1898	5,838
1899	6,969
1900	7,[illegible]05
1901	7,785
1902	10,345

leurs importations (1) doivent nous convaincre de l'importance qu'il y a pour l'Angleterre, à obtenir un traitement de faveur dans les autres colonies également (2).

---

(1) *Statistical Abstract (Colonial) :*

Exportations de l'Allemagne, des Etats-Unis et de la France au Canada

	ALLEMAGNE	ÉTATS-UNIS	FRANCE
	£	£	£
1892	1,147,301	10,918,679	493,692
1895	985,101	11,226,271	531,200
1897	1,334,254	12,667,611	534,524
1898	1,147,400	16,172,382	816,853
1900	1,722,637	22,570,763	897,637
1901	1,442,754	22,702,399	1,109,182
1902	2,224,763	24,834,143	1.371,507

(2) *National Review,* septembre 1903, pp. 93 et 94.

		1893 Milliers £	1902 Milliers £
Exportations allemandes	dans les colonies anglaises	5,075	6,400
Exportations américaines		10,800	20,700

L'Allemagne n'a exporté que pour une valeur de 1,055,000 £ dans ses propres colonies, en 1902. L'Allemagne se vante de ne pas faire de différence entre les pays étrangers et elle-même, en ce qui concerne les importations dans ses colonies. Si ce marché en valait la peine, elle s'empresserait de se le réserver. « Elle laisse la porte ouverte, parce que la maison est vide. » (*National Review,* id., p. 90).

CE QU'UN DROIT DE PRÉFÉRENCE NOUS RAPPORTERAIT

On peut dire que si une préférence raisonnable était donnée aux industriels anglais par les colonies à gouvernement autonome, ils recevraient annuellement pour 26 millions £ de commandes, qui vont maintenant vers des pays protectionnistes (1). D'après les calculs du *Board of Trade,* la moitié du prix des objets manufac-

---

(1) *Blue Book,* p. 381 :

La valeur des importations de toute provenance dans les colonies autonomes, a été, en 1900, de 113 millions £, dont 55 étaient originaires du Royaume-Uni, 47 des pays étrangers et 11 des autres colonies anglaises.

Les importations originaires de l'étranger se décomposent comme suit : 19 millions £ ou les deux tiers pour le Canada ; 11 $\frac{1}{4}$ millions £ pour l'Australie, ou environ le quart, et le reste ou 6 $\frac{3}{4}$ millions £ pour le Cap, le Natal et la Nouvelle-Zélande.

Environ 9 $\frac{3}{4}$ millions £ d'importations originaires de l'étranger représentent des objets qui ne sont pas produits dans le Royaume-Uni et environ 8 $\frac{3}{4}$ millions £ consistent en objets qui, bien que produits dans le Royaume-Uni, ne pourraient lutter avantageusement contre les marchandises similaires de l'étranger (froment, viande, bois, beurre, etc.).

Il reste donc, déduction faite des objets qui viennent d'être indiqués, une valeur de 28 $\frac{1}{2}$ millions £ de marchandises importées par les pays étrangers. Le Canada en reçoit 16 millions, l'Australie 8 et le Cap, 2.

turés est distribuée en salaires. Il y a donc actuellement une perte de 13 millions £ de salaires pour les ouvriers anglais. Cette somme représente l'emploi de 166,000 ouvriers à 30 sh. par semaine, ou l'entretien, si vous y comprenez leurs familles, de 830,000 personnes. En ajoutant à ce chiffre le nombre de gens qui vivent actuellement de nos exportations vers nos colonies, — dont la valeur est de 96 millions (1) — vous arriverez à constater que le commerce colonial peut assurer l'emploi de 615,000 ouvriers et l'existence de 3,075,000 personnes (2). Il faut donc bien reconnaître que le maintien de notre situation dépend de nos relations avec nos colonies.

GUERRE DE TARIFS

On cherche à nous effrayer par le spectre d'une guerre de tarifs. L'expérience nous montre que, quand nous avons le courage de revendiquer ce qui est juste, nous obtenons des résultats satisfaisants. Pendant trente ans, l'Angleterre et les colonies ont souffert du système

(1) M. Chamberlain à Glasgow, 6 octobre 1903.
(2) Voir tableau, p. 64.

des primes d'exportation. Elles ont eu pour conséquence de ruiner presque complètement nos colonies des Indes occidentales, et d'écraser une des industries les plus florissantes de notre pays, le raffinage du sucre. Pendant trente ans, nos hommes d'Etat, à quelque parti qu'ils appartinssent, ont protesté contre les agissements des nations étrangères. Nous avons essayé de leur persuader qu'il était contraire à leur intérêt d'agir comme elles faisaient, nous leur avons déclaré que leur conduite n'était pas loyale à notre égard. Rien n'y a fait : pendant trente ans, nous n'avons pas obtenu la moindre satisfaction. Au bout de ce terme, nous leur avons dit : — « Ecoutez, nous sommes fatigués de ce jeu; si vous ne le cessez pas, nous imposerons un droit élevé sur les sucres » — et nous avons réussi.

On objectera peut-être que depuis lors le prix du sucre a monté. Supposons que cela soit exact. Serions-nous donc égoïstes au point de laisser abattre et ruiner ceux de nos camarades qui travaillent dans une autre industrie, aux seules fins d'épargner une minime fraction sur le prix du sucre que nous consommons? Evidemment non. Mais ensuite, le prix du

sucre n'a pas augmenté. Il coûte actuellement 10 s. 1 ½ d. le cwt; et, pendant les cinq années qui ont précédé la signature de la convention de Bruxelles, il a coûté 11 s. 3 d.; son prix a donc baissé de 1 s. 1 ½ d. Le prix du sucre varie, non en raison des droits, mais de la situation du marché général (1).

Le Canada nous offre un autre exemple de l'inanité du danger d'une guerre de tarifs. Quand le Canada eut accordé à l'Angleterre une réduction de 33 ½ p. c. sur son tarif,

---

(1) Le prix du sucre a une grande importance pour l'industrie de la fabrication des confitures, qui a pris une si grande extension en Angleterre. Depuis 1874, le sucre entre librement dans ce pays. Grâce aux primes d'exportations allouées par les gouvernements étrangers, le sucre se vendait beaucoup moins cher en Angleterre que dans les pays producteurs. C'est ce qui a permis à la fabrication des confitures de se développer dans de si fortes proportions. La Convention de Bruxelles a mis fin au système des primes d'exportation. L'Angleterre l'a signée dans l'intérêt de ses possessions des Indes occidentales. La convention a eu pour résultat de priver les fabricants de confitures anglais de l'avantage qu'ils possédaient sur leurs concurrents étrangers, en achetant, à meilleur compte, les matières premières. Le sucre a déjà augmenté de 3 s. le centner. (R. J. Boyd, dans *British industries under Free Trade).*

l'Allemagne protesta, et, voulant mettre fin à cette préférence, imposa aux produits du Canada son tarif maximum. Le Canada répliqua en élevant les droits d'entrée à l'égard des produits allemands. Les journaux d'Allemagne s'écrièrent : « Nous ne pouvons tolérer une chose pareille. Si le Canada est autorisé à agir de la sorte, les autres colonies anglaises suivront son exemple! » Et les autres colonies ont suivi cet exemple. L'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande ont également accordé des droits de préférence à l'Angleterre, et l'Australie est prête à les suivre. L'Allemagne n'a cependant pas pris de mesures contre ces colonies. Il est vrai que quelqu'un qui faisait alors partie du gouvernement, lui a fait savoir que l'Angleterre ne le tolérerait pas. Et depuis lors, il n'a plus été question de rien (1).

Il y a, du reste, une raison particulière pour ne rien craindre à ce sujet. Les seuls pays qui pourraient être tentés d'user de représailles à notre égard, sont l'Allemagne et les Etats-Unis. Or, ces pays ne courront jamais le risque de se voir fermer le marché de l'Angleterre, car

(1) M. Chamberlain à Newport, 23 novembre 1903.

nous sommes leur plus gros client. L'Allemagne a importé chez nous, en 1901, pour 45,300,000 £, soit 20 p. c. du total de ses exportations; et les Etats-Unis, en 1901, pour 108,000,000 £, soit 40 p. c. du total de leurs exportations (1); nous achetons actuellement à l'Allemagne deux fois, à la France, trois fois, et aux Etats-Unis, six fois autant que nous leur vendons respectivement. Les Etats-Unis ont, d'ailleurs, créé le précédent des tarifs préférentiels à Cuba.

CONCLUSIONS

Quelles sont les conclusions qui s'imposent à l'esprit de ceux qui examinent impartialement la situation économique actuelle de l'Angle-

---

(1) *Imperial Reciprocity*, p. 7 :

Commerce de l'Angleterre avec l'Allemagne

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
	Millions £	Millions £
1899	40,0	31,6
1900	43,0	34,5
1901	45,3	29,0
1902	48,3	27,8

terre? Il y en a deux. En premier lieu, si nous voulons conserver notre position de nation industrielle, nous devons faire tout ce que nous pouvons pour augmenter ou tout au moins maintenir le commerce que nous faisons avec nos colonies. En second lieu, si nous désirons sauver notre commerce d'exportation avec les pays étrangers, nous devons changer notre politique douanière. Nous devons nous mettre en mesure d'obtenir des conditions meilleures des autres nations, en négociant avec elles des traités de commerce (1).

L'OFFRE DES COLONIES

L'offre des colonies est faite dans un sentiment de fraternité et de dévouement à l'Empire, dont elles constituent une partie. Mais ne vous imaginez pas qu'elles vont attendre éternellement. L'offre qu'elles font actuellement ne sera pas réitérée. Si vous estimez qu'elles demandent plus qu'elles ne consentent à donner de leur côté, elles accepteront votre décision.

(1) M. Chamberlain au Guildhall, Londres, 19 janvier 1903.

Mais craignez alors qu'elles ne se tournent vers d'autres contrées, moins timorées que vous, et qu'elles n'y trouvent les avantages réciproques auxquels elles vous demandent de souscrire (1).

L'EMPIRE BRITANNIQUE

Nos adversaires nous disent que l'Allemagne et les Etats-Unis se trouvent dans une situation économique spéciale : leurs territoires sont plus vastes que le nôtre et le libre-échange règne à l'intérieur de leurs frontières. Ils semblent oublier que, nous aussi, nous avons un Empire. On ne peut plus dire aujourd'hui, grâce aux progrès de la navigation maritime, que l'Océan oppose à la fédération de l'Empire britannique, un obstacle insurmontable. Cet Empire est puissant, tant au point de vue de l'étendue de son territoire que du chiffre de sa population (2), tant au point de vue de la

---

(1) M. Chamberlain à Greenock, 7 octobre 1903.

(2) La population des Etats-Unis est de 70 millions d'habitants, qui ne sont pas tous de race blanche. La population de l'Angleterre est de 42 millions. Celle de ses colonies de 11 millions de blancs et de 350 millions d'habitants de couleur.

variété de ses ressources que de ses grandes promesses d'avenir. Il ne dépend que de nous de le rendre durable. Comme les Etats-Unis, nous avons l'unité de race, la communauté d'intérêts, un même patriotisme et des sentiments identiques. Et si certaines colonies tropicales ne nous offrent pas l'unité de race, elles donnent, néanmoins, toute garantie de fidélité à la Couronne.

Les Etats-Unis ont quelque chose de plus que nous, il est vrai. Ils ont une Constitution commune, un système de défense commun et une politique commerciale commune. Pourquoi ne possédons-nous pas les mêmes avantages? Notre devoir est de tâcher de les obtenir. On ne peut nier que de grandes difficultés s'opposent à leur réalisation. Il se peut même que nous ne réussissions pas à cimenter l'union; mais la postérité ne nous pardonnerait jamais d'avoir négligé l'occasion, même la plus minime, de faire de ce désir une réalité (1).

Nous pouvons fonder un Empire dont les parties se soutiendront mutuellement, un Empire qui fera bloc pour la défense commune, ainsi

(1) M. Chamberlain à Leeds, 16 décembre 1903.

que pour l'aide et l'assistance mutuelles. Il se peut que l'Angleterre vienne à être isolée au milieu de l'envie et de la jalousie des autres nations; mais si elle était, dans de telles circonstances, entourée et soutenue par l'affection et le dévouement de ses colonies, elle serait au moins en droit de dire qu'elle se trouve dans un superbe isolement! (1).

***

LA COMMISSION DU TARIF DOUANIER

Au meeting de Leeds (16 décembre 1903), M. Chamberlain a paru abandonner l'idée d'obtenir un mandat de la nation pour réformer la politique douanière. Il y a annoncé qu'il avait décidé de soumettre la question du tarif douanier à l'examen d'une commission, composée de sa propre initiative.

Faisons également un tarif, a-t-il dit, mais un tarif scientifique. On prétend que nous ne saurions pas en faire un, qu'il ne nous serait pas possible de distinguer entre les matières

(1) M. Chamberlain à Greenock, 7 octobre 1903.

premières et les produits manufacturés. On nous objecte, par exemple, que si nous empêchons l'importation de l'acier en barres au-dessous du prix de revient, nous ruinerons l'industrie des tôles fines, et que si nous arrêtons l'importation des fils de laine, nous tuerons l'industrie des draps. Comment admettre que nos industriels et nos économistes soient incapables de résoudre le problème auquel les autres nations, aussi bien que nos colonies, ont su parfaitement donner une solution?

Afin d'atteindre ce but, la *Tariff Reform League* a décidé d'instituer une commission, composée d'experts et n'ayant aucun caractère public. Elle sera chargée de faire une enquête sur la situation du commerce anglais et d'indiquer les remèdes qu'il y aurait lieu d'appliquer.

Cette commission comprendra des représentants des principales industries ou groupes d'industries du pays, ainsi que des représentants du commerce de l'Inde, des colonies de la couronne et des colonies à gouvernement autonome. Elle invitera des témoins, appartenant aux diverses industries, à se présenter devant elle. Elle dressera un projet de tarif, après avoir entendu tous ceux qui auront des ren-

seignements à lui fournir, et en tenant compte non seulement des intérêts particuliers de chaque industrie, mais aussi de ceux de toutes les industries qui lui sont connexes (1).

Le tarif que nous nous proposons de dresser poursuivra un triple but. En premier lieu, il devra nous mettre à même de défendre notre marché contre la concurrence abusive *(unfair)*; il devra ensuite nous permettre de traiter sur un pied d'égalité avec les nations protectionnistes et de négocier avec elles, donnant donnant; enfin, il devra être de nature à fortifier le sentiment impérialiste et à jeter les bases sur lesquelles nous édifierons l'Empire (2).

---

(1) Lord G. Hamilton (Londres, 15 janvier 1904) fait remarquer que les intérêts des consommateurs et des producteurs sont opposés. Il faudrait donc que les deux groupes fussent représentés dans la commission. Or, tous les membres en sont des protectionnistes, dont les trois quarts appartiennent aux industries intéressées dans la question. M. Charles Booth, qui en est membre, s'est également prononcé en faveur du protectionnisme.

(2) M. Chamberlain à Birmingham, 11 janvier 1904.

Le duc de Devonshire (Guildhall, Londres, 8 févr. 1904) a dit que les membres de la Commission sont d'excellentes autorités en ce qui concerne les effets d'un régime douanier sur leurs industries respectives; mais comme ils sont naturellement absorbés par les intérêts

Dans le discours qu'il a prononcé à la séance d'installation de la Commission du tarif douanier (1), M. Chamberlain a annoncé qu'une sous-commission avait été instituée pour l'étude des questions concernant l'agriculture. Il s'est aussi expliqué au sujet du grief qu'on a fait à la Commission, de ne pas renfermer de représentants de la classe ouvrière. La Commission, a-t-il dit, est une représentation des industries et non des classes. Les intérêts de l'industrie sont identiques pour les employeurs et pour les employés. Ceux-ci bénéficieront nécessairement d'un tarif qui profitera aux premiers. Ensuite, les gens qui seraient le plus aptes à fournir des renseignements au sujet de la classe ouvrière, c'est-à-dire les travailleurs eux-mêmes, sont

de leurs propres affaires, ils ne peuvent prétendre à la même autorité à l'égard des autres industries, et encore moins, en ce qui regarde l'intérêt des consommateurs et du pays.

Les différentes sections de la Commission n'auront guère de difficultés à se mettre d'accord sur les mesures propres à favoriser leur propres intérêts; mais quand chaque groupe verra ce qu'il est appelé à payer en retour de ce qu'il espère recevoir, ce sera une autre affaire.

(1) Londres, 15 janvier 1904.

précisément ceux qui ne pourraient pas disposer de leur temps pour participer aux travaux de la Commission. Enfin, il n'est pas à craindre que leur cause soit négligée par une Commission dont font partie des hommes comme M. Booth et M. Mosely (1).

---

(1) Le Secrétaire de la *Tariff Reform League* est M. Hewins, qui a résigné ses fonctions de directeur de la *London School of Economics* et de professeur d'économie politique et de statistique à *King's College*, pour se consacrer entièrement à ses fonctions de secrétaire de la Commission (*Times*, 18 décembre 1903).

CHAPITRE IV

La défense du libre-échange

LES DEUX PROGRAMMES DE RÉFORME DOUANIÈRE

Au fond, il n'y a pas de différence entre le programme de M. Balfour et celui de M. Chamberlain. Nous avons appris par lord G. Hamilton (1), un des ministres démissionnaires, que, le dernier jour de la session, le premier ministre avait soumis au Cabinet, deux documents : l'un était sa brochure sur le libre-échange insulaire *(Insular Free Trade)*, et était l'expression de sa politique actuelle : les représailles; l'autre contenait des propositions rela-

(1) Lord G. Hamilton à Ealing, 22 octobre 1903.

tives au protectionnisme et aux droits différentiels, et entrait dans les vues de M. Chamberlain. Les ministres ne purent se mettre d'accord sur l'acceptation de la seconde proposition, et les opposants donnèrent leur démission.

La politique de M. Balfour n'est donc que la préface de celle de M. Chamberlain. « C'est la maison qui se trouve à mi-chemin » *(half way house)* (1). C'est, comme les partisans de la réforme douanière ne s'en cachent du reste guère, le premier pas vers le protectionnisme.

IMPORTANCE DU DÉBAT

Le programme de M. Chamberlain est de nature à entraîner des conséquences énormes pour l'Angleterre. On peut dire qu'il constitue la question la plus importante qui ait été posée devant le pays depuis soixante ans. Une réforme de ce genre ne peut être adoptée d'emblée et sans avoir été au préalable soumise à un examen sérieux. L'opinion des membres démissionnaires du cabinet (2) était qu'il fallait insti-

(1) Lord Rosebery à Edinburgh, 13 décembre 1903.

(2) Le duc de Devonshire, M. Ritchie, lord G. Hamilton et lord Balfour of Burleigh.

tuer une commission spéciale, chargée de faire une enquête impartiale et approfondie sur la situation de l'industrie anglaise. Si le gouvernement s'était rallié à cette méthode prudente, aucun libre-échangiste ne s'y serait opposé. Les conclusions auxquelles la commission aurait abouti, n'auraient pu d'ailleurs que confirmer les résultats constatés par le *Board of Trade*, et consignés dans le *Blue-Book*.

ATTITUDE DE M. CHAMBERLAIN

M. Chamberlain n'a rien voulu entendre, et, sans prendre l'avis de ses collègues, il a lancé son projet de réforme douanière dans le public. L'enjeu est trop considérable pour qu'on puisse suivre un homme; sur sa seule parole, même quand il a le prestige et le talent de l'ancien secrétaire des colonies. Et il y a lieu d'être particulièrement prudent, quand on sait que ce même homme a professé, à une époque antérieure, une opinion diamétralement opposée à celle qu'il défend aujourd'hui. En 1882, le commerce de l'Angleterre avait subi une dépression sensible. M. Gladstone lui-même le reconnaissait. Cependant, l'idée de procéder à une

enquête fut combattue énergiquement par M. Chamberlain, qui était alors ministre du commerce, et qui déclara que « le libre-échange unilatéral était le meilleur système qui pût être imaginé pour ce pays ».

M. Chamberlain a particulièrement mal choisi son moment pour essayer de bouleverser le système douanier de l'Etat. Au sortir d'une guerre longue et pénible, comme a été celle de l'Afrique de Sud, le pays n'éprouvait guère le besoin d'être jeté en proie à de nouvelles agitations. Ce qu'il lui fallait maintenant, c'est le « repos commercial » (1), c'est le loisir de se remettre des sacrifices et des perturbations qui sont l'accompagnement inévitable d'une guerre.

POURQUOI UN MANDAT?

M. Balfour, dont le programme officiel comprend la politique des représailles, prétend, comme du reste M. Chamberlain, que nous ne sommes pas libres de négocier avec les pays étrangers. Cette déclaration est incompréhensible. Nous n'avons jamais renoncé à notre

(1) Lord Rosebery à Leicester, 7 novembre 1903.

liberté d'agir. Au cours de la dernière session, le gouvernement a d'ailleurs fait adopter une mesure qui comportait des représailles, en faisant passer le bill sur les sucres. S'il estime qu'une industrie doit être protégée spécialement, qu'il dépose un bill au Parlement, et il sera examiné et discuté. S'il était clairement démontré qu'une industrie anglaise est menacée dans son existence par les agissements abusifs des pays étrangers, nous ne refuserions pas d'adopter les mesures nécessaires pour remédier au cas donné (1). Mais ce qui est inadmissible, c'est de voir les protectionnistes réclamer du pays un mandat pour réformer notre régime fiscal, un blanc-seing qui leur permettra d'imposer les produits étrangers comme ils l'entendent.

Les partisans de la réforme douanière prétendent que le monde est plus protectionniste aujourd'hui qu'en 1846. C'est une erreur. Il est exact que les tarifs ont été surélevés pendant les trente dernières années, mais, tout considéré,

(1) Lord G. Hamilton à Ealing, 22 octobre 1903; Lord Rosebery à South London, 25 novembre 1903; Lord Goschen à Queen's Hall, 24 novembre 1903.

ils sont « la douceur même en comparaison de ceux qui existaient à l'époque où le libre-échange a été établi (1) ».

CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE

Il est inexact aussi de dire que les tarifs protectionnistes sont spécialement dirigés contre notre pays. Prenez n'importe quel tarif, et vous verrez qu'il n'est fait aucun différence entre nos produits et ceux de nos rivaux. Du reste, grâce à la clause de la nation la plus favorisée, les produits anglais sont mis sur le même pied que ceux des autres pays. Nous jouissons de l'avantage de cette clause en Russie, en Autriche, en Italie, en Espagne, en Suisse et en Belgique. La France et l'Allemagne ont un tarif maximum et un tarif minimum. Nous bénéficions, dans les deux pays, du tarif minimum (2).

---

(1) M. Asquith à Cinderford, 9 novembre 1903.

(2) Les protectionnistes répondent que cette clause est inefficace. Quand deux pays font un traité de commerce ensemble, ils ne songent qu'à leurs intérêts propres, et non à ceux de l'Angleterre. Supposons, par exemple, que la France et l'Allemagne aient à reviser leur traité de commerce. Les Français s'efforceront d'obtenir un débouché en Allemagne pour leurs

SUR QUOI EXERCERA-T-ON DES REPRÉSAILLES?

En admettant qu'il y ait lieu de recourir à des représailles, sur quoi les exercera-t-on? On ne peut le faire d'une façon efficace, en Angleterre, qu'en imposant les matières premières ou les denrées alimentaires. Prenons, par exemple, la Russie et les Etats-Unis, les deux pays les plus protectionnistes du monde. Supposons que l'on veuille user de représailles contre la Russie. Sur les 25 millions £ que nous importons de ce pays, 23 millions ou les $\frac{11}{12}$ sont repré-

---

principaux produits, tels les vins et la soie. Si les Allemands avaient des velléités d'élever une barrière douanière contre ces objets, la France menacerait d'user de représailles, en frappant une catégorie de marchandises dont l'exportation est considérable en Allemagne. Les deux nations finissent par s'entendre; mais qu'importe aux Anglais que les vins ou la soie entrent facilement en Allemagne? Ils n'exportent pas de produits de cette nature! (Vince, *M. Chamberlain's proposals*).

M. Chiozza (*British Trade and the Zollverein Issue*) fait remarquer que si l'Angleterre accorde une préférence à ses colonies, de manière à établir un tarif différent pour les nations étrangères, elle se privera elle-même du bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée pour les deux tiers de son commerce d'exportation.

sentés par des matières premières ou des denrées alimentaires. Toute mesure prise contre la Russie frapperait donc la classe ouvrière ou l'industrie anglaises. Considérons ensuite les Etats-Unis. Sur les 127 millions £ que nous avons importés de ce pays en 1902, 108 millions ou les $\frac{5}{6}$ consistent également en denrées alimentaires ou en matières premières (1).

Les quatre cinquièmes de nos importations consistent en denrées alimentaires et en matières premières, et le dernier cinquième se compose pour partie d'objets semi-ouvrés (2); nous ne recevons des Etats-Unis que pour 8 à 10 millions £ d'objets achevés, les seuls sur lesquels nous puissions exercer utilement des représailles. Cela n'en vaut pas la peine (3).

LA PROSPÉRITÉ DE L'ANGLETERRE

M. Chamberlain est hanté par deux spectres : la décadence du commerce anglais et la dislo-

(1) M. Asquith à Cinderford, 8 octobre 1903.

(2) Sir H. Fowler à Wolverhampton, 12 janvier 1904.

(3) M. Bryce à la Chambre des Communes, 11 février 1904.

cation possible de l'Empire. Il prétend que le commerce de l'Angleterre est stationnaire depuis trente ans. Or, pendant cette prétendue période de stagnation, le produit de l'*income-tax* a doublé (1), l'intérêt dérivé des placements à l'étranger a plus que doublé (2), les dépôts dans

(1) Le tableau suivant, dont les éléments sont empruntés aux documents officiels, montre que le produit de l'impôt sur le revenu a, de 1861 à 1901, augmenté de 1,369,212 £, bien que l'excédent des importations sur les exportations ait passé de 57 millions £ à 174 millions £.

Années	Totaux des Exportations	Totaux des Importations	Revenu brut	Produit de l'impôt sur le revenu
	£	£	£	£
1861	160,000,000	217,000,000	311,890,503	1,162,250
1871	284,000,000	331,000,000	445,670,197	1,654,277
1881	297,000,000	397,000,000	509,064,326	1,915,683
1891	309,000,000	435,000,000	678,193,442	2,238,130
1901	348,000,000	522,000,000	866,993,450	2,531,462

(2) *Blue Book*, p. 104 :

Intérêts produits par les placements anglais à l'étranger

	£
1882-83	31,890,423
1885-86	39,024,673
1890-91	55,488,832
1895-96	54,901,079
1900-01	60,331,525
1901-02	62,559,479

Ces chiffres sont présentés par le *Board of Trade*

les caisses d'épargne ont doublé et triplé (1), encore ne faut-il pas oublier les fonds placés dans les sociétés pour la construction d'habitations ouvrières et les sociétés de prévoyance; les opérations du *Clearing-House* ont passé de 5,300 millions £ à 9000 millions £ (2); le paupé-

comme un minimum, qui est probablement largement dépassé. Sir R. Giffen évaluait, en 189[illegible], le montant des intérêts touchés par l'Angleterre, à 90 millions £.

(1) *Blue Book*, p. 460 :

Montant des dépôts dans les caisses d'épargne du Royaume-Uni

	(Moyenne annuelle en millions £)
1865-60	47,1
1870-74	58 9
1875-79	72.3
1880-84	83,8
1885-89	101,2
1890-94	119,9
1895-99	163,4
1900	187,0
1901	192,4
1902	197,1

(2) *Statistical Abstract*, 1901, p. 227 :

Valeur totale des opérations du Clearing-House, à Londres

1882	6,221	Millions £
1885	5,511	—
1890	7,801	—
1895	7,593	—
1900	8,960	—
1901	9,561	—

risme a considérablement diminué : en 1849, trois ans après l'adoption du libre-échange, le nombre des personnes secourues en Angleterre et dans le Pays de Galles s'élevait à 1,104,000, soit 6 ½ p. c. de la population ; en 1903, ce chiffre était descendu à 847,000 pour une population de 32 ½ millions d'habitants, soit 2 ½ p. c. (1); enfin, les nombreuses maisons qui s'élèvent chaque jour dans tous les centres industriels sont un autre témoignage de la prospérité du pays.

Le nombre des gens employés a augmenté plus rapidement que le chiffre de la population. En 1881, il était de 10,680,000 ; en 1891, de

(1) *Blue Book*, p. 408 :

Paupérisme (moyenne annuelle par périodes quinquennales)

	Angleterre et le Pays de Galles	P. C. de la population	Ecosse	P. C. de la population	Irlande	P. C. de la population
1860-4	948,011	4,7	125,338	4,2	53,923	0,9
1870-4	951,099	4,2	123,413	3,7	72,377	1,3
1880-4	787,118	3,0	100,317	2,7	108,865	2,1
1890-4	765,282	2,6	92,522	2,3	102,911	2,2
1900	792,307		98,840		100,962	
1901	781,298		99,575		98,727	
1902	801,356		101,101		99,071	

12,430,000, et en 1901, de 13,470,000 (1). Il y a trente ans, l'industrie du bâtiment occupait 580,000 personnes; en 1901, le chiffre était de 940,000. Les charbonnages employaient 315,000 ouvriers en 1871 et 650,000 en 1900.

On peut citer une autre preuve de la prospérité du pays, bien qu'elle soit assez étrange (2). L'Angleterre dépense annuellement 144,000,000 £, et, si vous y ajoutez l'amortissement, 150,000,000 £ pour son administration. Elle vient en outre de débourser plus de 200,000,000 £ dans la guerre de l'Afrique du Sud. Que faut-il conclure de ces faits? C'est, d'abord, que si nous n'étions pas une nation riche (3), ces dépenses nous causeraient des embarras et une gêne presque insurmontables; et, ensuite, que s'il y a quelque chose de justifié

(1) Lord G. Hamilton à Ealing, 2. octobre 1903.

(2) Lord Roseberv à South London, 25 novembre 1903.

(3) D'après sir R. Giffen, le revenu du Royaume-Uni s'élève à 1.750 millions £ par an, tandis que le capital du pays représente une valeur de 15,000 millions £. Lord Rosebery, qui cite cette opinion Sheffield, 13 octobre 1903, ajoute qu'il n'oserait se porter garant de l'exactitude de ces chiffres « dignes des Contes des Mille et une Nuits ».

dans les « jérémiades de M. Chamberlain », c'est à la politique du gouvernement, dont il faisait partie, que l'on en est redevable. Un pays a beau être riche, il ne gaspille pas impunément 200 millions de livres sterling.

Les dépenses de l'Etat ont augmenté dans les dernières années « par sauts et par bonds ». En 1883-4, elles s'élevaient à 86 millions £; en 1893-4, à 92 millions £; en 1903-4, à 144 ½ millions £, et, y compris l'amortissement, à 150 millions £. Si l'on y ajoute les dépenses des municipalités, qui, en 1900-01, dernière année pour laquelle on possède des renseignements, ont atteint le chiffre de 134 millions £, on arrive à un total annuel d'environ 300 millions £ pour les dépenses publiques.

LES SALAIRES DES OUVRIERS ANGLAIS

Le bien-être de la classe ouvrière n'a cessé de s'accroître. Les salaires ont augmenté non seulement en import, mais en puissance d'achat. Et sous ce rapport, la situation de nos ouvriers soutient avantageusement la comparaison avec celle des ouvriers de la protectionniste Allemagne. Le *Board of Trade* nous apprend, en effet, que l'ouvrier anglais achète aujourd'hui avec 100 sh.

autant qu'il y a vingt ans avec 140 sh., tandis que l'ouvrier allemand ne peut acheter aujourd'hui avec 100 marks, qu'autant qu'il achetait, il y a vingt ans, avec 112 marks (1).

Le *Board of Trade* a comparé les salaires dans quinze des principales industries de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis, et il en est résulté que les salaires moyens, qui étaient, en Allemagne et en France, de 22 s. 6 d. et 22 s. 10 d., étaient, en Angleterre, de 36 s. (2).

---

(1) *Blue Book*, p. 226 :

Coût de la nourriture d'une famille ouvrière, établi par périodes quinquennales

(MOYENNE POUR 1897-1901 = 100)

PÉRIODES	ALLEMAGNE	ROYAUME-UNI
1877-1881	112	140
1882-1886	101	125
1887-1891	103	106
1892-1896	99	98
1897-1901	100	100

(2) *Blue Book*, p. 289 :

		Royaume Uni	Etats Unis	Allemagne	France
Salaires hebdomadaires moyens dans 15 industries	Capitales	42 s. 0 d.	75 s. 0 d.	24 s. 0 d.	36 s. 0 d.
	Autres villes	36 s. 0 d.	69 s. 4 d.	22 s. 6 d.	22 s. 10 d.

On sait qu'en Allemagne, 4,000,000 ouvriers, c'est-à-dire les deux tiers, gagnent moins de 15 s. par semaine; 65 p. c. de la totalité gagnent moins de 40 £ par an, et 85 p. c. moins de 1 £ par semaine. L'Allemagne est donc loin d'être un paradis.

LE BON MARCHÉ DES ALIMENTS ET LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

Pendant les vingt-cinq dernières années, les salaires ont augmenté de 12 p. c. en Angleterre, tandis que le prix des denrées a baissé de 45 p. c. (en Allemagne, 18 p. c.). La combinaison de ces deux faits a permis à l'Angleterre de donner à sa population ouvrière une situation meilleure que dans tout autre pays de l'Europe (1), et de maintenir sa position

(1) Lord G. Hamilton (Lahug, 22 octobre 1903) s'est livré, avec le concours de spécialistes, à un travail de comparaison sur la consommation de denrées alimentaires en 1875 et 1901. Il en résulte que la consommation du blé a passé, par tête d'habitant, de 152 livres à 188 livres; celle de la farine, de 19 à 63 livres; celle de la viande fraîche, de [illegible] livres à 24 livres; celle du lard et du jambon, de 7 à [illegible] livres; celle du beurre, de 9 à 19 livres; celle des œufs, de 19 à 49 unités.

dans la concurrence internationale. Grâce au bon marché des aliments, elle a pu contrebalancer les avantages que possèdent les autres nations sur elle dans la lutte industrielle. Celles-ci disposent, en effet, de journées de travail plus longues (1), de salaires plus bas et d'un marché intérieur plus large; ensuite, grâce à la plus grande étendue de leur territoire, elles peuvent produire une partie plus considérable des produits alimentaires et des matières premières dont elles ont besoin. Les salaires, payés en Allemagne et en France, ne représentent respectivement que les $\frac{2}{3}$ et les $\frac{3}{4}$ de ceux des ouvriers anglais (2).

---

(1) *Blue Book*, p. 287.

Au point de vue de la durée de la journée de travail, les pays doivent être rangés dans l'ordre suivant :

Allemagne,
France,
Etats-Unis,
Royaume-Uni.

Dans l'industrie des hauts-fourneaux, la journée de travail est de 12 heures en Allemagne et de 8 heures en Angleterre.

(2) *Blue Book*, p. 290.

On y lit aussi que les salaires des ouvriers américains représentent 1 $\frac{1}{2}$ fois ceux des ouvriers anglais.

M. Bell (Chambre des Communes, 12 février 1904) a déclaré qu'il peut dire, de science personnelle, que

Comment, après cela, M. Chamberlain peut-il prétendre que le protectionnisme amène nécessairement les hauts salaires? Il s'est, du reste, démenti lui-même. Dans un autre discours, il a prêché la nécessité de recourir au protectionnisme pour défendre le travail national contre la main-d'œuvre mal rétribuée et avilie par le *sweating* des nations étrangères. Or, ces dernières ne peuvent être que les pays protectionnistes.

L'ALIMENTATION DES OUVRIERS ALLEMANDS

La condition de l'ouvrier anglais est, à tous les points de vue, supérieur à celle de

le salaire de 30 s. par semaine d'un ouvrier des chemins de fer en Angleterre est équivalent à un salaire de 4 £ par semaine, pour un ouvrier de la même catégorie aux Etats-Unis.

Sir H. Kitson (Chambre des Communes, 9 février 1904) dit que dans l'industrie de la construction des machines, les salaires des ajusteurs, mouleurs, fondeurs et forgerons ont monté de 28 s. 3 d. par semaine, en 1890, à 37 s. 9 d., en 1903, tandis que les heures de travail ont été réduites de 60 à 53 par semaine. Les salaires ont donc augmenté de 5.6[illegible] d. en 1890, à 8.56 d., en 1903. Si l'on tient compte de l'accroissement de la puissance d'achat, l'augmentation est équivalente à 24 ou 25 s. par semaine.

l'ouvrier allemand. Il est mieux payé, mieux logé, mieux vêtu et mieux nourri que ce dernier.

Voici ce que dit, à ce sujet, l'inspecteur du travail de Leipzig, dans son rapport pour l'année 1902 : « La situation économique des ouvriers ne s'est pas améliorée au cours de l'année écoulée. D'une part, les ressources d'un grand nombre de travailleurs ont subi une nouvelle restriction, résultant en partie de la réduction des salaires et en partie de la diminution des heures de travail; d'autre part, le prix des principaux objets de consommation a augmenté. La nécessité de se restreindre se constate dans le diminution de la consommation de viande de bœuf, et dans une plus grande demande de viande de cheval ».

A l'appui de cette déclaration, l'inspecteur cite le fait que le nombre des animaux abattus dans les abattoirs de Dortmund et d'autres villes, a été, en 1902, inférieur de 6,792, à celui de 1901, alors qu'en 1901, il avait déjà été inférieur de 6,559 à celui de 1900. Par contre, le nombre des chevaux que l'on abat en Allemagne, pour les besoins de la consommation, augmente constamment. En 1897, on en tuait 1,419; en 1901, le nombre s'est élevé à 2,055.

On signale également une augmentation dans la consommation de la viande de cheval à Berlin, à Hambourg et dans d'autres villes. A Bochum, la consommation annuelle en est de 71 livres par habitant (1).

« On ne peut nier, dit un autre auteur allemand, que, par suite de la dépression de la demande de main-d'œuvre et de l'augmentation des prix pendant les années 1901 et 1902, l'alimentation des classes ouvrières ait laissé à désirer. Les salaires ont été considérablement réduits, le prix des denrées alimentaires est resté au plus haut taux qui ait été atteint pendant la période de renchérissement, et la consommation de la viande a diminué dans une forte proportion. La viande consommée a, en outre, été de qualité inférieure, tandis que le nombre des chevaux et des chiens abattus a augmenté » (2).

---

(1) Lord Goschen à Queen's Hall, Londres, 24 novembre 1903.

(2) Lord Goschen à Halifax, 28 janvier 1904.

Ce passage est évidemment emprunté au livre de M. Calwer : *Das Wirtschaftsjahr 1902*, 1re partie, p. 245.

PAYS PROTECTIONNISTES ET PAYS LIBRE-ÉCHANGISTES

Le protectionnisme ne tient donc pas les promesses qu'on lui prête. Il est intéressant d'observer à cet égard que la Belgique, qui est le pays le moins protectionniste de ceux qui possèdent des tarifs douaniers, a atteint un plus haut degré de prospérité, sous un régime atténué, que les autres nations sous leur régime accentué. Le Danemark s'est plus développé, sous le régime du libre-échange, que la Suède, qui a adopté le protectionnisme (1). Enfin, on peut encore mentionner l'exemple de la Nouvelle Galles du Sud et de Victoria. Ces deux colonies sont voisines et se trouvent dans les mêmes conditions, seulement, la première est libre-échangiste, et la seconde, protectionniste. Pendant la décade 1890 à 1900, les importations de la Nouvelle Galles du Sud ont augmenté de 22 p. c., tandis que celles de Victoria ont diminué de 27 p. c.; les exportations de la première ont grossi de 27 p. c., tandis que celles de sa protectionniste voisine ont décru de 11 p. c. Un fait plus remarquable encore, c'est que, au cours de

(1) Lord Goschen à Queen's Hall, 24 novembre 1903.

la même période, les recettes de la colonie libre-échangiste ont augmenté de 147 p. c., tandis que celles de la colonie protectionniste ont diminué de 3 p. c. (1)

LE COMMERCE INTÉRIEUR

Les protectionnistes négligent, dans leurs écrits et dans leurs discours, un facteur essentiel de notre prospérité. C'est le commerce intérieur. Il est fort difficile de donner une idée de son importance. Le *Board of Trade* a essayé de le faire de la manière suivante. Etant donné que les salaires payés dans le commerce d'exportation s'élèvent à 130 millions £ environ, et que le total des salaires acquittés en Angleterre est de 700 à 750 millions £ par an, il faut en conclure que le commerce d'exportation n'emploie pas plus du cinquième ou du sixième de la main-d'œuvre nationale (2).

Il est donc impossible de juger de la situation commerciale ou industrielle d'un pays, en négligeant son commerce intérieur. Un ralen-

(1) Lord Beauchamp, à la Chambre des Lords, 3 mars 1904.

(2) *Blue Book*, p. 361.

tissement des exportations peut même être une preuve de l'activité du commerce intérieur. Le cas s'est présenté en 1900, où les industriels ont été si occupés à satisfaire la demande intérieure, qu'il n'ont pas pu songer à répondre aux commandes de l'étranger (1).

LE COMMERCE GÉNÉRAL

D'autre part, il est absurde de déterminer l'étendue ou les profits du commerce extérieur, en ne considérant, comme fait M. Chamberlain, que les exportations. Il serait tout aussi raisonnable d'évaluer la fortune de quelqu'un, d'après le chiffre de ses dépenses et sans tenir compte de son revenu (2). Si l'on considère le commerce

---

(1) M. Asquith à Cinderford, 9 novembre 1903.

(2) Erreur colossale! objecte M. Chamberlain (Newcastle, 20 octobre 1903); autant additionner les deux colonnes d'un Grand-Livre, ajouter le doit à l'avoir et présenter le total comme le bénéfice de l'année. Une simple hypothèse : supposons que, par suite d'un cataclysme, l'Angleterre ne puisse plus fabriquer le moindre produit manufacturé. Nous aurons toujours alors nos 528 millions £ d'importations, et il ne pourrait plus être question des 278 millions £ d'exportations. Mais nous aurions, en outre, à importer ce que fabrique actuellement notre industrie pour nos propres besoins. M. Asquith nous apprend que la consommation intérieure est cinq fois plus considérable que les exporta-

total de l'Angleterre, de 1872 à 1900, on ne

---

tions. Nous aurions donc à importer, outre les 528 millions £ déjà cités, pour 1390 millions d'autres produits, soit, en total, 1,918 millions £. Dans ce cas donc il n'y aurait pas d'exportations et cependant, d'après la méthode de M. Asquith, notre position serait deux fois et demie meilleure qu'à présent !

Le duc de Devonshire (Queen's Hall, Londres, 24 novembre 1903) réplique de son côté à M. Chamberlain : Les exportations sont nos paiements, les importations sont nos recettes ; et on ne nous dit pas pourquoi la proportion croissante de ce que nous recevons vis-à-vis de ce que nous payons, est un signe de déclin. Si l'on suivait des raisonnements comme ceux de M. Chamberlain, on devrait se réjouir si un navire chargé de marchandises destinées à grossir le chiffre de nos importations, faisait naufrage avant d'atteindre nos côtes.

M. Vince, d'autre part, (*M. Chamberlain's proposals*, p. 82) dit : Supposez qu'il se fasse en Angleterre une adjudication pour la construction d'un pont. La soumission la plus basse des Anglais s'élève à 250,000 £ ; l'offre la plus avantageuse des étrangers se monte à 240,000 £. Ces derniers obtiennent la commande. Quel est le résultat ? Notre industrie perd cette somme ; nos importations augmentent de 240,000 £ ; et on dit que notre prospérité augmente parce que le volume de notre commerce total s'accroît !

S'il fallait choisir entre importations et exportations, comme signe de prospérité nationale pour une longue période, dit M. Nicholson (*The Tariff Question*), il serait beaucoup plus rationnel de prendre les importations. Un pays consomme ce qu'il importe, tandis que l'étranger consomme ce que ce pays exporte.

découvre plus, comme M. Chamberlain, une misérable augmentation de 20 à 30 millions £, mais les chiffres suivants : de 1873 à 1882, le commerce extérieur de l'Angleterre a été, en moyenne, de 662 millions £; de 1883 à 1892, la moyenne annuelle a été de 696 millions £, et, de 1893 à 1902, elle a atteint le chiffre de 771 millions £. En d'autres termes, notre commerce a augmenté de plus de 100 millions depuis trente ans (1).

---

(1) *Blue Book*, p. 404 :

Commerce général de l'Angleterre

(Moyennes annuelles par périodes quinquennales)

	Importations	Exportations	Totaux	Transit
	Millions £	Millions £	Millions £	Millions £
1860-4	235	138	415	5,1
1865-9	286	181	516	7,3
1870-4	346	235	636	12,3
1875-9	375	202	632	11,5
1880-84	408	234	706	12,1
1885-89	379	226	666	10,6
1890-94	419	234	715	10.3
1895 99	453	238	751	10,6
1900	523	283*	869*	11,0
1901	522	271*	861*	12,8
1902	528	277*	871*	13,7

* non compris la valeur des navires et bateaux (neufs) et leurs machines La valeur de ces exportations n'est pas comprise dans les chiffres des années antérieures à 1899 (v. note, p. 56).

En 1902, notre commerce général a atteint le chiffre de 880 millions £, dont 200 millions de commerce colonial. M. Chamberlain nous demande de risquer les trois quarts de notre commerce dans l'espoir d'un gain problématique aux colonies! (1)

LE CHIFFRE DES EXPORTATIONS PAR TÊTE D'HABITANT

Si l'on considère les exportations par périodes quinquennales, on constate qu'elle étaient, en 1875-79, de 6 £ par tête d'habitant; en 1895-99, de 5 £ 19 s. 5 d., et en 1901-02, de 6 £ 13 s. (2). Et si l'on divise le total du commerce général par le nombre des habitants, on obtient les chiffres suivants : en 1893, 17 £ 14 s. 3 d. par tête d'habitant, et en 1903, malgré l'augmentation de la population, 20 £ 18 s. 4 d. (3).

(1) Lord Rosebery à Sheffield, 13 octobre 1903.

(2) M. Ritchie à Croydon, 9 octobre 1903.

(3) Sir H. Fowler à Glasgow, 6 octobre 1903.

L'évaluation des exportations d'un pays par rapport au nombre de ses habitants a été critiquée par M. B. Kidd (*Times*, 15 octobre 1903). S'il fallait admettre ce nouveau principe d'économie politique, dit-il, on devrait s'attendre à voir poser dans les examens des questions comme celles-ci :

1. Le commerce et la population d'un pays ont

L'ANNÉE 1872

M. Chamberlain a commis une erreur impardonnable, en prenant pour point de départ,

---

doublé en vingt ans ; que pensez-vous de sa situation économique ? — Réponse : Ce pays est resté stationnaire, parce que son commerce, par tête d'habitant, n'a pas augmenté.

2. Les exportations d'un pays sont restées stationnaires pendant vingt ans, tandis que la population a diminué de moitié ; que pensez-vous de sa situation économique ? — Réponse : Ce pays a fait de grands progrès. Sa situation est fort prospère, puisque son commerce par tête d'habitant a doublé.

3. Quelles sont les nations les plus prospères ? — Réponse : 1° L'Irlande, car, tandis que son commerce n'a diminué que d'un quart, sa population a décru de la moitié environ ; 2° la France, car, tandis que son commerce a augmenté légèrement, sa population n'a pas diminué ; 3° l'Inde (particulièrement dans les années de famine).

4. Quel est le pays le moins prospère du monde ? — Réponse : Les Etats-Unis. En 1850, la population de ce pays était de 50 millions d'habitants, et son commerce d'exportation était de 3 £ 5 s. 11 d. par tête d'habitant. En 1895, la population avait atteint le chiffre de 70 millions, mais les exportations étaient tombées à 3 £ 1 s. 3 d. Ce pays est donc un exemple de contrée qui décline rapidement.

« Still inquiring » (*Times*, 20 octobre 1903) fait remarquer que le premier effet du développement de l'industrie a été d'augmenter la population du Royaume-Uni

l'année 1872, où le commerce a subi une inflation particulière par suite de la guerre franco-allemande (1). S'il avait choisi l'année 1870 ou l'année 1876, l'augmentation de nos exportations aurait été de 80 millions £ au moins. Et si l'on évaluait les exportations de 1900, en prenant

---

pendant la décade de 1841-51. En 1903, nous n'avons plus à en envisager les premiers effets, mais des effets ultérieurs. Or, on sait que la prospérité de l'industrie n'augmente, d'une façon générale, la population que jusqu'aux deux limites suivantes : 1° celle où une contrainte prudente intervient, ou qu'un genre de vie meilleur produit une recherche du confort, qui détourne les gens de procréer des enfants ou tout au moins d'en augmenter le nombre ; 2° celle où l'influence des mauvais effets de la vie industrielle dans les grandes villes (surtout dans les conditions d'hygiène actuelles) contribue à rendre la population industrielle de plus en plus stérile, tandis que la population agricole est réduite par suite de l'immigration vers les villes. On peut se demander si ces limites ne sont déjà pas atteintes en Angleterre, alors qu'en Allemagne et aux États-Unis elles ne le sont pas encore.

(1) On observe en Belgique également une augmentation des exportations à l'époque de la guerre franco-allemande. Les chiffres suivants sont extraits de l'*Annuaire de Statistique du Royaume de Belgique*, et concernent les exportations (commerce spécial) :

(Millions de francs)

1870	690,1	1874	1,114,6
1871	888,7	1875	1,101,8
1872	1,051,1	1876	1,063,8
1873	1,158,6		

pour base les prix de 1872, on obtiendrait le chiffre de 425 millions £, ce qui représenterait une augmentation de 170 millions £ (1).

---

(1) M. Asquith à Cinderford, 8 octobre 1903.

M. Benjamin Kidd avait objecté que si les prix avaient baissé en Angleterre, ils avaient dû le faire également à l'étranger. M. Rosenbaum *(Times,* 21 octobre 1903) combat cette opinion. Dans un pays libre-échangiste, dit-il, les prix sont plus exposés à baisser que dans une contrée protectionniste. Le libre accès du pays à la concurrence étrangère rend le marché plus sensible et force l'industrie à rechercher l'économie de la production dans l'emploi de machines plus efficaces, ce qui tend à diminuer le prix des produits. Dans les pays protectionnistes, où se forment des trusts ou des cartels, le marché fait preuve de beaucoup d'inertie et résiste à l'abaissement des prix.

M. Rosenbaum a dressé, à l'aide d'ouvrages allemands et américains *(Die Bewegung der Warenpreise in Deutschland von 1851 bis 1902,* par Otto Schmitz, et du *Bulletin of the Bureau of Economic Research* de juillet 1900) le tableau suivant, qui permet de se rendre compte du mouvement des prix dans ces pays, comparé à celui qui s'est produit en Angleterre :

	ROYAUME-UNI	ALLEMAGNE	ETATS-UNIS
1871-75	100,0	100,0	—
1876-80	90,9	86,3	—
1881-85	83,6	78,0	100,0
1886-90	7[illegible],3	74,0	88,5
1891-95	71,0	70,3	82,5
1896-1900	67,6	71,2	75,9

En prenant comme point de départ l'année 1881,

LES PROGRÈS DES AUTRES PAYS

Mais les autres pays, objectent les protectionnistes, ont augmenté leurs exportations dans

on voit que les prix ont baissé en Angleterre de 19 p. c. et en Allemagne de 9 p. c. seulement. Aux Etats-Unis, la réduction a été de 24 p. c., mais ce chiffre ne pourrait être admis qu'après une sérieuse vérification. Si on voulait évaluer les exportations en tenant compte du mouvement des prix, on ne devrait pas perdre de vue qu'il y a eu, aux Etats-Unis, une grande différence entre les prix d'exportation et ceux du marché intérieur pour la plupart des produits. Sous ces réserves, le tableau des exportations peut être établi de la manière suivante (en millions £) :

	Valeurs déclarées			Valeurs d'après les prix de 1881-5		
	Royaume-Uni	Allemagne	Etats-Unis	Royaume-Uni	Allemagne	Etats-Unis
1881-5	232	155	161	232	155	161
1886-90	236	158	171	273	177	193
1891-95	227	155	183	266	172	221
1896-1900	249	197	237	313	216	318

Il résulte de ces chiffres, que les exportations anglaises ont augmenté depuis 1881, de 81 millions £, celles de l'Allemagne, de 61 millions £, et celles des Etats-Unis, de 151 millions £. Les exportations de ce dernier pays ont augmenté plus rapidement que celles des autres nations en valeur absolue comme en valeur relative. Mais qui oserait prétendre qu'un changement dans la politique douanière de l'Angleterre pourrait entraver le développement des exportations de ce pays.

une proportion plus rapide que nous. C'est bien naturel. Un enfant grandit plus vite qu'un adulte. Ces pays sont des enfants, comparés à nous. Nous sommes une « ancienne firme ». Quand une maison, qui possède des millions, ajoute un nouveau million à son capital, on ne peut pas dire qu'elle ait progressé de 100 p. c. Mais quand une firme qui a 100 £, y ajoute 200 £, on dit qu'elle a prospéré de 200 p. c. (1).

Le rapport officiel constate d'ailleurs, dans les termes suivants, que nous n'avons nullement reculé : « Rien dans ces chiffres ne permet de dire qu'en regard de l'augmentation du commerce d'exportation de nos voisins, le nôtre ait diminué ou soit resté stationnaire ». Et plus loin : « L'Allemagne et les Etats-Unis peuvent avoir progressé plus rapidement que nous, mais aucun de nos trois grands concurrents n'a causé le moindre déplacement dans le commerce d'exportation du Royaume-Uni ».

Nos exportations vers les pays protectionnistes ont diminué. Il ne fallait pas être prophète pour le prévoir : c'était le but de leurs tarifs. Mais la question est de savoir si c'est à leur

(1) Sir W. Harcourt à Rawtenstall, 31 octobre 1903.

avantage qu'ils l'ont fait. C'est au moins douteux. Nous avons trouvé une compensation dans le développement de nos exportations vers les pays non protectionnistes. Ceci prouve que sous le régime du libre-échange, le commerce trouve une nouvelle issue aussitôt qu'on lui ferme un débouché (1).

Nos exportations sont beaucoup plus considérables que celles de l'Allemagne et de la France. Notre population est à peu près la même que celle de la France, mais nous exportons pour 120 millions £ de produits de plus qu'elle. L'Allemagne possède 16 millions d'habitants de plus que nous, mais ses exportations sont de 50 millions £ inférieures aux nôtres (2).

AVANTAGES NATURELS DES ÉTATS-UNIS ET DE L'ALLEMAGNE

Il n'est, du reste, pas possible de comparer l'Allemagne ou les Etats-Unis à l'Angleterre. Ces

(1) Duc de Devonshire au Guildhall, Londres, 8 février 1904.

(2) Lord Avebury au Guildhall, Londres, 8 février 1904.

deux pays se trouvent dans des conditions différentes du nôtre. Ils renferment des richesses naturelles immenses et possèdent une population plus considérable que celle de l'Angleterre. La superficie des Etats-Unis est presqu'égale à celle de l'Europe. On y rencontre tous les climats et toutes les productions agricoles. L'abolition des douanes intérieures a fourni, à l'une comme à l'autre de ces contrées, un vaste marché intérieur. Ce débouché sûr a donné à leur industrie et à leur agriculture, une impulsion que rien n'aurait pu arrêter. Dans des conditions pareilles, c'eût été un miracle si elles n'avaient fini, même en l'absence de tout protectionnisme, pour être les maîtres de leurs propres marchés.

La mise en valeur de leurs ressources naturelles leur a aussi permis de s'affranchir de l'étranger. Ainsi, on cite souvent l'industrie du fer et de l'acier comme ne se développant pas dans la même proportion que l'industrie similaire de l'Allemagne (1). Mais que s'est-il produit ici, en dehors des tarifs? Nous étions autrefois

---

(1) *The Economics of Empire*, p. 58 (National Review, sept. 1903) :

les heureux possesseurs des minerais hématites. C'étaient les seuls qui convenaient à la fabrication de l'acier, et l'Allemagne devait acheter l'acier dont elle avait besoin, chez nous. Or, un jour, on découvrit que l'on pouvait, à l'aide d'un procédé nouveau, faire de l'acier au moyen des minerais phosphoreux de l'Allemagne. Du coup, l'industrie de l'acier était née dans ce pays. Et aujourd'hui, l'Allemagne peut non seulement

Production de la fonte

Années	ROYAUME-UNI	ALLEMAGNE	ÉTATS-UNIS
	Millions de tonnes	Millions de tonnes	Millions de tonnes
1871	6,7	1,7	1,9
1880	7,7	2,7	3,8
1890	7,9	4,6	9,2
1900	8,9	8,5	13,8
1902	8,5	8,4	17,8

Production de l'acier

Années	ROYAUME-UNI	ALLEMAGNE	ÉTATS-UNIS
	Millions de tonnes	Millions de tonnes	Millions de tonnes
1880	1,4	0,7	1,2
1902	4,8	7,8	15,0

suffire à ses propres besoins, mais même exporter à l'étranger (1).

LES « EXPORTATIONS INVISIBLES »

Mais à côté de ce que l'on voit, il y a ce que l'on ne voit pas. Il faut encore tenir compte de ce que l'on peut appeler les « exportations invisibles ». Nous n'exportons pas seulement des marchandises pour payer nos importations, nous rendons encore des services aux pays étrangers, notamment en leur avançant des capitaux et en transportant leurs produits à l'aide de notre marine marchande.

---

(1) Sir Michael Hicks-Beach à Manchester, 5 novembre 1903.

« Tariff Reformer » (*Times*, 7 novembre 1903) réplique que les tarifs douaniers ont eu plus d'importance dans cette question que ne le pense sir Michael. Le nouveau procédé avait permis de tirer parti des minerais phosphoreux; mais s'en suit-il nécessairement que l'acier devait être fait en Allemagne? Le minerai n'aurait-il pu être transporté en Angleterre, comme c'est le cas pour le minerai d'Espagne? Pourquoi est-ce, au contraire, le charbon anglais qui est expédié en Allemagne pour être employé à la fonte du minerai? Il faut bien reconnaître que le tarif allemand qui protège l'industrie du fer, mais laisse entrer librement les matières premières, y est pour quelque chose.

NOUS SOMMES LES TRANSPORTEURS DU MONDE

M. Chamberlain a complètement laissé de côté les bénéfices que nous réalisons de ce chef. Le *Board of Trade* estime à 90 millions £ par an, le gain réalisé par notre flotte de commerce (1). Et ces profits sont en voie d'augmentation constante.

Si l'on compare les progrès effectués par la marine marchande de l'Angleterre, sous le régime du libre-échange, à ceux des Etats-Unis, sous le régime protectionniste, on constate ce qui suit : en 1870, le tonnage maritime de l'Angleterre était de 5,700,000, et, en 1902, de 10,000,000 tonneaux; soit une augmentation de 100 p. c. Aux mêmes dates, celui des Etats-Unis était respectivement de 1,500,000 et 880,000 tonneaux; soit une diminution de 40 à 50 p. c. L'Angleterre possède la moitié du tonnage du monde entier. Plus de la moitié des importations de n'importe quel pays sont faites par des bateaux anglais. L'Angleterre construit,

(1) Sir R. Giffen évalue le bénéfice des transports maritimes à 70 ou 80 millions £ et celui des assurances maritimes à 11 millions £ par an.

chaque année, pour elle-même et pour d'autres nations, autant de navires que le reste du monde (1).

Nous sommes les transporteurs du monde entier. S'il est vrai, comme l'affirme M. Chamberlain, que nous exportons moins de produits aux Etats-Unis qu'auparavant, nous nous chargeons, par contre, et non à titre gratuit, du transport de leurs marchandises vers toutes les parties du globe. Nous transportons les 59 p. c. du commerce des Etats-Unis dans nos bateaux. Nous devons cette supériorité à notre régime douanier. Il nous permet d'acheter les matériaux nécessaires à la construction des navires 20 p. c. moins cher que les nations protectionnistes (2).

On observe, en Norvège, une situation analogue à celle de l'Angleterre sous ce rapport. Ce pays possède aussi une grande flotte de commerce. Ses importations dépassent également ses exportations, parce qu'elle reçoit, comme nous, sous forme d'importations, la rémunération des services qu'elle rend en matière de transports.

---

(1) Duc de Devonshire à Liverpool, 19 janvier 1904.
(2) Duc de Devonshire à Liverpool, 19 janvier 1904.

NOUS SOMMES LES CRÉANCIERS DU MONDE

Autre chose que ne voient pas les protectionnistes, c'est que nous sommes les créanciers du monde. On évalue à 70 ou 90 millions £ (1), les intérêts que nous avons à toucher annuellement sur les capitaux que nous avons placés à l'étranger (2).

Les pays débiteurs ne nous paient pas en or, mais en importations. Et celles-ci ne nous viennent pas toujours directement du pays débiteur. Ainsi, le gouvernement de l'Inde doit

---

(1) *Blue Book*, p. 102.

(2) M. Walter Peace (*Times*, 19 novembre 1903) ne peut pas admettre ces chiffres. En ce qui concerne les frets, on ne peut considérer comme exportations « invisibles » que ce qui est payé en Angleterre. Or, dans un grand nombre de cas, le fret sur les exportations est payable à l'étranger. Ensuite, il faudrait mettre en regard des 90 millions £ d'intérêts, le total des intérêts que l'Angleterre paie aux étrangers, à moins d'admettre que ces 90 millions £ représentent la balance du compte. Si tel était le cas, on arriverait, en capitalisant ces intérêts à 5 p. c., à établir que les placements anglais à l'étranger dépassent ceux des étrangers en Angleterre, de 1800 millions £ ! Enfin, s'il était prouvé que la situation est telle, il y aurait toujours lieu de se demander si cette somme énorme continue à s'accroître.

payer en Angleterre l'intérêt sur une somme d'environ 300,000,000 £. Nous exportons pour environ 15,000,000 £ de plus vers l'Inde que nous n'importons de ce pays. Comment ce pays s'acquitte-t-il alors envers l'Angleterre? L'Inde exporte beaucoup plus vers l'Amérique, l'Allemagne, la France, la Belgique et l'Italie qu'elle n'importe de ces contrées, et les quatre derniers pays paient, par leurs importations en Angleterre, une bonne partie de l'intérêt annuel dû par l'Inde aux porteurs anglais (1).

LES RAMIFICATIONS DU COMMERCE INTERNATIONAL

Ceci nous amène à parler des ramifications du commerce international. Les transactions qui ont lieu entre les diverses nations du monde sont plus complexes qu'on ne le pense généralement. Considérons, par exemple, la France et les Etats-Unis. Nous achetons à ces pays plus que nous ne leur vendons. Comment payons-nous notre dette? De la manière suivante : la France et les Etats-Unis achètent, pour leurs propres besoins, en Chine, en Turquie, en Amé-

(1) Lord George Hamilton à Ealing, 22 octobre 1903.

rique du sud, etc..., de la soie et des produits tropicaux variés. Comment s'acquittent-ils? Ce n'est pas à l'aide de leurs propres exportations dans ces pays. Voici ce qu'ils font. Ils viennent nous trouver et nous disent : « Envoyez vos cotons en Chine, en Turquie et dans les pays tropicaux, en paiement des traites que nous leur devons ». Nous le faisons, et ainsi s'explique l'excédent de nos exportations sur nos importations dans ces contrées (1).

Si on pouvait écrire l'histoire de quelques-unes des lettres de change qui sont émises ou transférées par nos banques, on comprendrait tout de suite comment les bénéfices que nous faisons aux quatre coins du monde nous arrivent finalement sous forme d'importations (2).

LES IMPORTATIONS SONT AUSSI L'EXPRESSION DES BÉNÉFICES RÉALISÉS

L'excédent des importations sur les exportations est aussi l'expression des bénéfices que

(1) Sir Michael Hicks-Beach à Manchester, 5 novembre 1903.

(2) Duc de Devonshire à Guildhall, Londres, 8 février 1904.

le pays réalise. Ainsi, supposez qu'un homme emporte pour 10 £ de verroteries en Afrique. Nous aurons donc 10 £ d'exportations. En Afrique, il achète pour 100 £ d'ivoire avec ses verroteries. Nous aurons donc de ce chef 100 £ d'importations. Les importations dépasseront les exportations de 90 £ dans ce cas, mais qui en conclura que nous nous appauvrissons (1)?

Il est à remarquer que, si on fait le total des importations de toutes les nations commerçantes et qu'on place en regard du chiffre obtenu, le total de leurs exportations, on n'obtiendra pas le même nombre des deux côtés. En réalité, la somme des importations dépasse de beaucoup celle des exportations. Pourquoi? Parce que le mode d'estimation diffère. Les exportations sont évaluées à bord du navire *(free on board)*, tandis que les importations sont estimées à leur valeur d'arrivée, c'est-à-dire, en y comprenant le fret, l'assurance et autres frais (2).

---

(1) Lord Goschen à Liverpool, 6 novembre 1903.

(2) Lord Goschen à Newcastle-on-Tyne, 29 janvier 1904.

NOUS NE MANGEONS PAS NOTRE CAPITAL

Les partisans de la réforme douanière commettent donc une erreur en prétendant que nous mangeons notre capital, et que c'est au moyen de nos placements à l'étranger que nous payons nos importations. « Nous nous saignons à blanc » *(bleeding to death)*, s'écrient-ils, parce que nos importations dépassent nos exportations de 180 millions £ par an. Or, nous savons que, d'autre part, les profits réalisés par notre flotte de commerce et les intérêts que nous touchons sur les capitaux placés à l'étranger, représentent ensemble une somme de 180 millions £. Ils couvrent donc cette différence, par parts à peu près égales (environ 90 millions £ pour chacune des sources de profits).

Il est parfaitement possible que nous ayons vendu des valeurs américaines qui sont retournées aux Etats-Unis. Mais nous avons placé ce capital ailleurs. Il suffit de se rappeler les nombreux emprunts que les villes ont faits dans les derniers temps et qui ont drainé de nombreux capitaux anglais (1).

(1) M. Asquith à Cinderford, 9 novembre 1903.

LES ERREURS DE M. CHAMBERLAIN

En résumé, on peut dire que l'allégation de M. Chamberlain, que le commerce anglais est resté stationnaire pendant les 30 dernières années, implique quatre erreurs : 1° il passe sous silence le commerce intérieur; 2° il évalue notre commerce extérieur, en ne tenant compte que des exportations; 3° il n'entend par exportations que celles des produits; 4° enfin, même en ne considérant que ces dernières, il a pris, pour point de départ, une année qui ne constitue pas un terme de comparaison loyal (1).

L'ANGLETERRE DÉPEND DE L'ÉTRANGER POUR SES DENRÉES ALIMENTAIRES

M. Chamberlain propose d'établir des droits sur l'importation des produits alimentaires, sauf en ce qui concerne les colonies. Une mesure de ce genre est de nature à entraîner de graves conséquences pour notre pays.

L'Angleterre se trouve dans une situation toute spéciale au point de vue des denrées qui lui sont nécessaires pour nourrir sa population.

---

(1) M. Asquith à Cinderford, 9 novembre 1903.

Elle possède 42 millions d'habitants, qui dépendent de l'étranger pour les quatre cinquièmes de leur nourriture (1).

(1) *Blue Book*, p. 108.

Quantites de froment et de farine consommées dans le Royaume-Uni

	1885-87	1890-92	1895-97	1900-1902
Total :	cwts	cwts	cwts	cwts
Production nationale	39,144,392	37,719,969	27,290,694	29,737,190
Importations . . .	76,521,910	89,175,178	98,528,186	102,529,945
	115,666,302	126,945,147	125,818,880	132,267,135
Evaluation en p. c. du total :				
Production nationale	33,8	29,8	21,7	22,5
Importations . . .	66,2	70,2	78,3	77,5
	100,0	100,0	100,0	100,0

Pays d'origine du froment et de la farine

Groupes de pays	Quantités importées		Pourcentages	
	Moyenne de 1871-5	Moyenne de 1898-1902	1871-5	1898-1902
	cwts	cwts	p. c.	p. c.
Colonies anglaises .	5,519,070	19,633,634	10,9	19,0
Europe	20,929,323	8,760,208	41,4	8,8
Etats-Unis	20,122,599	62,306,884	39,9	62,2
Amérique du Sud. .	1,443,046	9,711,874	2,9	9,7
Autres pays. . . .	2,481,089	290,062	4,9	0,3

L'Angleterre a importé, en 1902, pour 191,164,000 £ de produits alimentaires (blé, viande, laitage, thé, café, etc.). Les colonies en ont fourni pour 39,195,000 £ (20,5 p. c.) et les pays étrangers pour 151,969,000 £ (79,5 p. c). (*Blue Book*, p. 106).

L'Allemagne n'est tributaire de l'étranger que pour le tiers des céréales qu'elle consomme, et la France pour 2 p. c. seulement. L'Angleterre importe 78 p. c. du froment qui lui est nécessaire, l'Allemagne environ 30 p. c. et la France 2 p. c. Le prix du blé est cependant, grâce au libre-échange, beaucoup plus bas en Angleterre que dans les autres pays. Il a été, en prenant la moyenne d'une série d'années, de 7 s. par quarter moins cher qu'en Allemagne, et de 8 s. à 10 s. moins cher qu'en France (1).

CE QUE COÛTERAIT LA POLITIQUE DE M. CHAMBELAIN

Que coûterait aux consommateurs la réforme douanière de M. Chamberlain? La quantité de produits alimentaires produite dans le pays et dans les colonies est à peu près égale à celle qui est importée par les pays étrangers. Toute taxe imposée sur les produits étrangers aura pour effet de faire monter, dans la même mesure, le prix des denrées alimentaires indigènes et coloniales. Comme le trésor ne touchera

(1) Lord Goschen à Passmore Edwards' Hall, 16 octobre 1903.

de droits d'entrée que sur la partie importée des pays étrangers, les contribuables ne retrouveront qu'une partie de ce qu'ils débourseront en plus. On peut dire que sur chaque livre sterling que le consommateur aura à suppléer, le trésor ne touchera que dix shillings.

La valeur des denrées étrangères à taxer est de 105,000,000 £ environ. Si on y ajoute une somme égale pour les produits originaires du pays (1) ou des colonies qui ne seront pas taxés, mais qui hausseront néanmoins de prix, on obtient une valeur de 210,000,000 £. En appli-

(1) Lord Rosebery évalue à 320 millions £ la valeur des denrées produites par l'Angleterre (Edinburgh, 13 décembre 1903).

M. William Harris (Lettre au *Times*, 15 décembre 1903) demande comment lord Rosebery est arrivé à ce chiffre. Il rappelle qu'en 1873, époque où les prix étaient très élevés, sir James Caird évaluait la production de denrées alimentaires du Royaume-Uni à 261 millions £. En 1883, M. J. Howard l'estimait à 207 millions £. En 1891-93, M. Rew y donnait une valeur de 133,700,000 £. M. Turnbell y attribuait, pour les années 1892-7, une valeur de 175 millions £. L'estimation de M. W. Harris lui-même était, en 1894, de 172 millions.

Lord Rosebery évalue à 181 millions £ la somme que les Anglais dépensent annuellement en boissons, et estime qu'il serait utile de restreindre cette dépense

quant à ce chiffre les droits proposés par M. Chamberlain, on constate que l'Angleterre assumera une charge annuelle de 10,500,000 £ à prélever sur la nourriture de ses habitants (1).

Mais il y a autre chose encore. M. Chamberlain a calculé, à un *farthing* près, l'effet que ses propositions exerceront sur le coût de la nourriture de l'ouvrier. Mais il a eu bien soin de passer sous silence l'augmentation de prix que subiront tous les autres objets dont l'ouvrier a besoin. Son loyer, ses vêtements, son mobilier, etc. seront tous renchéris de 10 p. c., montant du droit qu'il projette d'établir sur les produits manufacturés. Si l'on tient compte de ces divers éléments, on peut dire que le programme de M. Chamberlain coûtera aux consommateurs anglais au moins 35 et peut-être 50 millions £ par an (2).

(1) Lord Hamilton à Ealing, 22 octobre 1903.

M. Ritchie (Croydon, 9 octobre 1903) évalue à 16,500,000 £ la somme que les consommateurs anglais auraient à débourser annuellement par suite de l'imposition des droits proposés. Sur cette somme, 6,175,000 £ entreraient dans les caisses de l'Etat, à titre de droits d'entrée.

(2) Duc de Devonshire à Queen's Hall, 24 nov. 1903.

QUEL SERAIT LE PROFIT POUR LE TRÉSOR ET LES COLONIES?

En échange de cette charge, le trésor toucherait une somme — destinée à se restreindre en proportion du succès du projet — de huit millions £, et les colonies recevraient un subside — car ce n'est rien d'autre — de 2 ½ millions £.

Et comment ce subside serait-il réparti entre les colonies? Le Canada recevrait 3 s. 2 d. par habitant; l'Australie, 1 s. 11 d.; la Nouvelle Zélande, 6 s. 8 d.; et l'Afrique du Sud, 3 d. L'Inde et les colonies de la couronne n'obtiendraient rien! Or, l'Inde et l'Afrique du Sud sont nos meilleurs clients! Voilà comment on prépare l'unification de l'Empire!

LE « PLAN INCLINÉ »

La taxe sur le blé, telle que M. Chamberlain la propose, est légère : 2 sh. par quarter. Mais peut-on croire que l'on s'arrêtera à ce taux modique? L'exemple de l'Allemagne et de la France est là pour nous servir d'avertissement.

Avant 1880, le blé était moins cher en

Allemagne et en France qu'en Angleterre. Mais depuis lors, quel changement!

En Allemagne, le droit était à l'origine de 2 s. 2 ½ d. par quarter; en 1883, il fut porté à 6 s. 6 ½ d., et en 1885, à 10 s. 10 ½ d. En 1888, il y a eu une certaine réaction et maintenant il est de 7 s. 7 ½ d.

En France, il a débuté, en 1884, par être de 1 s. 1 d. par quarter; il a été porté, en 1885, à 5 s. 3 d.; en 1887, à 8 s. 9 ½ d., et en 1897, à 12 s. 2 ½ d., taux auquel il est actuellement.

Il faut se défier des droits sur le blé, car, comme on le voit, ils constituent un véritable « plan incliné ». On entend déjà, du reste, certains protectionnistes réclamer des droits de 5 et 10 sh. par quarter.

QUI PAIERA LES DROITS SUR LES DENRÉES?

Qui supportera la taxe? Il est clair que si ce n'est pas le consommateur, il n'y aurait aucun profit pour le producteur colonial, et on ne comprendrait pas non plus, alors, pourquoi M. Chamberlain exempte le lard et le maïs de l'application des droits. En réalité, c'est bien le consommateur qui la subira.

Le prix moyen de la même qualité de blé livrée à Hambourg et à Liverpool, pendant les neuf mois qui ont suivi l'imposition du droit d'un shilling par quarter, comme « taxe de guerre », a été de 5 shillings supérieur à Liverpool, ce qui correspond exactement à la valeur de la taxe. D'un autre côté, si l'on compare une série d'années des statistiques allemandes aux années correspondantes des mercuriales anglaises, on remarquera qu'en Allemagne, le prix du blé a dépassé celui de l'Angleterre de 5 s. 9 s. à 8 s. 6. d. par quarter; ce qui prouve qu'en général le consommateur allemand subit l'entièreté du droit.

En France, les variations ont été fréquentes, parce que ce pays importe tantôt de grandes, tantôt de petites quantités de blé. Mais pendant les années de fortes importations, qui correspondent à nos importations, les prix en France ont été supérieurs de 9 s. 11 d. à ceux de l'Angleterre. Comme le droit y est de 7 s. 5 ½ d., on voit que les Français ont même payé 2 sh. de plus que le montant du droit (1).

(1) M. Ritchie à Croydon, 9 octobre 1903.

UN DROIT MINIME AGIT COMME « LEVIER » OU COMME « FREIN »

Une taxe minime se fait d'ailleurs sentir aussi bien qu'une autre. Il est possible qu'on ne puisse pas toujours en suivre la trace, parce qu'une foule d'autres causes économiques agissent en même temps qu'elles. En ce qui concerne le blé, on peut citer la sécheresse ou la gelée, par exemple. S'il arrive qu'une de ces causes vienne à se manifester, le droit agira comme « levier » pour accélérer la hausse du prix, et plus tard, quand le prix aura une tendance à baisser, il fera l'office de « frein » pour l'empêcher de descendre immédiatement.

Un droit de 2 s. par quarter représente une augmentation d'un *farthing* par pain de quatre livres. On dit que les boulangers ne tiendront pas compte de cette différence. Admettons que ce soit vrai; mais le jour où par suite de l'une ou de l'autre cause, le prix du blé aura augmenté de 2 s. par quarter, le boulanger aura à payer 4 s. de plus qu'auparavant, ce qui fera un demi-penny par pain. Ce jour-là, il haus-

sera son prix d'autant, mais il ne l'abaissera pas de sitôt (1).

LES INTERMÉDIAIRES

Puis, il faut tenir compte des courtiers et intermédiaires qui sont des gens fort astucieux. Ils sont fort lents à laisser filtrer les avantages d'une réduction jusqu'au consommateur et fort empressés à lui imposer la charge d'une augmentation de taxe. Lors de la discussion d'une proposition de réduction des droits sur le thé à concurrence de deux pence la livre, un membre de la Chambre des Communes, qui appartient au commerce des denrées coloniales, se leva, et déclara que si l'on était disposé à supprimer complètement le droit, c'était fort bien; mais que si l'on se contentait de le réduire de deux pence, il pouvait garantir que le consommateur n'en tirerait aucun profit. Ce gentleman connaissait son monde (2).

---

(1) Lord Goschen à Liverpool, 6 novembre 1903.

(2) Sir Michael Hicks-Beach à Manchester, 5 novembre 1903.

EXEMPLE TIRÉ DE L'INDUSTRIE DES TÔLES FINES

L'industrie des tôles fines, dont il a déjà été question, nous offre un autre exemple du fait que le consommateur paie le montant des droits d'entrée.

En 1890, les Etats-Unis imposèrent un droit de 10 £ 2 s. 5 d. à la tonne sur les tôles fines, ce qui augmentait le prix de 80 p. c. En 1894, le droit fut réduit à 5 £ 10 s. En 1897, le droit fut élevé à 6 £ 18 s. Les chiffres qui suivent montrent la relation intime qui existe entre le montant des droits et le prix de la marchandise.

En 1892-93, le prix était, en Angleterre, de 13 £ 4 s. 6 d. à New-York; il était de 23 £ 6 s. 8 d., soit 10 £ 2 s. 2 d. en plus; or, le droit était de 10 £ 2 s. 6 d.; le consommateur américain payait donc l'entièreté du droit.

En 1895-96, le prix était, en Angleterre, de 11 £ 1 s. 6 d., et à New-York, de 16 £ 12 s. 6 d. La différence en plus aux Etats-Unis était donc 5 £ 11 s.; or, comme le droit était de 5 £ 10 s., on voit qu'il correspondait parfaitement à cette différence.

En 1898-1900, le prix était, en Angleterre, de 12 £ 5 s. et à New-York, de 19 £ 4 s 6 d., soit une différence de 6 £ 19 s. 6 d. en plus à New-York. Or, cette différence correspond exactement au montant du droit qui est de 6 £ 19 s. 6 d.

Les profits énormes qui résultaient de l'imposition de ces droits d'entrée a donné à l'industrie des tôles fines, aux Etats-Unis, une impulsion considérable. Bientôt la production dépassa les besoins de la consommation, et les prix seraient tombés, sans l'intervention du trust des tôles fines. En 1892, les industriels s'entendirent pour créer un monopole puissant, comme on peut en former sous le système protectionniste. Ils parvinrent ainsi à maintenir les prix anglais, augmentés des droits. En 1892, 386,000 tonnes de tôles fines furent fabriquées aux Etats-Unis, de sorte que, au cours de l'année dernière, les Américains payèrent deux millions et demi de livres sterling de plus pour leurs tôles fines que s'ils avaient pu les acheter aux prix de l'Angleterre. On voit comment les Américains deviennent millionnaires. Mais nous ne nous sentons aucune envie de favoriser

l'établissement du système des trusts dans notre pays (1-2).

LE PAIN CHER ET LE PAIN BON MARCHÉ

Toute politique qui tend à renchérir les produits, surtout les denrées alimentaires, doit être résolument combattue. Le programme de M. Chamberlain est celui du pain cher. Les ouvriers doivent s'y opposer avec énergie. Ils l'ont, d'ailleurs, condamné dans les Congrès de leurs trades-unions. Ils ne peuvent qu'y perdre.

---

(1) Lord Goschen à Liverpool, 5 novembre 1903.

(2) L'*Indian Tea Association* et la *Ceylon Association*, toutes deux de Londres, ont envoyé un mémoire au Chancelier de l'Echiquier, concernant les droits d'entrée sur le thé. Il y est dit que l'augmentation de la consommation du thé a été, pendant les 16 années antérieures à 1900, de 4 ½ livres par an, mais que, depuis cette dernière date, la consommation est restée stationnaire. Les chiffres sont les suivants : 1901, 255,873,082 livres; 1902, 254,440,188 livres; 1903, 255,365,953 livres. L'augmentation résultant de l'accroissement de la population au cours de ces trois années, aurait dû être de 3 ¾ millions de livres. Il est donc évident que les Anglais consomment moins de thé, par tête d'habitant, qu'auparavant; et il n'est pas douteux que ce résultat soit attribuable dans une large mesure à l'imposition d'un droit de 6 d. par livre.

Notre commerce d'exportation n'occupe que 16 p. c. des ouvriers employés dans notre pays. Une fraction seulement de nos exportations se dirige vers les colonies. Si on évalue cette dernière par rapport à l'entièreté de notre activité, on constate que l'on propose d'imposer la nourriture des 97 p. c. de la population ouvrière, dans le but d'en favoriser les 3 p. c. restants (1).

CHERTÉ DE LA VIE DANS LES PAYS PROTECTIONNISTES

Il est incontestable que la vie est plus chère dans les pays protectionnistes. Prenons, par exemple, les Etats-Unis. Il résulte des travaux du Bureau de statistique des Etats-Unis, que les importations de ce pays se sont élevées, en 1902, à 67 millions £ et que les droits perçus sur ces objets ont atteint le chiffre de 25 millions £. Cette somme ne représente naturellement pas toute l'augmentation des prix, car l'effet des droits d'entrée est de faire hausser le prix des produits similaires du pays. On peut donc dire

(1) Lord G. Hamilton à la Chambre des Communes, 9 février 1904.

que chaque fois que les Etats-Unis importent pour 70 millions £ de marchandises, les consommateurs doivent débourser 120 millions £. La différence, ou 50 millions £, profite, pour la plus grande partie, aux producteurs (1).

La comparaison des prix des aliments avant et après l'établissement des droits d'entrée dans la nouvelle Galles du Sud, nous donne une autre preuve du renchérissement qui résulte du protectionnisme. En 1899, sous le régime du libre-échange, les prix étaient : viande de bœuf, 3 d.; fromage, 6 d.; mouton, 1 ½ d. la livre; farine, 10 s. 3 d. les 100 livres. Sous le régime protectionniste, les prix se sont élevés respectivement à 5 d., 8 d., 4 d. et 13 d. Le prix des vêtements a augmenté également de 25 à 40 p. c. (2).

On peut dire que les deux piliers de notre gigantesque commerce sont la nourriture à bon marché et l'argent à bon marché (3).

---

(1) M. Morley à Dumfries, 19 novembre 1903.

(2) Sir J. Dickson-Poynder à la Chambre des Communes, 10 février 1904.

(3) Lord G. Hamilton à la Chambre des Communes, 9 février 1904. L'orateur a ajouté que, pour la première fois, l'argent avait été, par suite de la guerre, plus cher, pendant deux ans, à Londres qu'à Paris ou à Berlin.

LA MISÈRE EN ANGLETERRE A L'ÉPOQUE DU PROTECTIONNISME

Nous n'avons pas encore tous oublié la triste situation du pays au temps où régnait le protectionnisme. La misère, à cette époque, était affreuse. L'activité du pays était paralysée et les ouvriers ne pouvaient s'acheter du pain à cause des droits énormes dont l'importation du blé était frappée. M. Chamberlain semble mettre en doute ce triste état de choses. Un document de l'époque nous donne un résumé de la situation du pays sous le régime protectionniste. C'est une résolution de la *Court of Common Council,* dont on ne contestera pas la capacité en matière commerciale. Elle faisait le tableau suivant de la situation de l'Angleterre en 1842, époque à laquelle le protectionnisme

---

Sir E. Vincent (Chambre des Communes, 12 février 1904) dit que l'excédent des importations ne peut pas être cause de la cherté de l'argent, comme M. Chamberlain l'avait insinué dans son discours au Guildhall. Pendant les vingt dernières années, les importations de l'Angleterre ont dépassé les exportations de près de 3000 millions £, et, malgré cela, l'argent a été moins cher en Angleterre que dans n'importe quel autre pays, antérieurement à la guerre.

florissait dans notre pays : « La dépression continue et grandissante des affaires industrielles, commerciales et agricoles du pays, ainsi que la misère des classes laborieuses qui s'accentue de plus en plus, sont des sujets d'alarme des plus graves : les industriels manquent de débouchés; la marine ne trouve pas de fret; les capitaux restent sans emploi; le commerce est sans profit; les fermiers se débattent sous un système de loyers écrasants; les lois sur le blé restreignent l'importation des denrées alimentaires et poussent un peuple affamé à considérer les lois avec un profond sentiment de leur injustice. C'est pour ces raisons que la Cour fait un appel pressant au Premier Ministre, afin qu'il mette à exécution la déclaration qu'il a faite en faveur du libre-échange, en proposant, dans le plus bref délai, des mesures de nature à assurer au pays des approvisionnements de blé absolument libres, à fournir du travail à la population et à mettre fin, d'une manière efficace, à l'état de dépression et de misère qui existe dans une trop large mesure pour être conciliable avec la sécurité et le maintien de nos institutions sociales et politiques ».

On ne peut nier que le changement qui s'est produit dans notre situation économique depuis 1846 ait été bienfaisant. Et ce ne peut pas non plus être une circonstance purement fortuite que le principal pays libre-échangiste d'Europe ait échappé à toute convulsion politique depuis l'abrogation des lois sur le blé (1), ainsi qu'aux menées des partis subversifs.

LES PRÉTENDUS DÉGRÈVEMENTS

En compensation des droits, imposés sur les denrées alimentaires, M. Chamberlain propose de réduire les droits sur le thé et le sucre de 7,500,000 £. Il n'a pas le droit de raisonner ainsi. Les taxes sur le thé et le sucre ne font pas partie de l'organisation fiscale permanente du pays. Ce sont des droits temporaires, qui ont été créés à l'époque de la guerre de l'Afrique du Sud, pour faire face aux dépenses de celles-ci, et qui doivent être rappelés aussitôt que possible. Le chancelier de l'Echiquier est tenu de les réduire en faisant des économies, et non en

(1) M. Morley à la Chambre des Communes, 8 février 1904.

exigeant de nouvelles taxes sur le blé ou la viande.

Ensuite, qui admettra qu'il soit possible de compenser les droits sur les denrées par l'abrogation des droits sur le thé et le sucre? Ces deux derniers articles n'ont pas le caractère d'impérieuse nécessité du pain ou de la viande. On peut à la rigueur se passer de thé et de sucre, mais pas de pain.

ON NE PEUT ÉTABLIR DE TAXES QUE DANS L'INTÉRÊT DU TRÉSOR

Un des principes fondamentaux du libre-échange proclame que l'on ne peut établir de taxes que dans l'intérêt du trésor. Toute taxe qui n'a pas ce caractère est un droit créé en faveur d'une classe privilégiée. Ainsi, il existe en Angleterre un droit d'entrée de 10 s. 6 p. par gallon sur l'alcool. Mais on a eu soin d'imposer en même temps un droit d'accise du même import sur l'alcool fabriqué dans le pays. Si demain on supprimait le droit d'accise, le prix de l'alcool ne diminuerait pas d'un centime, mais les producteurs indigènes mettraient la différence en poche.

Le protectionnisme n'est qu'une forme de l'égoïsme. Le libre-échange est le système le plus favorable à la communauté en général. Il a été établi en Angleterre, non comme on l'a prétendu, dans l'espoir que les autres nations suivraient cet exemple, mais dans notre propre intérêt, comme le déclarait Sir Robert Peel (1).

LES DROITS PROTECTEURS ONT UNE TENDANCE A AUGMENTER

Les droits protecteurs ont une tendance naturelle à augmenter. Aussitôt qu'une industrie éprouve un malaise, elle réclame une élévation des droits d'entrée. On ne peut non plus se borner à imposer un certain nombre d'articles. Les producteurs des produits non protégés exigeront que la faveur soit étendue à leurs industries. A l'époque des élections, des engagements seront pris à cet effet par les candidats, et le gouvernement ne saura pas résister.

On dit parfois : « Les taxes que l'on propose d'établir sont minimes. Essayons toujours ». On ne peut suivre ce conseil, parce qu'à l'abri de

(1) Sir Henry Fowler à Glasgow, 12 octobre 1903.

ces droits il se crée des groupements d'intérêts puissants qu'il n'est plus possible de supprimer dans la suite. L'exemple des Etats-Unis, et des intrigues dont le parlement de ce pays est le théâtre, sont là pour en nous convaincre.

LES CLASSES SOCIALES QUI SOUFFRIRAIENT LE PLUS DU PROTECTIONNISME

La nouvelle politique, en produisant le renchérissement de tous les objets, serait particulièrement préjudiciable aux gens vivant d'un revenu fixe, tels que les fonctionnaires et employés, le clergé, les enfants mineurs, ainsi qu'un grand nombre de salariés et de petits marchands. Pour toutes ces personnes, il n'y aurait que des charges. Elles ne pourraient pas même se bercer de la vague consolation de voir s'élever leurs salaires sous le régime protectionniste, comme M. Chamberlain le promet, en dépit des faits contraires aux ouvriers (1).

Les classes pauvres souffrent plus des droits d'entrée que les riches. Les meilleures qualités

(1) Lord Rosebery à South London, 25 novembre 1903.

de marchandises entrent malgré les taxes. Elles sont achetées par des gens fortunés qui veulent les avoir à tout prix. Les qualités inférieures, celles qui sont destinées aux pauvres, sont arrêtées. Il en résulte que les producteurs indigènes de ce genre de marchandises peuvent en augmenter le prix dans une proportion plus forte que pour les objets de qualité supérieure.

NOUS NE SERIONS PLUS MAÎTRES DE NOTRE RÉGIME DOUANIER

En établissant un droit sur les denrées alimentaires, nous ne serions plus maîtres de notre régime douanier. Quel que fût le désir de la population de le voir supprimer dans la suite, le gouvernement serait dans l'impossibilité de l'abroger sans le consentement des colonies (1).

LE PROGRAMME DE M. CHAMBERLAIN ET LES PRODUCTEURS

M. Chamberlain prétend qu'il faut préférer les intérêts du producteur à ceux du consom-

(1) Sir H. Fowler à Wolverhampton, 12 janvier 1904.

mateur. Mais est-il donc si sûr que sa politique protège le producteur? Considérez, par exemple, le fer et le cuir. Ce sont des produits manufacturés, mais ne représentant que peu de main-d'œuvre. Un faible droit sera donc imposé sur leur importation. Mais ce droit ne sera-t-il pas regardé comme une lourde charge par tous les industriels qui fabriquent des objets divers à l'aide de ce fer ou de ce cuir, et pourront-ils encore soutenir la concurrence étrangère? N'oublions, du reste, pas que, dans la plupart des cas, les produits achevés d'une industrie ne sont que la matière première d'une autre industrie.

Un droit imposé sur l'importation des machines entravera considérablement les exportations de coton, qui sont un des principaux éléments de notre commerce extérieur. Nous exportons pour 70 millions £ de cotonnades par an. C'est grâce au libre-échange que nous sommes à même de faire le commerce avec les marchés neutres. Les industriels des Etats-Unis ou de France ne peuvent songer à y envoyer leurs cotons ou d'autres objets, parce que le coût de production est trop élevé dans ces pays. Si nous renonçons à l'avantage dont nous

jouissons à présent, nous perdrons les marchés neutres (1).

COMMENT M. GLADSTONE FOURNISSAIT DU TRAVAIL AUX OUVRIERS

M. Chamberlain invoque l'autorité de M. Gladstone qui, en 1860, disait qu'il était plus important pour les classes ouvrières d'avoir du travail que du pain à bon marché. Mais M. Gladstone faisait tout le contraire de ce que voudrait faire M. Chamberlain. Il dégrevait le plus d'objets possible; il concluait avec la France le traité Cobden et réduisait de 469 à 48 les articles soumis aux droits d'entrée. Il disait que l'amélioration de la situation des classes ouvrières, depuis l'abrogation des lois sur le blé, n'était peut-être pas due autant au bon marché du pain qu'au fait que le Parlement s'était appliqué à délivrer le commerce de ses entraves, ouvrant ainsi aux travailleurs le champ d'activité le plus vaste et leur procurant les salaires les plus élevés.

M. Gladstone avait pour but de fournir du

(1) Sir M. Hicks Beach à Manchester, 5 nov. 1903.

travail aux ouvriers. M. Chamberlain revendique le même objet. Qui des deux a raison? L'énorme prospérité que le pays a acquise depuis 1860 témoigne sans conteste en faveur de la politique de M. Gladstone. Elle a produit des fruits que tout le monde peut contempler. En regard de ceux-ci, la proposition de M. Chamberlain représente l'inconnu et l'incertain. C'est un saut dans le vide (1).

LES PAYS PROTECTIONNISTES N'ÉCHAPPENT PAS AUX CRISES

Il existe certainement un malaise dans le pays, mais la faute en est-elle au libre-échange? Les pays protectionnistes connaissent les crises mieux que nous. En 1902, un mémoire fut présenté par une des grandes organisations industrielles de l'Allemagne sur l'état du marché, et nous y lisons que : « Depuis deux ans et demi, toute la vie économique de l'Allemagne se trouve dans une situation qui présente tous les caractères d'une crise. Malgré l'énorme commerce d'exportation qui se fait sous la

(1) Sir Michael Hicks-Beach à Manchester, 5 novembre 1903.

protection des traités de commerce en vigueur, l'industrie allemande souffre vivement du manque de commandes dans sa branche la plus productive. L'insuffisance du travail est considérable et il en résulte une réduction dans les salaires. L'esprit d'entreprise s'éteint. On n'acquiert plus guère de nouvel outillage et l'on n'étend plus les entreprises existantes. Enfin, les efforts que font les employeurs pour maintenir leurs établissements en marche, ont eu pour résultat, surtout en ce qui concerne les industries syndiquées, de déterminer l'exportation d'une grande partie de leur production à des prix d'une modicité sans précédent. Mais si ce procédé était appelé à durer longtemps encore, il causerait à la situation économique de l'Allemagne le plus grave dommage ».

LE « DUMPING »

Cette façon d'agir n'est pas sans profit pour nous. Nous en bénéficions à un double point de vue : d'abord comme consommateurs et ensuite comme producteurs, en ce qui concerne les objets utilisés par nos industries de transformation.

Nous avons déjà cité l'énorme avantage que les constructeurs de navires anglais retirent des ventes de plaques d'acier à prix réduits des Allemands. Ils vendent à ceux-ci des navires construits avec leurs propres plaques. On peut mentionner d'autres cas, où le « dumping » est pour nous une occasion de bénéfices. Ainsi, dernièrement, un grand industriel d'Ecosse disait qu'il avait reçu de New-York, une forte commande de tubes en acier. Il n'aurait pu l'accepter s'il avait dû acheter de l'acier en Angleterre ou en Ecosse. Il essaya de se le procurer en Allemagne ou en Suède, mais ne put trouver de prix assez avantageux. Il s'adressa alors en Amérique même. Et il finit par recevoir de New-York l'acier qu'il renvoya dans cette ville sous forme de tubes (1).

Le « déversement » de l'acier allemand nous permet de vendre des machines à meilleur compte que l'Allemagne. C'est grâce à ce fait que nous avons pu obtenir, comme le constate un rapport consulaire, l'adjudication pour la

(1) Sir H. Fowler à la Chambre des Communes, 9 février 1904.

construction de l'usine à gaz de Copenhagen (1).

Le protectionnisme n'est du reste pas une garantie contre l'envahissement d'un marché. Malgré ses droits d'entrée, le Canada est inondé du surplus de la production américaine, vendu à vil prix (2).

QU'ARRIVERA-T-IL SI NOUS METTONS FIN AU « DUMPING » ?

Si nous défendons aux étrangers de « déverser » le surplus de leur production chez nous, qu'arrivera-t-il ? Ils ne vont naturellement pas le jeter à la mer. Ils l'enverront sur les marchés qui sont nos clients, et nous aurons à en subir la concurrence. Mais dans quelles conditions ? Supposez que les États-Unis nous offrent pour 50 £ ce qui leur coûte 100 £ à produire. Si nous n'en voulons pas, ils iront l'offrir ailleurs pour le même prix, et ils le feront avec d'autant plus de succès que nous ne pourrons pas le fournir à

(1) M. Bonfils à la Chambre des Communes, 10 février 1904.

(2) Sir E. Grey, Chambre des Communes, 10 février 1904.

moins de 100 £. On peut donc dire que chaque fois que nous refusons pour 90 £ de produits vendus au-dessous du prix, nous subissons une perte de 100 £ dans nos exportations.

Il est certain que les pays qui pratiquent ce système subiraient de grande pertes s'ils devaient continuer à nous fournir des produits à vil prix. Aussi, ne faut-il pas trop s'effrayer de ces trusts, dont les fondations sont peu résistantes, et qui sont regardés avec hostilité et défiance dans leurs propres pays.

L'INDUSTRIE EST MOINS STABLE DANS LES PAYS PROTECTIONNISTES

Les bases de l'industrie sont moins fermes dans les pays protectionnistes que dans les autres. L'existence de l'industrie des tôles fines aux Etats-Unis, par exemple, dépend d'un vote du Parlement. Si, lors d'une élection générale, la majorité se prononçait contre le parti qui les soutient, toute cette industrie s'effondrerait. Nous ne voulons pas que l'industrie anglaise repose sur des fondements aussi fragiles. Nous préférons un développement moins rapide, mais plus sûr.

Les maux que causent les trusts sont connus dans les pays où ils sévissent. Les consommateurs se plaignent, et il s'est formé, aux Etats-Unis comme en Allemagne, un mouvement en faveur de l'abaissement des droits (1).

Les trusts sont les enfants du protectionnisme. Ils n'auraient pu prendre les dimensions qu'ils ont acquises dans certains pays et écorcher les consommateurs comme ils le font, si la concurrence étrangère avait pu passer par-dessus les barrières douanières qui les protègent (2).

---

(1) M. Mosely (lettre au *Times*, 23 décembre 1903), qui a fait récemment un voyage aux États-Unis, pour étudier l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement, dit qu'en Amérique le protectionnisme est une question qu'on ne discute plus. On se demande seulement si l'on ne se taxe pas trop soi-même en ce qui concerne certains articles : et une certaine partie de la population est désireuse d'abaisser les droits sur des objets déterminés. L'opinion des hommes d'affaires aux États-Unis est que l'Angleterre a raison d'imposer des droits d'entrée sur les produits étrangers. « Pourquoi ne l'a-t-elle pas déjà fait ? » disent-ils. C'est aussi l'avis du professeur Gray, qui a été chargé par le gouvernement des États-Unis, il y a deux ans, de faire une enquête sur la question ouvrière en Angleterre, et dont le rapport sera publié bientôt par le Bureau du Travail, de Washington.

(2) Lord Goschen à Liverpool, 6 novembre 1903.

LES PRÉTENDUS BÉNÉFICES DU PROTECTIONNISME

M. Chamberlain estime à 90 millions £, les produits manufacturés que nous achetons à l'étranger, et que nous pourrions fabriquer nous-mêmes. Sur ce chiffre, 45 millions seraient distribués en salaires et feraient vivre 330,000 personnes à 30 s. par semaine.

Tout d'abord, si ces 90 millions £ d'objets étaient manufacturés dans le pays, comment le trésor toucherait-il les neuf millions de droits d'entrée (10 p. c.) que M. Chamberlain lui promet?

Ensuite, où irait-il chercher les ouvriers capables de fabriquer ces produits manufacturés? Tout le monde sait qu'il y a toujours un certain pourcentage de chômeurs; mais le nombre n'en est pas si considérable qu'il puisse justifier le bouleversement de notre politique douanière. Il y a aussi des gens inoccupés en dehors des industries. Mais ceux-là constituent la classe des miséreux *(paupers)* et se recrutent parmi les incapables, les imprévoyants et les infirmes. On ne rencontre pas de gens, aptes au point de vue physique, parmi ceux qui sont assistés par la charité publique.

Il n'est d'ailleurs pas exact de dire que nous pourrions fabriquer ces 90 millions £ d'objets aussi bien que l'étranger. Tout d'abord, il y a un certain nombre d'objets que d'autres pays peuvent faire mieux et moins cher que nous, et un des grands avantages du libre-échange consiste précisément à laisser fabriquer ces produits par les autres, et à nous appliquer, de notre côté, à la production de ceux pour lesquels nous avons une aptitude spéciale. Ensuite, un grand nombre des objets que l'on désigne sous le nom de produits manufacturés ne sont que des produits semi-ouvrés. Ils sont importés dans notre pays pour y subir de nouvelles transformations. Tels sont les cuirs et la fonte. On sait aussi que dans les stades supérieurs de la fabrication des produits, les salaires sont plus élevés que dans les opérations premières et rudimentaires.

LE PROTECTIONNISME PROCURE-T-IL DU TRAVAIL AUX OUVRIERS?

Est-il vrai, comme l'affirme M. Chamberlain, que le protectionnisme est un moyen de donner du travail aux ouvriers et de réduire le nombre

des chômeurs? Le spectacle des pays protectionnistes ne semble pas l'établir. L'industrie du fer emploie à Berlin et dans les environs, à peu près 72,000 ouvriers, dont la plus grande partie travaillent à journées réduites. En comparant la situation actuelle à celle d'octobre 1900, on constate que 18 à 19,000 ouvriers de moins sont occupés. A Magdebourg, la plupart des 15,000 ouvriers du fer travaillent également à petites journées, et, en janvier 1903, le nombre des chômeurs était de 2000. Toutes les villes industrielles présentent le même spectacle. A Barmen et à Elberfeld, 1800 ouvriers sur 4000 travaillaient à demi-temps, tandis que 400 à 500 chômaient (1).

Il en est de même aux Etats-Unis, l'autre pays auquel on reproche d'inonder nos marchés de ses produits. Pas plus là qu'en Allemagne, le protectionnisme n'a fourni plus de travail aux ouvriers. Au commencement de novembre 1903, 60,000 ouvriers ont été renvoyés, en Amérique, et les salaires ont été réduits de 25 pour cent (2). M. Carnegie reconnaît que la majorité des

---

(1) Lord Goschen à Queen's Hall, Londres, 23 novembre 1903.

(2) M. Asquith à Cornwall, 26 novembre 1903.

grandes entreprises industrielles des Etats-Unis ont, à un moment de leur carrière, passé par les mains des curateurs, ou été mises en gage ou vendues publiquement à grande perte pour leurs premiers propriétaires.

Enfin, en France, la courbe des chômeurs est plus irrégulière et accuse un degré de chômage plus intense que la courbe correspondante en Angleterre.

COMMENT LES DROITS SUR LES PRODUITS MANUFACTURÉS SERONT-ILS APPLIQUÉS?

Comment les droits sur les produits manufacturés seront-ils appliqués? Quelle ligne de démarcation tracera-t-on entre les matières premières et les produits manufacturés? Qui décidera à quel stade le fer cesse d'être matière première et devient produit manufacturé? Et comment les colonies accueilleront-elles un tarif censément fait en leur faveur, mais qui refuse tout avantage au bois du Canada ou à la laine d'Australie?

Ensuite, M. Chamberlain évalue les droits d'entrée sur les produits manufacturés à 10 p. c. en moyenne. Il y a donc des produits qui

pourront être frappés de 15, 20 ou 25 p. c. de droits, tandis que d'autres ne seront pas imposés ou le seront seulement de 4 ou 5 p. c.? M. Chamberlain ne s'explique pas sur ce point.

CES DROITS SERONT-ILS APPLICABLES AUX IMPORTATIONS DES COLONIES?

Il ne dit pas non plus si les droits sur les produits manufacturés seront applicables aux colonies. La question est fort importante. Le Canada nous envoie déjà plus de fonte que tous les pays du continent ensemble (1). Il commence par nous expédier un produit semi-ouvré, mais finira par nous inonder de produits achevés. Quelles mesures M. Chamberlain compte-t-il prendre contre l'envahisseur colonial *(colonial dumper)*?

---

(1) M. Mc Laren *(Times,* 2 décembre 1903) cite des chiffres, extraits du *Blue Book,* établissant qu'en 1901 et 1902, le Canada a importé en Angleterre 103,202 tonnes de fonte en gueuses, tandis que l'Allemagne, la Hollande et la Belgique ensemble n'en ont importé que 78,615 tonnes, et les Etats-Unis 45,973 tonnes seulement. Et ce qui est particulièrement grave dans le cas du Canada, c'est que cette colonie alloue une prime d'exportation de 11 à 12 s. par tonne.

Un industriel qui fait beaucoup d'affaires en Orient, a déclaré qu'il n'achetait plus autant de matières premières en Angleterre qu'auparavant. Questionné à ce sujet par ses fournisseurs habituels, il leur a répondu qu'il ne se procurait ces matières ni en Allemagne, ni aux Etats-Unis, mais au Canada (1).

L'AGRICULTURE EN ANGLETERRE

Les propositions de M. Chamberlain paraissent plaire aux agriculteurs. Les Chambres d'agriculture les soutiennent de toutes leurs forces. Quel profit peuvent-elles pourtant en attendre? Le but de M. Chamberlain est d'encourager la culture du blé dans les vastes plaines du Nouveau-Monde. Il semblerait que l'intérêt des cultivateurs anglais dût être tout l'opposé. Ils vont se susciter une concurrence redoutable dans toutes les colonies, et, en outre, se condamner à payer plus cher pour la nourriture de leur bétail et pour leurs machines agricoles.

---

(1) Sir H. Fowler à la Chambre des Communes, 9 février 1904.

Cela n'est pas peu de chose, puisque M. Balfour lui-même a reconnu que la taxe de 1 s. par quarter sur le blé retombait pour plus d'un cinquième sur les fourrages; quant à la valeur des machines américaines, dont les cultivateurs font usage, il serait bien difficile de l'estimer.

Il est vrai qu'ils bénéficieront par contre du droit d'entrée de 2 s. sur le blé. Mais cela suffira-t-il pour les dédommager? Sir Robert Giffen, qui fait autorité en matière de statistique, affirme qu'il faudrait au moins un droit de 5 s. pour donner un encouragement sérieux à l'agriculture nationale (1). Le major Yerburgh M. P., qui possède de grands intérêts dans l'agriculture, prétend qu'il faut un droit de 10 s. au moins. D'autres sont du même avis. Enfin, M. Chaplin, le chef des agriculteurs, déclare qu'il est impossible de rendre à l'agriculture son ancienne prospérité, si on ne porte pas les droits d'entrée à 20 ou 25 s. le quarter (2).

---

(1) *The Nineteenth Century*, juillet 1903.

(2) M. Chaplin (Ipswich, 18 décembre 1903) a déclaré qu'il n'avait jamais réclamé des droits aussi élevés. Il ne voterait, d'ailleurs, jamais une taxe de 25 sh.

Les cultivateurs croient-ils qu'ils arriveront jamais à obtenir des concessions aussi étendues? Qu'ils se rappellent l'impopularité du droit d'un shilling par quarter! Le gouvernement a d'ailleurs été forcé de le rapporter. Les agriculteurs se préparent des désillusions (1). Au surplus, ils ne doivent pas perdre de vue qu'ils auront toujours à lutter contre le blé des colonies, qui entrera librement en Angleterre.

La concurrence sera la même, qu'elle se fasse contre le blé des Etats-Unis ou contre celui du Canada ou de l'Australie.

L'EFFET DES DROITS SUR L'AGRICULTURE AUX COLONIES

Les colonies se préparent, du reste, à profiter du régime de faveur. « De vastes terrains,

(1) Lord Rosebery à Edinburgh, 12 décembre 1903. Le même jour, au deuxième meeting *(Overflow meeting)* tenu à Synod Hall, où il s'adressait surtout aux ouvriers et trade-unionistes, donc à des consommateurs, lord Rosebery disait qu'il fallait s'attendre à voir augmenter les droits sur le blé en Angleterre, comme cela s'est produit en France et en Allemagne. Ses adversaires n'ont naturellement pas manqué de lui reprocher cette contradiction.

disait le premier ministre de l'Australie, devront être consacrés à la culture du blé et d'autres produits, afin de tirer profit de l'offre de M. Chamberlain ».

Au Canada, l'effet de la préférence sera plus sérieux encore. On peut en juger par la lecture d'un rapport rédigé par un commissaire envoyé par les Etats-Unis au Canada. « L'expérience a démontré, dit-il, que les céréales et surtout le blé croissent aussi sûrement dans cette contrée que dans toute autre partie du continent américain, tandis que le coût de production est aussi bas, et la récolte aussi grande qu'ailleurs. La production moyenne a été, pendant les 20 dernières années, de plus de 19 bushels par acre. La superficie propre à la culture du froment comprend plus de 350 millions d'acres, et l'on peut dire en confiance, que 250 en sont d'une fertilité incomparable. Moins de 2 p. c. de cette énorme étendue est actuellement exploitée. En prenant pour base la production moyenne des vingt dernières années, on peut dire que la récolte de la région tributaire du Winnipeg dépasserait les besoins de la consommation annuelle du monde. »

CAUSES DU DÉCLIN DE L'AGRICULTURE ANGLAISE

L'agriculture anglaise a été florissante jusque vers 1875-77. Ce n'est pas le libre-échange qui lui a fait du tort; ce sont les facilités et le bon marché des transports, qui ont permis d'amener le blé des régions neuves de l'Amérique. La meilleure politique est de laisser les choses suivre leur cours (1). Dans l'avenir, les Etats-Unis, dont la population augmente constamment, auront besoin de leur blé pour leur propre consommation. Alors viendra le tour du Canada et de l'Australie, d'être les fournisseurs de blé de l'Empire (2).

---

(1) Lord Rosebery à Edinburgh, 12 décembre 1903.

(2) M. Wallace, professeur d'agriculture à l'Université d'Edinburgh, fait remarquer (*Times*, 15 décembre 1903) qu'outre l'Amérique du Nord et l'Australie, l'Uruguay et la République Argentine renferment des millions d'acres de terres propres à la culture du blé et au pacage. Il est donc insensé de prédire la raréfaction ou le renchérissement des céréales. Mais ces faits amènent M. Wallace à conclure qu'il faudra, tôt ou tard, se résoudre à protéger l'agriculture nationale.

L'EXODE DES OUVRIERS AGRICOLES

On déplore l'exode des ouvriers de la campagne vers les centres industriels. On s'est toujours plaint de cet état de choses. Au XVIIe siècle déjà, on le faisait. Pour y mettre fin, un droit aussi faible que celui que M. Chamberlain propose d'établir, ne suffirait pas. Et, d'autre part, si on encourage le Canada à mettre en valeur ses terres incultes, il fera appel à la main-d'œuvre étrangère, et l'émigration des ouvriers agricoles recevra une nouvelle impulsion. On s'expose aussi à stimuler au Canada l'immigration américaine, qui a déjà pris des proportions considérables. Alors qu'en 1897, il n'y avait que 712 fermiers américains qui avaient franchi la frontière, on en comptait déjà plus de 40,000 pour les huit premiers mois de l'année 1903. Ce flot d'immigrants de nationalité américaine aura-t-il pour résultat de rattacher davantage le Canada à la mère-patrie?

NOS APPROVISIONNEMENTS EN TEMPS DE CRISE OU DE GUERRE

On a prétendu qu'il fallait encourager la culture du blé au Canada, afin de prévoir le danger d'être éventuellement affamés par une des grandes nations qui nous approvisionnent actuellement. Cette crainte est chimérique. On perd de vue qu'il existe des marchés du monde. Supposez qu'une contrée refuse de nous envoyer du blé : les prix monteraient aussitôt dans notre pays. Et vous verriez alors les autres pays, qui nous fournissent cette denrée, nous en expédier davantage. Quant à la nation qui voudrait nous affamer, elle enverrait son blé dans les mêmes pays d'où nous tirerions nos approvisionnements.

On dit encore que nous devrions pouvoir compter, en temps de guerre, sur nos colonies, pour nos besoins en blé. Supposons un cas de guerre où les Etats-Unis nous seraient hostiles. Il ne nous serait guère utile alors de tirer notre blé du Canada, car une grande partie de notre marine serait absorbée par la nécessité de protéger les envois. Si, d'autre part, les Etats-Unis étaient neutres, nous aurions grand avantage

de pouvoir nous servir de leurs navires pour transporter le blé dont nous avons besoin et de disposer entièrement de notre flotte.

LA PRÉTENDUE DISSOLUTION DE L'EMPIRE

M. Chamberlain prétend que si nous n'accordons pas de droits différentiels aux colonies, nous devons nous attendre à la dissolution de l'Empire. C'est une hypothèse toute gratuite. « C'est une calomnie à l'adresse des colonies et une injure à l'égard de l'Empire. » Il n'est pas à craindre que les colonies fassent des traités particuliers avec d'autres pays, si nous leur refusons une préférence, parce que tant que nous resterons une nation libre-échangiste, nous leur offrirons un marché plus avantageux que n'importe quelle autre nation. Les libre-échangistes ne demandent qu'à voir le commerce colonial prendre de l'extension; mais ils ne croient pas qu'il soit utile de faire de la mère-patrie et de ses colonies, un empire fermé, qu'aucune relation commerciale ne relierait au reste du monde.

Les colonies n'ont aucun grief contre la métropole. Elles jouissent de la libre entrée de

nos marchés et d'une autonomie fiscale absolue. Il est vrai que le Canada a accordé une réduction de droits à l'Angleterre. Mais il l'a fait en reconnaissance de la liberté que ses produits trouvent sur nos marchés, et non donnant, donnant. M. Wilfrid Laurier, premier ministre du Canada, l'a déclaré. M. Reid, le chef de l'opposition en Australie, a dit, de son côté, qu'il n'entendait pas demander de compensations pour la préférence que cette colonie accorderait à l'Angleterre. Il reconnaît que l'Angleterre a rendu aux colonies d'inappréciables services, et qu'elle est le grand marché pour l'écoulement de leurs produits.

On ne doit pas non plus perdre de vue les services que nous rendons aux colonies, en prenant à notre charge les frais de la défense de l'Empire. L'armée et la marine ont coûté à l'Angleterre, en 1903, près de 69 millions £. Cela fait 1 £ 12 s. 6 p. par tête d'habitant, ou 8 £ 2 s. 6 p. pour une famille de cinq personnes. La charge est, en Australie, de 5 s. par tête ou 1 £ 5 s. par famille, et, au Canada, de 1 s. 6 p. par tête ou 7 s. 6 p. par famille.

Ensuite, tout notre service diplomatique et consulaire est au service des colonies. Elles

jouissent aussi de notre crédit. L'Angleterre a placé 825 millions £ en emprunts et chemins de fer aux colonies et dans l'Inde, à un taux d'intérêt qui ne diffère pas beaucoup de celui auquel le gouvernement emprunte lui-même (1).

UNE PRÉFÉRENCE POUR L'IMPORTATION DU BLÉ NE SATISFERA PAS LES COLONIES

La préférence accordée à l'importation du blé ne satisfera pas les colonies. Le Canada, il est vrai, nous envoie une grande quantité de blé; mais il nous expédie aussi des quantités de bois de plus en plus grandes. Les exportateurs canadiens rencontrent sur nos marchés une concurrence fort vive de la part de la Norvège et d'autres pays. Leur suffira-t-il de savoir que leurs voisins, les producteurs de blé, jouissent d'une préférence?

Et si une opposition peut se produire entre les différentes classes d'une même colonie, combien ne sera-t-elle pas plus vive entre les colonies elles-mêmes? Une taxe sur les denrées étrangères ne procure pas un centime de bénéfice

(1) Lord Rosebery à Sheffield, 13 octobre 1903.

à l'Afrique du Sud, qui n'exporte pas de produits de ce genre. Si l'on veut faire quelque chose pour cette colonie, il faut lui accorder un droit de préférence pour la laine, comme, du reste, à l'Australie ; or, la laine est une des matières premières de l'industrie anglaise.

CE QUE M. CHAMBERLAIN PROPOSE AUX COLONIES

M. Chamberlain fait une singulière proposition aux colonies. Il leur demande de ne pas établir de nouvelles industries en concurrence avec les nôtres. Voilà la proposition qu'il fait sérieusement à des communautés qui compteront bientôt, à ce qu'il dit, 40 millions d'habitants. On ne pourrait pas imaginer de plan plus propre à amener des discussions, des querelles et, finalement, la rupture, au lieu de l'union qu'il préconise (1).

PAS DE ZOLLVEREIN!

Les colonies ne sont nullement disposées à acquiescer à la seule proposition logique que

(1) Voir note, p. 17.

comporte le plan de M. Chamberlain : l'établissement d'une union douanière entre la métropole et les colonies, à l'intérieur de laquelle régnerait le libre-échange. Elles entendent gérer leurs affaires comme elles le jugent bon. Les colonies sont jeunes et leurs finances dépendent des impôts indirects. Elles croient aussi que le protectionnisme est nécessaire à l'encouragement de leurs industries naissantes. Une union douanière sur le modèle du Zollverein allemand serait une impossibilité. Les colonies sont séparées l'une de l'autre par des distances qui comportent plusieurs jours de voyage, et elles ont chacune leurs propres intérêts industriels.

QUELLE EST L'OFFRE DES COLONIES?

On voit bien ce que M. Chamberlain offre aux colonies, mais non ce qu'elles donneront en retour. Les colonies se bornent du reste à parler des « offres de M. Chamberlain », sans souffler mot des leurs.

Les Canadiens ne paraissent nullement enclins à consentir de nouvelles concessions en faveur de l'industrie anglaise. Au contraire, on lit dans le *Globe*, un journal ministériel, qu'un

fabricant de laines réclame l'élévation des droits d'entrée contre les laines anglaises, de 23 p. c. à un taux net de 30 p. c. Un autre exige 35 p. c., et ajoute que « la Grande Bretagne est notre plus grand concurrent en ce qui concerne les laines, et il faut que nos fabricants soient protégés contre cette concurrence ruineuse ».

Le tarif du Canada est, du reste, resté assez élevé pour empêcher que les produits manufacturés anglais ne puissent lutter efficacement contre les siens. Il faut bien reconnaître qu'une préférence de ce genre est de peu de valeur. En fait, depuis qu'elle est établie, le commerce des Etats-Unis, de la France et de l'Allemagne avec le Canada, n'a cessé d'augmenter dans de plus fortes proportions que celui de l'Angleterre (1).

Les Australiens ne veulent pas accorder de réduction sur les tarifs en vigueur, mais semblent disposés à élever les droits sur les importations des pays autres que l'Angleterre. Et quelle serait l'utilité d'un tarif pareil pour nous? Comme le disait fort bien M. Reid, le chef de l'opposition australienne : « Si vous avez un mur

(1) Voir tableau, p. 142.

de trois pieds de haut qui empêche les chiens d'entrer, à quoi bon élever un autre mur de cinq pieds, pour écarter des chiens qui ne peuvent pas même sauter par-dessus le premier » (1).

L'INDE

M. Chamberlain ne fait jamais allusion à l'Inde ni aux autres colonies de la Couronne qui ne sont pas protégées par des tarifs. L'Inde est animée de sentiments protectionnistes. Mais aussi longtemps que l'Angleterre maintient le principe du libre-échange, elle a moralement le droit de l'imposer à l'Inde. Cette colonie importe annuellement pour 20,000,000 £ de cotonnades anglaises, c'est-à-dire autant que le Canada et l'Australie réunies. Si l'Angleterre entre dans la voie du protectionnisme, elle ne pourra refuser à l'Inde de faire ce qu'elle fait elle-même et ce que font les colonies de *self government*. Or, si l'Inde établissait, comme ces dernières, des droits sur les importations de

(1) Ou comme disait un correspondant du *Times* : « Jolie consolation pour celui qu'on jette dans une mare, de savoir que son rival sera précipité dans l'Océan ! »

coton, l'Angleterre perdrait, du coup, plus qu'elle ne gagnerait du côté des colonies à *self government* (1).

A peu près la moitié des exportations de l'Angleterre vers l'Inde consistent en cotonnades. Vingt millions £ de notre commerce d'exportation seraient menacés si l'Inde entrait dans la voie du protectionnisme.

QUEL BÉNÉFICE L'ANGLETERRE RETIRERAIT-ELLE D'UN DROIT DE PRÉFÉRENCE?

En admettant que toutes les colonies nous accordent un droit de préférence, quel bénéfice pourrions-nous en retirer? M. Chamberlain estime qu'il en résulterait un gain de 26 millions £ pour notre industrie : ce chiffre représente les

(1) M. C. A. Elliott (*Times*, 10 novembre 1903) fait remarquer que le programme de M. Chamberlain est fondé sur le principe du « Do ut Des ». Si l'Inde obtient une préférence pour le blé, le riz et le thé, par exemple, elle devra donner quelque chose en échange. On pourrait lui demander d'abaisser les droits d'entrée sur les cotons anglais, sans modifier les droits d'accise qu'elle perçoit sur les produits de ses propres établissements textiles (Le droit d'entrée sur les cotonnades est de 3 ½ p. c. *ad valorem*, contrebalancé par un droit d'accise de même import).

produits importés par les étrangers aux colonies, que nous pourrions fabriquer nous-mêmes.

M. Chamberlain oublie que sur ces 26 millions £, il y en a déjà 10 qui se rapportent à des articles achetés à l'étranger par les colonies, et à l'égard desquels nous jouissons du droit de préférence. Il ne resterait donc plus que 16 millions £, et quelle partie pourrions-nous détourner de cette somme à notre profit (1)?

Le Canada reçoit 37 millions £ d'importations par an, dont 32 millions £ sont originaires des Etats-Unis et de l'Angleterre. Nous ne pouvons pas espérer exclure la concurrence américaine, qui a l'avantage de la proximité et qui consiste en grande partie en produits, tels que le sucre, le maïs, le tabac, etc.., que nous ne produisons pas. Restent donc les 5 millions £ importés par les autres pays. Admettons que nous puissons en accaparer, grâce à des droits préférentiels, les deux tiers ou 3,500,000 £.

La même situation se présente en Australie et en Nouvelle-Zélande. Si on laisse de côté les importations anglaises et américaines, on voit

(1) M. Asquith à Cinderford, 8 octobre 1903.

que celles des autres pays n'atteignent que le chiffre de 7,000,000 £, dont une partie provient des contrées tropicales. Concédons également que nous puissions en acquérir les deux tiers ou 5,000,000 £. Nous arrivons alors à un total de 8,500,000 £, en échange duquel nous aurons à subir une augmentation de prix de 5 p. c. sur 210,000,000 £ de denrées alimentaires (1).

GUERRES DE TARIFS

Il est du reste à craindre qu'en adoptant la politique protectionniste, nous ne provoquions des représailles de la part des pays étrangers, et que ceux-ci n'élèvent davantage leurs barrières douanières. Il en résulterait une guerre de tarifs, également préjudiciable aux différentes nations qui y auraient recours.

Il y a eu en Europe trois grandes guerres de tarifs : une entre l'Italie et la France; une autre entre la France et la Suisse, et une troisième entre l'Allemagne et la Russie. Voyons ce que chacun de ces pays a gagné et perdu dans ces luttes (2).

---

(1) Lord G. Hamilton à Ealing, 22 octobre 1903.
(2) Lord G. Hamilton à Ealing, 22 octobre 1903.

L'Italie et la France ont fait, pendant les huit années qui ont pris fin en 1887, un commerce annuel moyen de 26,000,000 £. L'Italie appliqua alors un tarif offensif. La France répondit de la même manière. Et cette situation dura dix ans. Puis, on fit la paix et on en revint aux droits anciens. L'estimation la moins élevée évalue à 120,000,000 £, le prix que cette guerre a coûté aux deux nations. Depuis le rétablissement de la paix, le commerce des deux nations n'a jamais dépassé 13,000,000 £, c'est-à-dire la moitié de ce qu'il était avant l'ouverture des hostilités. La cause en est que les anciens clients ont pris l'habitude de se pourvoir ailleurs.

Avant la guerre de tarifs entre la France et la Suisse, les échanges entre ces deux pays s'élevaient à 14,000,000 £. Les hostilités durèrent cinq ans. Le chiffre du commerce tomba à 8,500,000 £. Puis, la paix fut conclue, mais le commerce n'a plus revu sa prospérité d'autrefois.

Au mois de juin 1893, la Russie éleva de 30 p. c. les droits imposés sur les marchandises originaires de l'Allemagne. Celle-ci répondit par une majoration de 50 p. c. sur celles de la Russie. La Russie répliqua par une surtaxe de 50 p. c. sur les produits allemands. Cette guerre

ne dura que huit mois. Le mécontentement fut si grand de part et d'autre, que les gouvernements ne purent résister à la pression de l'opinion publique.

L'application de la taxe sur le blé est de nature à amener des difficultés d'application en ce qui concerne le blé du Canada. On sait qu'à certaines époques de l'année, le blé des Etats-Unis doit traverser le Canada pour arriver au port d'embarquement, tandis qu'à d'autres périodes, c'est le contraire qui se produit : le blé du Canada doit passer par le territoire des Etats-Unis. Il est inévitable qu'il en résultera des inconvénients. Et qui voudrait de gaîté de cœur susciter des difficultés entre l'Angleterre et les Etats-Unis?

Les représailles exercées contre l'étranger pourraient avoir des conséquences terribles. Supposez que les Etats-Unis, au lieu d'élever davantage leurs barrières, imposent un droit de sortie d'un farthing ou d'un demi-penny sur le coton : le Lancashire serait ruiné (1).

---

(1) M. Morley à Manchester, 19 octobre 1903.

M. Bonar Law, secrétaire du Ministère du Commerce, dit (Chambre des Communes, 9 février 1904)

NOUS DEVONS PERFECTIONNER NOTRE INDUSTRIE

Le meilleur moyen de combattre la politique protectionniste est de perfectionner notre système de production. Nous devons recourir à des méthodes plus scientifiques et mieux adaptées au but poursuivi. Nous devons créer des écoles techniques supérieures. Nous devons former non seulement de bons ouvriers, mais aussi de bons ingénieurs et chefs d'entreprises. L'Allemagne peut nous servir d'exemple sur ce point (1).

Neuf fois sur dix, on pourra dire, quand on

---

que les exportations de l'Allemagne en Russie qui, de 1880 à 1892 étaient tombées de dix millions £ à six millions £, se sont relevées, de 1893 à 1901, à seize millions. L'Allemagne a entamé la guerre de tarifs parce qu'elle y a été forcée. Elle a fini par réussir. Cette guerre a coûté cher, mais toute guerre coûte.

Lord G. Hamilton (Chambre des Communes, 10 février 1904) réplique que, depuis lors, le mécontentement n'a cessé de régner en Russie, où les industriels espèrent voir rétablir les droits. D'autre part, à l'abri de ces droits, un grand nombre d'industries se sont créées, qui, depuis lors, sont devenues une source de dangers pour cet Empire. Enfin, les hostilités ont permis aux Etats-Unis et à la République Argentine de prendre pied en Allemagne pour l'importation des céréales.

(1) Lord Rosebery à Sheffield, 13 octobre 1903.

citera une industrie qui exportait beaucoup autrefois et qui maintenant n'exporte presque plus, que la cause ne s'en trouve pas tant dans les tarifs hostiles que dans la défectuosité de ses méthodes de production et son manque d'adaptation (1).

Nous devons suivre l'exemple des Allemands. Ils sont actifs et économes, et ne se laissent pas rebuter par les détails. Ils sont de redoutables rivaux, grâce à leurs qualités de travail, et ils le seraient sous n'importe quel régime douanier (2-3).

---

(1) M. Asquith à Newcastle-on-Tyne, 22 octobre 1903.

(2) Lord Goschen à Liverpool, 5 novembre 1903.

(3) M. Charles Bell (*Times*, 4 janvier 1904) dit que les étrangers ont vu que les Anglais gagnaient facilement de l'argent dans les industries mécaniques, mais ils ont aussi remarqué que ces derniers dédaignaient les petits bénéfices et la fabrication des articles à bon marché et de qualité inférieure. Ils se sont emparés de ces objets pour lesquels ils ont trouvé un ample débouché. Ils ont ainsi réuni les capitaux qui leur ont permis de s'attaquer à d'autres genres de production.

M. Carder, professeur à la *Wordsley School of Art*, a été envoyé récemment en mission sur le continent pour visiter les verreries. Il a été à Berlin, à Leipzig, en Bohême et dans d'autres centres. Les conclusions de son rapport portent que les Allemands et les Autrichiens

L'application des sciences à l'industrie a eu des résultats excellents en Allemagne. Ce pays a fait de cette manière d'énormes progrès dans l'industrie des produits chimiques, la fabrication du coltar et les objets en celluloïde. Les Allemands sont aussi parvenus à faire de l'indigo artificiel, qui lutte contre l'indigo naturel de l'Inde.

Nous avons un exemple analogue en Angleterre. Il est fourni par les établissements Armstrong, qui n'ont pas hésité à dépenser 100,000 £ en une année, pour faire des expériences. Aussi leurs produits ne craignent la concurrence d'aucun autre pays.

Ce ne sont pas seulement les méthodes surannées de certains industriels, mais aussi celles des trade-unions, qui sont coupables du recul de certaines industries. Ces dernières

---

tendent à absorber la fabrication du verre en Europe. Parmi les causes auxquelles il attribue ce fait, on remarque celles-ci : la meilleure éducation technique des chefs et ouvriers; la substitution d'un outillage moderne à l'ancien et l'emploi de machines économisant la main-d'œuvre; l'emploi de fours à gaz; de meilleures conditions d'hygiène du travail; l'étude des marchés étrangers *(Board of Trade Journal,* 11 février 1904).

devraient cesser de s'opposer à l'introduction de systèmes nouveaux ou à l'emploi de machines qui économisent la main-d'œuvre, et renoncer à vouloir limiter le nombre des apprentis (1).

L'EMPIRE BRITANNIQUE

Les protectionnistes abusent du mot « Empire ». Ils se laissent séduire par de fausses analogies. Ils s'imaginent que l'Empire britannique est un empire comme la Russie, ou l'Empire romain ou tout autre empire qui a existé dans l'histoire. A notre avis (2), l'Empire britannique est une grande ligue défensive composée des communautés réunies sous l'autorité de la couronne anglaise. Cette ligue et ces communautés ne peuvent prospérer que si chacune des unités qui la composent suit sa propre voie, conformément à son propre milieu. La plus importante de ces communautés est l'Angleterre, et si vous voulez qu'elle se développe, laissez-la suivre également sa voie.

---

(1) Sir J. Brunner à la Chambre des Communes, 11 février 1904.

(2) Lord Rosebery à Edinburgh, 12 décembre 1903.

Cette politique est la seule qui convienne à la fois à la Grande-Bretagne et à ses colonies. C'est la plus féconde et c'est la seule qui puisse garantir le développement et la durabilité de l'Empire britannique (1).

---

(1) Différents projets ont été proposés en vue de créer un fonds destiné à couvrir les frais de la défense de l'Empire. Ils ont, en général, pour objet de frapper les importations, tant de la métropole que des colonies, d'une taxe spéciale destinée à alimenter ce fonds. On peut citer, entre autres, le plan du colonel Denison, qui est appuyé par la *Canadian British Empire League*. Il propose de prélever, dans tous les ports de l'Empire, un droit spécial de 5 ou 10 p. c. sur toutes les importations sans distinction, donc aussi sur les denrées alimentaires et les matières premières.

Sir Robert Giffen a fait le calcul de ce qui serait fourni, d'après cette proposition par chaque partie de l'Empire, dans le tableau suivant :

Importations de :	Millions £	10 p. c.
Angleterre	417	42,000,000 £
Canada	28	2,800,000 »
Inde	12	1,200,000 »
Australie	11	1,100,000 »
Nouvelle-Zélande	1 1/2	150,000 »

On voit que ce projet mettrait la presque totalité des dépenses à charge de l'Angleterre (Chiozza, *British Trade and the Zollvercin Issue*, p. 67).

CHAPITRE V

Le débat au Parlement

Dès la rentrée du Parlement, la Chambre des Communes s'est occupée de la question douanière (1). Le débat n'a pas présenté tout l'intérêt auquel on aurait pu s'attendre après l'ardente campagne de l'automne dernier. Les deux protagonistes de la réforme douanière étaient absents. M. Balfour était retenu loin des séances de la Chambre, par la maladie, et M. Chamberlain était allé demander au climat

(1) Chambre des Communes, séances des 8, 9, 10, 11 et 15 février 1904.

Chambre des Lords, 18 et 19 février 1904.

de l'Egypte, le rétablissement de ses forces éprouvées.

La discussion s'est engagée sur un amendement, présenté par M. Morley, à l'adresse en réponse au discours du trône. Il y exprimait l'opinion que tout retour au protectionnisme, surtout s'il avait pour effet de provoquer un renchérissement des denrées alimentaires, serait hautement préjudiciable à la puissance, à la paix et à la prospérité de l'Angleterre.

Les arguments produits par les partisans ou les adversaires de la politique nouvelle n'ont rien présenté de particulier. Ils étaient d'ailleurs connus, pour avoir été amplement et fréquemment développés par leurs auteurs. Nous les avons exposés dans les pages précédentes. Il n'est donc pas nécessaire d'y revenir.

L'attrait du débat était, du reste, ailleurs. On était curieux de voir quelle attitude adopterait ce gouvernement « qui a deux chefs, dont l'un commande trop et l'autre trop peu ».

Nous avons vu avec quel ensemble et quelle vigueur, les forces libre-échangistes se sont ruées à l'assaut des idées protectionnistes, aussitôt qu'elle se furent rendu compte du danger que courait la politique traditionnelle de

l'Angleterre. Elles ont harcelé l'adversaire sans répit; elles ne lui ont accordé ni trêve ni merci; elles ont soumis successivement toutes ses affirmations et toutes ses allégations à l'épreuve de la critique la plus serrée et la plus impitoyable. Leur attitude décidée a eu pour résultat de rendre confiance à l'opinion publique, que les révélations inattendues de M. Chamberlain avaient complètement déroutée.

C'est dans ces conditions que se sont ouvertes les discussions à la Chambre des Communes. On a pu constater immédiatement qu'il régnait un certain désarroi parmi les membres du gouvernement chargés de soutenir l'attaque des libre-échangistes. Ils ne semblaient pas partager une conviction commune; tout au moins, n'ont-ils pas exprimé une manière de voir identique. Il était clair, toutefois, que le gouvernement ne songeait nullement à prendre une position nette et catégorique. Il n'avait pas la moindre intention de se rallier officiellement et publiquement au programme radical de M. Chamberlain. C'eût d'ailleurs été une grave imprudence, car l'opinion publique n'est certainement pas disposée, en ce moment, à soutenir sans réserves les propositions de

l'ancien ministre des colonies. Celui-ci paraît s'en être rendu compte. Nous avons vu qu'il avait renoncé à réclamer du pays un mandat pur et simple, et qu'il avait institué, de sa propre autorité, une commission chargée d'élaborer un projet de tarif, destiné à servir de base et de direction à sa politique.

Les protectionnistes réfléchis ont compris qu'il fallait renoncer à enlever le consentement de la nation de vive force. Ils ont senti que, s'ils voulaient avoir quelque chance d'arriver à leurs fins, il leur fallait agir avec circonspection, préparer l'opinion publique au changement qu'ils proposent et la familiariser avec les notions protectionnistes, en la faisant consentir d'abord à la répression des abus les plus criants de la concurrence étrangère.

Le ministre de l'intérieur, M. Gérald Balfour, a pris, le premier, la parole au nom du gouvernement. Son discours a eu le don de provoquer, à diverses reprises, des marques d'approbation de la part des libre-échangistes. « M. Morley, a-t-il dit, désire savoir s'il a affaire à un gouvernement protectionniste ou anti-protectionniste. Je déclare, sans la moindre hésitation, que le gouvernement n'est pas protectionniste..... Il

nous a demandé si nous proposions de conférer au pouvoir exécutif, la faculté d'exercer des représailles, sans le consentement du Parlement. Je réponds : non. Nous n'avons jamais eu cette intention.... A notre avis, aucun droit ne peut être imposé sans l'approbation du Parlement. » Mais M. G. Balfour a refusé de s'engager, quand on lui a demandé si cette approbation serait réclamée dans chaque cas particulier.

M. G. Balfour a dit aussi qu'il semblait admis que la politique de préférences vis-à-vis des colonies ne pouvait se réaliser sans imposer certains droits sur les denrées alimentaires originaires des pays étrangers. Il s'est refusé, toutefois, à prendre un engagement sur la méthode qu'il y aurait lieu d'appliquer, « la politique du gouvernement n'impliquant d'ailleurs pas l'imposition des denrées alimentaires ».

M. G. Balfour ne voudrait pas d'une politique douanière telle que celle des Etats-Unis, de la France ou de l'Allemagne. Ce régime peut avoir été utile à ces différents pays, mais, pour l'Angleterre, qui avait une si grande avance sur les autres nations, le protectionnisme aurait été une mauvaise politique, et il serait regrettable d'y retourner.

Il ne faudrait cependant pas confondre les droits purement défensifs avec les droits protecteurs. Ainsi, quand un pays alloue des primes à l'exportation, on peut fort bien se défendre contre ces agissements, en imposant sur les produits qui en bénéficient, des droits d'entrée compensateurs. Ces droits se concilient parfaitement avec la théorie du libre-échange.

Les partisans de la liberté de négociation, ajoute l'orateur, sont des amis plus sincères du libre-échange que ceux qui se disent libre-échangistes. Ceux-ci n'ont pour le libre-échange qu'un amour platonique. Les premiers sont prêts à lutter pour lui. Il n'est pas exact de dire que le gouvernement possède déjà le droit de recourir aux représailles. Des mesures de ce genre sont si contraires à la politique poursuivie par l'Angleterre depuis tant d'années, qu'il n'est pas permis de rompre avec celle-ci sans avoir obtenu au préalable le consentement de la nation. Pour pouvoir exercer utilement des représailles, il faut commencer par abandonner le principe actuellement admis, qu'il ne peut être établi de droits que dans l'intérêt exclusif du trésor.

Il est certain qu'il ne sera pas également

facile d'exercer une pression sur tous les pays. Nous rencontrerons, dit M. G. Balfour, plus de difficultés vis-à-vis des Etats-Unis ou de la Russie, d'où nous tirons principalement des denrées alimentaires et des matières premières, que vis-à-vis de l'Allemagne ou de la France, par exemple; mais ce n'est pas une raison pour ne rien faire du tout. « L'attitude que nous préconisons aura très probablement pour résultat de contribuer à établir, si pas le libre-échange absolu entre les nations, au moins un échange plus libre qu'à présent. »

Le programme officiel du gouvernement consiste donc à revendiquer le droit de recourir aux représailles. Il ne faudrait pas croire cependant qu'il y ait eu une unanimité parfaite entre les membres du gouvernement à ce sujet. Les discours de M. Lyttelton, ministre des Colonies, et de M. Bonar-Law, secrétaire du Ministère du Commerce, en ont donné la preuve. Pour M. Bonar-Law, il n'est possible de vendre à bon marché qu'à condition de pouvoir fabriquer en grandes quantités. Mais pour être en mesure de placer de grandes quantités, il faut disposer d'un marché étendu. Pour s'assurer celui-ci, l'Angleterre doit menacer les nations

étrangères de frapper leurs produits de droits d'entrée. Et, dans ce cas, ou bien elles cèderont, et l'Angleterre aura le marché plus large qui lui est indispensable, ou bien elles refuseront, et les Anglais garderont pour eux-mêmes leurs propres marchés.

Cette manière de voir se rapproche beaucoup plus des idées de M. Chamberlain que des déclarations prudentes de M. G. Balfour. La divergence de vues qui a régné parmi les membres du gouvernement a naturellement donné beau jeu aux critiques des libre-échangistes, et leur a permis de mettre en doute la sincérité de leurs paroles. « Vous avez les représailles sur les lèvres, mais le protectionnisme dans le cœur », a pu s'écrier un membre de la Chambre, aux applaudissements des libre-échangistes, sans soulever de protestations de la part des ministres.

S'il ne s'agissait que de remédier à des cas exceptionnels, le débat qui agite l'Angleterre depuis plusieurs mois ne se serait probablement pas produit. Protectionnistes et libre-échangistes sont unanimes pour reconnaître la nécessité de prendre des mesures dans les cas où il est clairement établi qu'une industrie indigène

est sérieusement menacée par les agissements abusifs de la concurrence étrangère. La grande difficulté, c'est de savoir à quels signes on reconnaîtra ces cas exceptionnels.

M. Morley a exposé les vues des libre-échangistes à ce sujet. Il a déterminé les conditions dans lesquelles il serait permis de demander au parlement de ratifier des mesures de représailles. Elles sont au nombre de trois. Il faudra : 1° que l'on se trouve en présence d'un cas de concurrence abusive *(outrageous)*; 2° que les représailles soient efficaces; 3° que les représailles ne fassent pas plus de mal que de bien.

Il va sans dire que le gouvernement n'a pris aucun engagement sur les conditions ou les circonstances dans lesquelles il entend exercer le droit de représailles. Et c'est là le danger qui menace le libre-échange. Supposez qu'aux élections prochaines, le gouvernement revienne au pouvoir muni du droit d'exercer des représailles, même dans des conditions déterminées. Une majorité à tendances protectionnistes aura vite fait de décider dans chaque cas qui lui sera soumis, qu'il y a lieu de recourir aux représailles ou que les conditions auxquelles

l'exercice du droit est subordonné sont réunies. Ce n'est donc pas sans raison qu'on a pu dire que les représailles sont « la porte dérobée du protectionnisme » ou, comme dit un auteur étranger, « du protectionnisme larvé » (1).

---

(1) L'amendement Morley a été repoussé à 51 voix de majorité (327 contre 276).

La motion en faveur du libre-échange, présentée par lord Crewe, à la Chambre des Lords, a également été rejetée à 51 voix de majorité (98 contre 47).

BIBLIOGRAPHIE

DE LA

Question Douanière en Angleterre

DRESSÉE PAR

D. WARNOTTE

BIBLIOGRAPHIE

de la Question Douanière en Angleterre

Cette bibliographie renseigne tout ce qui a été publié d'important sur la question, depuis l'origine jusqu'au 1er avril 1904.

I — *Principaux Discours* (1)

Mr. Chamberlain, à Birmingham (16 mai 1903); Lord Rosebery, à Burnley (20 mai); Mr. Asquith, à Doncaster (21 mai); Sir E. Grey, à Oxford (30 mai); Sir H. Campbell-Bannerman, à Perth (6 juin); Lord Rosebery, à Stratford (10 juin); Lord Rosebery, à Londres (11 juin); Mr. J. Chamberlain, à Londres (20 juin); Mr. Balfour, à Londres (27 juin); Mr. Chamberlain, à Londres (27 juin); Sir W. Harcourt, à Malwood (28 juin); Mr. Bryce, à Aberdeen (30 juin); Sir E. Grey, à Londres (1er juillet); Mr. Asquith, à Londres (2 juillet); Mr. Wyndham, à Londres (4 juillet); Lord Brassey, à Londres (16 juillet); Mr. Arthur Chamberlain, à Birmingham (23 juillet); Mr. Balfour, à Londres (24 juillet); Mr. Asquith, à Londres (30 juillet); Mr. Balfour, à Sheffield (2 octobre); Mr. Chamberlain, à Glasgow

(1) Les dates indiquées sont celles des journaux (et notamment du *Times*), où les discours se trouvent reproduits ou analysés. Dans la très grande majorité des cas, ces discours ont été publiés le lendemain du jour où ils ont été prononcés.

(7 octobre); Mr. Chamberlain, à Greenock (8 octobre); Mr. Asquith, à Cinderford (9 octobre); Mr. Ritchie, à Croydon (10 octobre); Lord Spencer, à Londres [Eighty Club] (10 octobre); Lord Rosebery, à Sheffield (14 octobre); Mr. Asquith, East Fife (15 octobre); Mr. Herbert Gladstone, à Leeds (15 octobre); Sir H. Campbell-Bannerman, à Bolton (16 octobre); Mr. Asquith, East Fife (17 octobre); Mr. Birrell, à Bristol (17 octobre); Mr. Chamberlain, à Newcastle (21 octobre); Mr. Chamberlain, à Tynemouth (22 octobre); Lord G. Hamilton, à Ealing (23 octobre); Sir H. Campbell-Bannerman, à Stirling (23 octobre); Mr. Chaplin, à Croydon (24 octobre); Mr. Wyndham, à Douvres (24 octobre); Mr. Asquith, à Newcastle (26 octobre); Mr. Chamberlain, à Liverpool (28 et 29 octobre); Mr. Asquith, à Paisley (2 novembre); Sir W. Harcourt, à Rawtenstall (2 novembre); Mr. J. Chamberlain, à Birmingham (5 novembre); Sir M. Hicks Beach, à Manchester (6 novembre); Lord Goschen, à Liverpool (7 novembre); Lord Rosebery, à Leicester (9 novembre); Lord Hugh Cecil et Mr. Winston-Churchill, à Birmingham (12 novembre); Sir Edward Grey, à West Bromwich (13 novembre); Mr. Balfour et Sir M. Hicks Beach, à Bristol (14 novembre); Sir H. Fowler, Anchor Society, à Bristol (14 novembre); Mr. Asquith, Corn Exchange, St-Neots (20 novembre); Mr. Morley, à Dumfries (20 novembre); Mr. J. Chamberlain, à Cardiff (21 novembre); Mr. J. Chamberlain, à Newport (23 novembre); Sir Edward Grey, à Salisbury (24 novembre); Le duc de Devonshire et Lord Goschen, au Queen's Hall (25 novembre); Lord Rosebery, à Londres [South-London] (26 novembre); Mr. Ritchie, à Croydon (27 novembre); Mr. Austen Chamberlain, à Cambridge (27 novembre); Mr. Asquith, à Cornwall (27 novembre); Mr. G. E. Foster, à Londres (28 novembre); Mr. Wyndham, à Edinburgh (28 novembre); Sir Henry Campbell-Bannerman, à Newport (1er décembre); Mr. Churchill, à Cardiff (2 décembre); Mr. Wyndham, à Workington (2 décembre); Mr. Bryce, à Aberdeen (8 décembre); Lord Selborne, à Edinburgh (8 décembre); Sir Edward Grey, à Leeds (10 décembre); Mr. Asquith, à Bradford (11 décembre); Sir William Harcourt, à Tredegar (12 décembre); Lord Rosebery, à Edinburgh (14 décembre); Mr. J. Chamberlain, à Leeds (17 décembre); Mr. Asquith et Mr. Birrell, à Ipswich (17 décembre); Lord Percy, à York (18 décembre); Mr. Chaplin, à Ipswich (19 décembre); Mr. Gladstone, à Chester (29 décembre); Sir Edward Grey, à Carnarvon (6 janvier 1904); Mr. Balfour, à Manchester (12 janvier), Lord G. Hamilton, à Westminster (12 janvier); Mr. J. Chamberlain, à Birmingham (12 janvier); Mr. Balfour, à Manchester (13 janvier); Sir H. Fowler, à Wolverhampton (13 janvier); Mr. J. Chamber-

lain, [ouverture des travaux de la Tariff Commission] (16 janvier); Mr. Morley, à Arbroath (19 janvier); Le duc de Devonshire, à Liverpool (20 janvier); Mr. J. Chamberlain, à Londres [Guildhall] (20 janvier); Mr. Morley, à Bervie (20 janvier); Mr. Bonar Law à Bradford (21 janvier); Mr. Morley, à Forfar (21 janvier); Mr. Asquith, à Southport (23 janvier); S. H. Campbell-Bannerman, à Londres, au Eighty-Club (23 janvier); Sir E. Grey, à Morpeth (23 janvier); Sir H. Campbell-Bannerman, à Glasgow (28 janvier); Lord Goschen, à Halifax (29 janvier); M. Chaplin, à Novenby (29 janvier); Lord Goschen, à Newcastle-on-Tyne (30 janvier); Sir E. Grey, à Manchester (30 janvier); Mr. Churchill, à Aberdeen (1er février); Mr. J. Chamberlain, à Londres (4 février); Le duc de Devonshire, à Londres [au Guildhall] (9 février); Mr. Winston Churchill, à Manchester (20 février); Mr. G. Parker, à Bristol (21 février); Lord Selborne, à Woodbridge (27 février); Mr. Asquith, à Harrogate (27 février); Mr. John Morley, à Durham (27 février); Mr. Brodrick, à Manchester (29 février); Sir G. Parker, à Leicester (1er mars); Lord Rosebery, à Newcastle (14 mars); Mr. Hewins, à Londres (29 mars).

Chambre des Communes. Séances des 28 mai 1903; 8, 9, 10, 11, 12 et 15 février 1904; 7 mars 1904.

Chambre des Lords. 15 et 29 juin; 2 juillet 1903; 3 et 14 mars 1904.

II — *Parliamentary Papers* [1]

British and Foreign Trade and Industrial Conditions. Memoranda, Statistical Tables, and Charts prepared by the Board of Trade. 495 *pages, and numerous Coloured Charts.* (1761) 1903.

SOME OF THE PRINCIPAL CONTENTS

Imports and Exports of Manufactured Goods into and from the United Kingdom, with notes of Tariff and other important changes and events for a series of years.

Export Trade of the United Kingdom to Protected and Unprotected Foreign Countries and Colonies for a series of years.

Statements showing in detail the manufactured and partly manufactured Articles exported from and imported into the United Kingdom for the years 1890-1902.

---

[1] Tous ces documents ont été publiés par le *Board of Trade* (London, Eyre and Spottiswoode, P. S. King and Son, etc., dépositaires).

Exports of Coal and Machinery, and all other articles of British Produce.

Memorandum on the Excess of Imports into the United Kingdom.

Tables relating to the Supply of Foodstuffs and Raw Materials into the United Kingdom.

Value of Foodstuffs imported from Foreign Countries.

Wheat Prices in the United Kingdom, France, Germany, and the United States, from 1840-1902.

Consumption of Food and Cost of Living in the United Kingdom and Foreign Countries.

Money Wages in the United Kingdom and Foreign Countries in a series of years.

The Export Policy of Trusts in certain Foreign Countries.

Output of Textiles and Iron in the United Kingdom.

Statistics bearing on the Industrial Condition of the United Kingdom and certain Foreign Countries.

Imports from Foreign Countries into the self-governing Colonies.

Miscellaneous Tables respecting British Trade and Production during the years 1854-1902.

Prices. Report on Wholesale and Retail Prices in the United Kingdom in 1902, with Comparative Statistical Tables for a series of years. (321) 1903.

Food Supplies, Imported. Quantities imported for each year 1870 to 1902, and names of countries whence imported. (179) 1903.

Comparative Statistics of Population. Industry and Commerce in United Kingdom and some leading Foreign Countries. Memorandum on the; with Appendix and Tables. (1199) 1903.

Trade of the United Kingdom with Foreign Countries and British Possessions in 1902 as compared with the four preceding years, Annual Statement. 2 vol. (1583 et 1617) 1903.

Shipping. Annual Statement of Navigation and Shipping of the United Kingdom for 1902, with comparative tables for 1898 to 1902. (1612) 1903.

Import Duties in force in the British Colonies, 1903. (1811) 1903.

Import Duties. Levied in European Countries, U. S. A., and Japan, on the Produce and Manufactures of the United Kingdom. (1735) 1903.

Condition of Trade and People of the United Kingdom. Return for each ten years, 1801 to 1902. (340) 1903.

Value of the Trade of British Possessions, Statement of, during 1901. (1638) 1903.

Colonial Duties on Imports. Amounts received respectively by the various Colonies, 1882, 1892 and 1901, an their Populations at those periods. (299) 1903.

Imports and Exports of the United Kingdom with Foreign Countries and British Possessions for 1881 to 1902. (214) 1903.

Trade of British Colonies with Foreign Countries. Imports and Exports during 1901. (322) 1903.

Woollen and Cotton Goods and Cutlery. Total Amount and Value of Exports in 1877 to 1902. (327) 1903.

Colonial Trade with the United Kingdom and other Colonies and Foreign Countries during each of the years 1890 to 1900. (262) 1903.

Canada. Correspondence in connection with the German Tariff, 1898 to 1901 (1781).

Commercial relations of Belgium and Germany with Great Britain and British Colonies. Correspondence, May 1897, to July 1903. (1630) 1903.

Preferential Trade. Advantages granted by Foreign Countries to Countries other than the United Kingdom, and the amount of British trade with such Countries, 1891 to 1902. (229) 1903.

India. Tariffs. Views of the Government of India on the question of preferential tariffs (1931) 1904.

Tariffs wars between certain European States. Reports on. (1938) 1904.

III — *Livres, brochures, réimpressions*

Agacy (Henry A.). Free trade, protection, dumping and preferential tariffs. London, *Longmans,* Roy, 8vo, 92 p., 1903.

Ashley (W. J.). British Industries. A Series of General Reviews for Business Men and Students. Edited by W. J. Ashley, M. A.

The British Iron and Steel Industries : Their Conditions and Outlook. By Stephen S. Jeans. — The Midland Iron and Steel Wages Board. By Daniel Jones. — The British Cotton Industry. By Elijah Helm, M. A. — The Woollen and Worsted Industries of Yorkshire. By Frederick Hooper. — British Shipping and its Present Position. By Benedict W. Ginsburg, LL. D. — The Trust Movement in Great Britain. By Henry W. Macrosty, &c.

London, *Longmans,* 8vo, 232 p., 1903.

Ashley (W. J.). The tariff problem. London, *P. S. King and Son.* Cr. 8vo, viii-220 p., 1903.

Asquith (The R. Hon. H. H.). Trade and the Empire. Mr. Chamberlain's proposals examined in four speeches and a prefatory nota. London, *Methuen,* 8vo, 1903.

Avebury (Lord). Papers on fiscal subjects. London, *Macmillan.* 1904, Demy 8vo.

Balfour (The R. H. Arthur James). Economic notes on insular free trade. London, *Longmans,* 32 p., s. d., (1903).

Balfour (The R. H. Arthur James). Tariff Reform. London, *Longmans,* 8vo, (1904).

Bastable (C. F.). The theory of international trade with some of its applications to economic policy. 4th edition revised. London. *Macmillan.* Cr. 8vo, 214 p., 1903.

Blondel (Georges). La politique protectionniste en Angleterre. Un nouveau danger pour la France. Paris, *Lecoffre,* 1904, in-12, 163 p.

Boddington (Oliver E.) The Montreal congress and the fiscal policy of the Empire. London, *Rees,* 8vo, 32 p., 1903.

Bonar (J.). Interference with foreign trade. A supplementary chapter to " Elements of political economy „. London, *J. Murray.* Cr. 8vo, 1903.

Bowley (A. L.). Statistical studies relating to national progress in wealth and trade since 1882. A plea for further inquiry. London, *King and Son,* 1904. Cr. 8vo, 101 p.

Brassey (Lord). Fifty years of progress and the new fiscal policy. London, *Longmans,* 1904, 8vo.

Brigland (A.). The evolution of commerce. How it touches the fiscal policy of England. 2d edition. Liverpool, *Marples.* Cr. 8vo, 1903.

Browns (J. H. Balfour). The new fiscal policy. Dumfries, *Courier and Herald Office,* 8vo, 1903.

Burgis (Edwin). Perils to british trade. How to avert them (Social science series). London, *Swan Sonnenschein.* Cr. 8vo, 286 p., 1904.

Burns (John). Labour and free trade. 1903.

Buxton (Sydney). A handbook to political questions of the day and arguments on either side. 11th edition. London, *J. Murray,* 8vo, xx-442 p., 1903.

Byles (Sir John Barnard). Sophisms of free trade and popular political economy examined. New edition with an introduction and notes by W. S. Lily and C. S. Devas. London, *J. Lane.* Cr. 8vo, lxi-424 p., 1903.

Caillard (Sir Vincent H. P.). Imperial fiscal Reform. London, *E. Arnold.* Cr. 8vo, xx-288 p., 1903.

Chamberlain (Joseph). Imperial union and tariff reform. London, *Grant Richards,* 1903, in-8vo, 212 p.

I. A Demand for Inquiry.
II. The Case for Tariff Reform.
III. Retaliation.
IV. An Answer to some Objections.
V. How the Policy affects Working Men.
VI. Results of the New Policy. What the Colonies will do.

VII. The Policy re-stated. How it affects Trade Unionism and Shipping.
VIII. The Question of Employment.
IX. A Reply to Lord Goschen.
X. The Changed Conditions since the Repeal of the Corn Laws. Speeches delivered from May 15th to Nov. 4th., 1903.

Clark (C. B.). On free trade. London, *Macmillan,* 1904, Sewed.

Chiozza-Money (L. G.). Through preference to protection. An examination of Mr. Chamberlain's fiscal proposals. 1903.

Chiozza-Money (Leone George). British trade and the Zollverein issue. 4th ed. London, *Commercial intelligence,* 8vo, 1903.

Chiozza-Money (Leone George). Elements of the fiscal Problem. London, *P. S. King and Son,* 8vo, 256 p., 1903.

Clarke (C. B.). On free trade. London, *Macmillan,* 8vo, 1904.

Cobden (Richard). Thepolitical writings of . With a preface by Lord Welby. Introductions by Sir Lanis and William Cullen Bryant. Notes by F. W. Chesson and a bibliography. New edition. 2 vols. London, *Fisher Unwin,* 8vo, 1903.

Cobden (Richard). Speeches on questions of public policy, edited by John Bright. New edition. London, *Macmillan,* in-12, 1903.

Cockrane (Hon. W. Bourke). The essential conditions of national prosperity. London, *Alexander and Shepheard.* Cr. 8vo, 1903.

Cox (Harold). Mr. Balfour's Pamphlet. A reply. London, *T. Fisher Unwin,* 8vo, 32 p., 1903.

Cox (Harold). The policy of free imports. New edition. London, *Fisher Unwin,* 8vo, 34 p., 1903.

Cox (Harold). The United Kingdom and its trade (International Commerce Series). London, *Harper,* 8vo, 157 p., 1903.

Cox (Harold). British Industries under Free Trade. Essays by Experts. Edited by Harold Cox, *Secretary of the Cobden Club.*
The Cotton Industry. — The Woollen Industry. — The Linen Industry. The Silk Trade. The Development of British Banking. — Shipping Liners. — The Cutlery Trade. — The Tinplate Trade. — Confectionery. — The Grocers' Industry. — The Paper Trade. — The Alkali Industry. The Soap Industry. The Boot and Shoe Trade. Flour Milling under Free Trade. The Iron and Steel Trade. The Coal Trade. Machinery and Engineering Trade. London, *Fisher Unwin,* 8vo, xiv-376 p., 1903.

Crosland (T. W. H.). A lookingglass for Mr. Chamberlain. London, *Simpkin,* 8vo, 1903.

Cusack (James). Tried in open court. An impartial examination of both sides of the fiscal controversy for popular reading. 2d edition. City of London Book Depot. Cr. 8vo, 1903.

Dale (Bernard). Free imports. Why our present system has resulted in transferring a large portion of the Labouring Population of the United Kingdom to Foreign Countries, thus Desintegrating her Nationality in the Endeavour to Promote her Material Prosperity; or an Examination into the Reason why a Drain from England of her " Precious Metals „ creates a Consternation, whilst a Drain on her " Precious Children „ remains unheeded. London, *E. Wilson.* Cr., 8vo, xii-19 p., (1903).

Davidson (Morrison). Bluffing the foreign devils or dear bread Imperialism. London, *Henderson,* Cr. 8vo, 1903.

Dunlop (N.). A paper on Mr. Chamberlain's fiscal proposals. Glasgow, *Mc Corquodale.* Cr. 8vo, 1903.

Duplan (Léopold). La crise anglaise et les idées de M. Chamberlain. Lyon, *Storck et Cie,* 1904.

Ellioth (R. H.). Shall we have free imports? or shall we have taxed imports? Kelso, *Rutherford,* 8vo, 1903.

Farrer (Lord). Free trade versus fair trade. New edition with notes and latest statistics, by C. H. Chomley. London, Free trade Union, 8vo, 486 p., 1904.

Fell (A.). The profit and loss account of England's foreign trade for the past ten years. London, *Drane.* Cr. 8vo, 1904.

Fletcher (J. S.). Owd Poskitt. His opinions on Mr. Chamberlain in particular and on english trades in general. London, *Harper,* 12o, 191 p., 1903.

Gadd (M). Plain and practical fiscal measures for the Development of the british Empire. A paper on the sound currency. London, Empire fiscal propaganda. Cr. 8vo, 1904.

Gaskell (Thomas Penn). Free trade a failure from the first. London, *Macmillan,* 8vo, x-91 p., 1903.

Graham (W.). The fiscal question and its relation to agricultural interest. Cobdenism, retaliatory free trade or protection. Penrith, *R. Scott.* Cr. 8vo, 1903.

Graham (W.). Free trade and the Empire. London, *Kegan Paul.* Cr. 8vo, 1904.

Hammond (Walter J.). Thoughts on Mr. Chamberlain's proposed fiscal policy, nº 1. London, *E. Wilson,* 8vo, 14 p., 1903.

Hill (Norman). The shipping trade and fiscal policy. London, *Eyre and Spottiswoode,* 8vo, 1903.

Hughes (H.). Sheffield Chamber of Commerce and manufactures. Tariff Inquiry. Report of the answers received from members to the question issued by the Council of the Chamber respecting the fiscal policy. Sheffield, *Sheffield Telegraph,* s. d., 8 p., 1904.

Jeyes (S. H.). Mr. Chamberlain. His life and public career. London, The Gresham Publishing Co, 1904.

Kaspary (Joachim). The humanitarian view of the fiscal question, or free trade agaist protection. London, Humanitarian Publishing Co, 10 p., 1904.

Kechie (W. J.). Protection and the people. London, *J. Dicks*, in-12, 1904.

Kershow (John B. C.). Trade and Empire. A pamphlet for the *Times*. London, *P. S. King and Son*, demy 8vo, 96 p., 1903.

Knight (Professor). Reciprocity in trade : the Empire's Safeguard. nº 1. Preferential colonial tariff. London, *Heinemann*, 8vo, 1903.

Knowles (Eusebius). " Although ... : an address on England's present fiscal position. London, *Simpkin*, 8vo, 1903.

Lefevre (Right Hon. G. Shaw). The balance of trade. An explantion of the growing difference between the values of imports and exports. London, *Cassell*. Cr. 8vo, 1903.

Legislator. Fallacy of free trade. London, *Milne*. 8vo, 1903. (Reprinted from the *Coming Reaction*).

Lethbridge (Sir Roper). India and our fiscal policy. Reprinted from the " Western Morning News ". Plymouth, *Bowering Co*. Cr. 8vo, 1903.

Mac Clelland (James). The fiscal problem, with diagrams. London, *Fisher Unwin*, 1903.

Mac Lean (J. M.). Free trade with India. India's place in an Imperial Federation. London, *Longmans Co*. Cr. 8vo, 1904.

Mallock (W. H.). The fiscal dispute made easy, or a key to the principles involved in the opposite policies. London, *Nash*. Cr. 8vo, 1904.

Marshall (Alfred). National industries and international trade. London, *Macmillan*, 8vo, 1904.

Martin (John Wesley). The free trade creed examined and exposed. London, *Simpkin*, 8vo, 1903.

Matheson (E.). The principles of foreign exchange as affecting the preferential trading with the Colonies proposed by the Right Hon. Joseph Chamberlain. Leeds, *Jackson*; London, *Spon*, 8vo, 1903.

Molesworth (Sir Guilford L.). Our Empire under protection and free trade. With diagrams. London, *Ward, Lock Co*, 125 p., 1903.

Morris (T. J.) Britain's Peril. An exposition of our fiscal policy. London, *Greening*. Cr. 8vo, 63 p., 1903.

Neale (John Alexander). An inquiry into the principles of free trade. 2d edition. London, *P. S. King and Son*, 58 p., 1903.

Nicholson (J. Shield). The free question, with special reference to

wages and employment. A revised lecture given at the University of Edinburgh. London, *Black.* Cr. 8vo, 65 p., 1903.

Ogden (C.). And Macaulay (P. T.). Gain or loss? Under preference, protection or retaliation. An inquiry into the woollen and worsted trades. Bradford, *Byles.* Cr. 8vo, 96 p., 1903.

Parker (Sir Gilbert). A national policy. Our fiscal system and imperial reciprocity. A Speech delivered at Gravesend, june 29. Author. Cr. 8vo, 1903.

Pennefather (de F.). Fiscal notes and queries. London, *Eyre and Spottiswoode.* Cr. 8vo, 1903.

Perris (George Herbert). The protectionist peril. An examination of Mr. Chamberlain's proposal. London, *Methuen.* Cr. 8vo, 152 p., 1903.

Peters (K.). Mr. Chamberlain's Zollreform und Deutschland. Vortrag. Hannover, *Hahn,* 1904.

Phipson (C. Balfour). The true causes of the commercial difficulties of Great Britain. London, *W. Hutchinson.* Cr. 8vo, 1903.

Pigou (A. C.). The great inquest. An examination of Mr. Chamberlain's fiscal proposals. Reprinted from " the Pilot „ London. Cr. 8vo, s. d. Office.

Pigou (A. C.). The riddle of the tariff. London, *R. B. Johnson.* in-12, xi-107 p., 1903.

Pulsford (E.). Commerce and the Empire. London, *Cassell,* 8vo, 176 p., 1903.

Rees (Dytan). The Chamberlain's Papers, nº 1. The two P's. London, *Tariff Publication Association.* Cr. 8vo, 1903.

Robertson (John M.). The case for free trade. London, *Bonner,* 8vo, 80 p., 1904.

Root (J. W.). The trade relations of the British Empire. London, *Root.* Cr. 8vo, 431 p., 1903.

Rothstein (Th.). The decline of british industry, its cause and remedy. Being an essay on a neglected aspect of the fiscal question. London, *Twentieth Century Press,* 76 p., 1904.

Rutland (Duke of). Tariff Reform. Reprinted from " Blackwood's Magazine „ October 1881. London, *W. Blackwood.* Cr. 8vo, 1903.

Schooling (J. H.). Mr. Chamberlain's proposals. With a series of articles on protection or free trade? By Percy F. Rowland. Reprinted from the Pall Mall Gazette. Imp. 8vo, London, 1903.

Shaw (F. G.). The Empire's Salvation. A sound fiscal Policy. London, *Putnam.* Cr. 8vo, 136 p., 1903.

Shaw (F. G.). Fiscal facts and fictions. London, *Baillière, Tindall and Cox.* Cr. 8vo, 240 p., 1904.

Shortt (A.). Imperial preferential trade from a Canadian point of view. Toronto, *Morang*, 8vo, 1904.

Skrine (E. H.). Twentieth Century free trade. London, *Simpkin*, 8vo, 1903.

Smart (W). The return to protection. London, *Macmillan*. Cr. 8vo.

Smith (Adam). Free trade and protection. Being a reprint of Book iv and chapters 2 and 3 of Book v of " The Wealth of nations " with an introduction, index and statistical appendix, by Thomas Allan Ingram. London, *Routledge*. Cr. 8vo, 1903.

Smith (B.). Chamberlain and Chamberlainism. His fiscal proposals and colonial policy. London, *J. Longs*. Cr. 8vo, 1904.

Smith (J. Rigby). Mr. Chamberlain's defence of colonial protection. London, *P. S. King and Son*. Cr. 8vo, 1903.

Smith (G. Armitage). The free trade movement and its results. 2d edition (The Victorian Era Series). London, *Blackie*. Cr. 8vo, vii-276 p., 1903.

Stanley (W.). The fiscal fight. London, *Commercial intelligence Pub. Co*. Cr. 8vo, 1903.

Sturgis (J.). Prime Minister's Pamphlet. A Study and some Thoughts. London, *Longmans*, 8vo, 26 p., 1904.

Tremayne (Harold). Protection and the farmer. London, *Isbister*. Cr. 8vo, 98 p., 1903.

Vince (C. A.). Mr. Chamberlain's Proposals. What they mean and what we shall gain by them. With a Preface by the Right Honourable Joseph Chamberlain. London, *Grant Richards*. 8vo, viii-85 p., 1903.

Warren (Mark). The trade of the great nations. An epitome of statistics showing the comparative growth of the foreign trade of the great nations during a quarter of a century, with especial reference to the foreign trade of the United Kingdom. London, *P. S. King and Son*. 8vo, ix-28 p., 1903.

Wilson (Charles). The Progress of the City of Hull under free trade. Adressed to the electors of West Hull. London, *A. Brown*. Cr. 8vo, 1904.

Wilson (H. W.). Mr. Chamberlain 's New policy (Burning Questions). London, *Swan Sonnenschein*, 8vo, 1903.

All sides of the fiscal controversy, with appendix and complete index of subjects discussed, edited by T. L. Gilmour. London, *Lawrence and Bullen*, 8vo, viii-341 p., 1903.

Australia and the fiscal problem, by Mr. Reid, Sir W. Mac Millan, Sir Joshua Symon, Senator G. F. Pearce and other public men. London, *Causton,* 8vo, 1903.

Mr. Balfour and Conceivable Cures for Imagined Ills. By C. H. P. C. London, *E. Wilson,* 8vo, 48 p., s. d., 1903.

Case against the Protective Taxation of Food and Raw Material. 2nd enlarged ed. *Unionist Free Food League.* Cr. 8vo, xxiv-176 p. *Office of the League,* 1903.

Mr. Chamberlain's Proposals. The Question of Preferential Tariffs. Protection *v.* Free Trade. Facts, Figures, and Arguments. *Westminster Gazette,* 4to, s. d., 1903.

Detailed Proposals for a Tariff Bill by a Candidate. London, *Boltons,* 8vo, 14 p., s. d., 1903.

Down with the Sign! A Tale of Free Trade. By Emptor. London, *G. Richards.* Cr. 8vo, s. d., 1903.

Englischer Imperialismus. Kanadischer Zollkonflikt. Bedeutung für Deutschland. (Berliner Jahrbuch für Handel und Industrie, 1903. Band I, p. 9-16. Berlin, *Reimer,* 1904).

Fact versus fiction. Cobden Club's Reply to Mr. Chamberlain. London, *Cassell,* 8vo, (1904).

Fiscal Facts and Policy. Reprinted from the *Glasgow Herald.* Cr. 8vo. Glasgow, *Outram,* 1903.

Fiscal Reform Examined. Being Plain Words for Plain Folk. By the Author of " The King's Outposts „ &c. Glasgow, *D. Bryce.* Cr. 8vo, s. d., viii-112 p., (1903).

Fiscal Puzzle (The). Both Sides Explained by Leading Men. London, *J. Leng & Co,* 8vo, s. d., 47 p., (1903).

Fiscal Question (The). By F. E. B. London, *Simpkin.* Cr. 8vo, 1903.

Fiscal question (The) and The Shipping interest. Reprinted from the *Shipping Gazette,* 1904.

Free Trade and the English Farmer. By One of His Friends. London, *Cassell.* Cr. 8vo, 1903.

Free Trade and other Fundamental Doctrines of the Manchester School set forth in Selections from the Speeches of its Founders and Followers. Edit., with an Introduction, by Francis W. Hirst. London, *Harper.* Cr. 8vo, pp. xxv-520, 1903.

Free trade versus protection. A fiscal duel between Harold Cox, Secretary of the Cobden Club and Ernest E. Williams, author of *Made in Germany.* Reprinted from *Commercial Intelligence,* with introduction by L. G. Chiozza. London, *Commercial intelligence publishing Co,* 99 p., 1903.

Great Unionist Free Food League Demonstration. An Address Deli-

vered by the Duke of Devonshire. The Free Trade Meeting at Birmingham. Speeches Delivered by Mr. Winston Churchill, M. P., and Lord Hugh Cecil. *Unionist Free Food League.* Cr. 8vo, 1903.

Handbook for Speakers on the Tariff Question. London, *Free Trade Union,* 8vo, 1903.

Imperial Game (The) as Played by the Nations, especially by Great Britain, against the World, with Kings, Queens, Statesmen, Soldiers, Sailors, Tinkers, Tailors, Cowboys, and Thieves. By Antiwoad. 12mo, s. d., p. 47. London, *Drane,* (1903).

Imperial Reciprocity. A Study of Fiscal Policy in a Series of Articles Revised and Reprinted from the *Daily Telegraph.* New ed. With a Letter by the Right Hon. J. Chamberlain. Roy. 8vo. Office of the *Daily Telegraph,* xii-200 p., 1903.

Island (An). Being an exposition of the theory of protection. By C. S. London, *Morton and Burt.* Cr. 8vo, 1903.

Joseph : The deliverer of the Land of Egypt. By Anglo-Saxon. London, *Sands.* Cr. 8vo, 30 p., 1903.

Labour and Protection. A series of studies. Edited by H. W. Massingham. London, *Fisher Unwin.* Cr. 8vo, xxxiij-323 p., 1903.

Liberal View (The). A series of articles on current politics, by members of the 80 Club. London, *King and Son.* Cr. 8vo, 176 p., 1904.

Pamphlets and leaflets of the liberal publication Department. London, *Office.* Cr. 8vo, 1903.

Playing Mr. Chamberlain's game. An appeal to the " Spectator " and all free traders. By " a man fra, Sheffield ". London, *Commercial intelligence.* Cr. 8vo, 1903.

Preferential tariffs. A short handbook for speakers and students. London, *Tariff Reform League,* 1903.

Present position of the Empire (The). Its trade and financial affairs. By Regulator. London, *Grant Richards,* 8vo, 1903.

Projets (Les) fiscaux de l'Angleterre. Lord Balfour et M. Chamberlain. Paris, *Imprimerie de la Presse,* 8vo, 130 p., 1903.

Protection and industry. By various authors. London, *Methuen.* Cr. 8vo, 168 p. 1904.

Regarding free traders and Dumping with seven cartoons by J. M. Stainforth. London, *Paxton.* Cr. 8vo, 1904.

Return to Sanity (The). The Chamberlain side of the tariff question. Being a supplement to the " Notes " of the R. H. A. J. Balfour M. P. By a British Patriot. 2nd impression. London, *Patriotic Press,* 8vo, 1903.

Short Handbook for Speakers and Students of the Policy of preferential tariffs. *Birmingham Tariff Committee,* 1903.

Tariff Dictionary. Compendious handbook to fiscal question. London, *Simpkin*. Cr. 8vo, 266 p., 1904.

Tariff Commission (The). Memorandum on the iron and steel trades. 8 p., s. l., n. d.

Tariff Commission (The). Statistical Memorandum on the iron and steel industry in the United Kingdom. London, *March I*, 1904, s. l., n. d., 13 p.

Tariffs Levied by the Great Powers upon Exports from the United Kingdom. Compiled by C. T. Grant. Glasgow, *Harper*. Cr. 8vo, 1903.

Trade and the Empire. Graphically Represented by 56 Coloured Maps and Diagrams. Sheet, folded *G. Philip*, 1903 (1).

IV — *Principaux articles des périodiques*

Acland (F. A.). Joseph Chamberlain (Booklovers' Magazine, January 1904).

Adams (Arthur H.). A colonial view point (New liberal Review, July 1903).

Aginlera y Arjona (A.). Proteccionismo ingles (Nuestro Tiempo, 1903, nº 34).

Alfassa (Georges). Le problème économique en Angleterre (Revue populaire d'économie sociale, 1er octobre 1903).

Ansell (Evelyn). Free trade or federation? (Westminster Review, November 1903).

Ashley (W. J.). The argument for preference (Economic journal, March 1904).

Atkinson (Prof. J. W.). V. Murray (David Christie).

Autonomes. Pincbeck protectionism (Fortinghtly Review, November 1903).

Autonomes. The unionist plunge into protection (Fortinghtly Review, October 1903).

Avebury (Lord). The great fiscal problem (Timeteesch Century, September 1903).

Bainbridge (Everson). An alternative policy (New liberal Review, December 1903).

(1) Une foule de brochures, tracts, *leaflet*, etc., ont été publiés par diverses associations, notamment : *Free Trade League, Tariff Reform League, Cobden Club, Imperial Tariff Committee*, etc., etc.

Balfour. Note economiche sul libero scambio insulare (Riforma sociale, Novembre 1903).

Barnes (Geo. N.). Fiscal fads (Amalgamated engineers' journal, July 1903).

Barrie (M. Maltman). Free trade and protection from the workman's point of view (Twentieth Century, August 1903).

Bastable (C. F.). Le imposte a che cosa devono servire? [A proposito della questione doganale inglese] (Riforma sociale, 15 Febbraio 1904).

Bayley (F. H.). Mr. Chamberlain and Sweden (New liberal Review, December 1903).

Beauregard (Paul). L'impérialisme économique en Angleterre (Monde Economique, 10 octobre 1903).

Beauregard (Paul). La politique de M. Chamberlain (Monde Economique, 12 septembre 1903).

Bedford (Duke of). Some reflections on the fiscal question (National Review, March 1904).

Beer (M.). Der britische Zollverein. (Neue Zeit, 1902-1903, Bd. II, no 36, p. 293).

Beesly (Professor). Free trade or Empire? (Positivist Review, July 1903).

Begby (H.). Joseph Chamberlain (Pall Mall Magazine, November 1903).

Bell (Hugh). Imperial trade and tariffs (Monthly Review, August 1903).

Bell (Hugh). Protection and the steel trade (Independent Review, October 1903).

Bell (Hugh). Dumping (Independent Review, March 1904).

Bellot (H. H. L.). Mr. Chamberlain, the Demagogue (Westminster Review, February 1904).

Bernstein (F.). Protection and Labour in Germany (Independent Review, November 1903).

Bernstein (Eduard). The growth of german exports (Contemporary Review, December 1903).

Blair (Matthew). The position of the Silk industry (Textile Mercury, March 26, 1904, ss.).

Blancheville (Henri). Révolution économique en Angleterre (Journal des Chambres de Commerce et d'Industrie, 25 juin 1903).

Blondel (Georges). Les nouvelles idées commerciales du peuple anglais [Communication et discussion] (Réforme sociale, 16 janvier 1904).

Blondel (Georges). Chamberlain vu du Continent (Revue Sociale Catholique, février 1904. C. R. d'une conférence faite à la Société d'Economie Sociale).

Booth (Charles). Fiscal reform (National Review, January 1904).

Bowley (A. L.). Statistical methods and the fiscal controversy (Economic Journal, September 1903).

Brentano (Prof. Lujo). The proposed reversal of England's commercial policy (Fortnightly Review, August 1903).

Brown (E.). Thee food Law : how it would affect eggs and poultry (World's Work, September 1903).

Burns (John). Labour and free trade (Independent Review, November 1903).

Burrell (Leonard M.). A free trading imperial Zollverein (Westminster Review, September 1903).

Burrell (Leonard M.). A plea for absolute free trade (Westminster Review, November 1903).

Burrell (Leonard M.). Mr. Balfour, the fiscal problem and England's fate (Westminster Review, February 1904).

Burrell (Leonard M.). The fantastic fallacy of an Empire builder : a challenge to Mr. Chamberlain (Westminster Review, January 1904).

Caillard (Sir Vincent). Free trade and its defenders (National Review, May 1903).

Caillard (Sir Vincent). La politique fiscale de M. Chamberlain (Revue économique internationale. Mars 1904).

Caisotti di Chiusano (Luigi). Imperialismo e riforma fiscale in Inghilterra (Rivista internationale di scienze sociali, Febbraio 1904).

Calchas. Cobdenism and capital (Fortnightly Review, July 1993).

Calchas. Cobdenism and the colonies(Fortnightly Review, August 1903).

Calchas. The Eve of the campaign (Fortnightly Review, September 1903).

Calchas. Mr. Chamberlain : the protagonist and the future (Fortnightly Review, November 1903).

Calwer (Richard). Der britische Reichszollverein (Sozialistische Monatshefte, Januar 1904).

Cannan (Edwin). Colonial preference (Independent Review, October 1903).

Cecil (Lord Hugh). Preference and retaliation (Monthly Review, October 1903).

Chailley-Bert (Joseph). L'Inde et les projets de M. Chamberlain (Moniteur des Intérêts Matériels, 20 mars 1904 ss.).

Chamberlain (N. G.). Imperial Reciprocity (Oxford Point of View, February 15, 1904).

Chamberlain (Joseph). The policy of imperial preference (National Review, November 1903).

Chamberlain (G.). Imperialismo e libero scambio (Riforma sociale. Novembre 1903).

Chalton (John). Canada and Reciprocity (North american Review, March 1904).

Chomley (C. H.). Free trade New South Wales and protected Victoria (Contemporary Review, February 1904).

Churchill (Winston). Sheffield and its shadow (Monthly Review, November 1903).

Churchill (Winston). La résurrection du protectionnisme en Angleterre (Revue économique internationale, mars 1904).

Clapham (J. H.). Protection and the wool trade (Independent Review, January 1904).

Colajanni (N.). L'impérialisme Anglo-Saxon (Revue socialiste, février 1904).

Colin (G.). La réforme fiscale en Angleterre. Un exposé de la question (Bulletin de l'Union des anciens étudiants de l'école Commerciale et consulaire de l'Université catholique de Louvain, 1904, nº 1).

Collier (J.). Preferential tariffs and Imperial federation (The Reformer, March 1904).

Colquhoun (A. R.). The proposed british Zollverein : a policy that would conserve the Empire (North American Review, August 1903).

Cook (E. T.). The colonial view (New liberal Review, July 1903).

Cooke (C. Kinloch). Mr Chamberlain's New Chapter (Empire Review, June 1903).

Cooke (C. Kinloch). Imperial fiscal Union : Views of the Ottawa Conference (Empire Review, January 1904).

Corbet (W. J.). Mr. Chamberlain. Our impossible Premier (Westminster Review, February 1904).

Courtney (Leonard H.). Mr. Chamberlain's Balloon (Contemporary Review, August 1903).

Courtney (the R. Hon.). The Commercial future of England (Gunton's Magazine, November 1903).

Cox (Harold). Mr. Chamberlain's Protection Scheme (North American Review, July 1903).

Coyaji (J. C.). Free trade and protection (East and West, October 1903).

Crackanthorpe (Montague). Behind the fiscal veil (Nineteenth Century, February 1904).

Cripps (C. A.). British fiscal policy . Plea for inquiry (National Review, July 1903).

Crozier (Dr Beattie). Free trade or protection (Fortnightly Review, July 1903).

Cunningham (Rev. W.). The failure of free traders to attain their ideal (Economic Review, January 1904).

Cunynghame (H.). Effect of export and import duties examined by the graphic method (Economic Journal, September 1903).

Davidson (Prof.). Canada's second thought on a preference (Fortnightly Review, September 1903).

Davray (Henry D.). Les projets de M. Chamberlain (Grande Revue, 1er octobre 1903).

Dawson (W. H.). The genesis of the german tariff (Economic Journal, March 1904).

Denny (J. M.). Protection and ship-building (Independent Review, December 1903).

Dicey (Edward). Imperial policy and free trade (Nineteenth Century, July 1903).

Dicey (Edward). Free trade and Home Rule (Fortnightly Review, August 1903).

Dicey (Prof.). To unionists and imperialists (Contemporary Review, September 1903).

Dickson (H.). The english manufacturer's side of the fiscal question (Magazine of Commerce, October 1903).

Didier (V.). Le programme économique de M. Balfour (Réforme Economique, 4 octobre 1903).

Diplomaticus. Setting back the clock of Empire (Fortnightly Review, July 1903).

Domergue (J.). Le mystère du Dumping (Réforme Economique, 6 mars 1904).

Domergue (J.). Les profits que retire l'Angleterre du marché français (Réforme Economique, 28 février 1904).

Domergue (Jules). Le plan de campagne économique de l'Angleterre, (Réforme Economique, 21 juin 1903).

Dowman (J.). Protection and the Proletariat (Westminster Review, February 1904).

Einaudi (Luigi). La controversia doganale in Inghilterra (Riforma sociale, octobre 1903).

Elliott (Sir Charles A.). India and preferential tariffs (Empire Review, December 1903).

Eltzbacher (Otto). The fiscal controversy : noticeable facts and extracts (Nineteenth Century, October 1903).

Emmott (Alfred). Preferential trade (New Liberal Review, July 1903).

Emmott (A.). Mr. Balfour's Economics (World's Work, October 1903).

Farrer (E.). Canada and the new Imperialism (Contemporary Review, December 1903).

Fenton (R.). Mr. Chamberlain's Resignation (Wilshire's Magazine. November 1903).

Finlay (Rev. T. A.). Ireland and free trade (New Ireland Review, February-March 1904).

Flux (Prof. A. W.). Preferential tariffs and canadian interests (Economic Journal, December 1903).

Follatt (Sir Charles). The fiscal question : a bird's eye view (Fortnightly Review, March 1904).

Ford (W. F.). The fiscal policy of the future (Economic Review, April 1903).

Foulger (J. C.). Democracy and Imperialism (New Liberal Review, June 1903).

Foxwell (Ernest). Fiscal illusions (Empire Review, January 1904).

Fredericksen (N. C.). L'Angleterre et l'économie politique (Monde Economique, 19 septembre 1903).

Fredericksen (N. C.). MM. Balfour et Chamberlain (Monde Economique, 14 novembre 1903).

Giffen (Sir Robert). Imperial policy and free trade (Nineteenth Century, July 1903).

Giffen (Sir Robert). Ineffectual Preferences (Nineteenth Century, January 1904).

Gilbertson (F. W.). Foreign tariffs and welsh industries (Nineteenth Century, November 1903).

Givstov (Erik). Mr. Chamberlains Toldpolitik (Dansk Tidsskrift 1903).

Godard (J. G.). Commercialism and Imperialism (Westminster Review, November and December 1903).

Godard (J. G.). The burden of Empire (Westminster Review, February March 1904).

Gorst (Sir John E.). The proposed british Zollverein : a crushing barden to the british people (North American Review, August 1903).

Goschen (Viscount). Mr. Chamberlain's proposals (Monthly Review, July 1903).

Grey (Sir Edward). Mr. Chamberlain's fiscal Policy (Monthly Review, October 1903).

Grinling (Ch. A.). The position of railway and shipping companies under protection (Bankers Magazine, February 1904).

Guyot (Yves). Mr. Chamberlain's Programme in the light of french experience Fortnightly Review, July 1903).

Guyot (Yves). Le programme de M. Chamberlain (Journal des Économistes, Juillet 1903).

Guyot (Yves). Mr. Balfour's Economic Notes (Monthly Review, November 1903).

Guyot (Yves). Le vieux-neuf protectionniste en Angleterre (Journal des Économistes, Mars 1904).

Haldane (R. B.). The lesson of the free trade controversy (World's Work, March 1904).

Harrison (Frederic). A fiscal catechism (Positivist Review, January 1904).

Hegedüs (S.). Chamberlain Politikaja (Körgazdas agi Szemle, nº 11, 1903).

Helm (E.). Protection and the cotton industry (Independent Review, November 1903).

Herbert (Sir Robert). Our commercial relations and fiscal policy : the late Lord Carnarvon's views (Empire Review, July 1903).

Hewins (Prof. W. T.). The present state of the case for Mr. Chamberlain's policy (Fortnightly Review, October 1903).

Hicks-Beach (Sir Michael). A view of the fiscal controversy (Monthly Review, September 1903).

Hidier (A.). Our fiscal System (Journal of the Royal colonial Institute, January 15, 1904).

Hobhouse (Henry). The position of unionist free traders (Monthly Review, August 1903).

Hobson (J. A.). The inner meaning of protectionism (Contemporary Review, September 1903).

Hobson (J. A.). The mystery of dumping (Contemporary Review, February 1904).

Hodgetts (E. A. Brayley). The policy of laissez-faire (Empire Review, November 1903).

Huebner (Salomon). Main factures of the present foreign trade of the United Kingdom (Annals of the american Academy of political and social sience, January 1904).

Hughes (Spencer Leigh) : Joseph Chhamberlain, the orator and debator (Pall Mall Magazine, November 1903).

Husboud (E. B.). The fiscal question and its surroundings (Westminster Review, January 1904).

Iyer (G. Subramani). What free trade has done for England and for India (East and West, 15 August 1903).

Jones (T. Artemus). The truth about Cobden's prophecy (New Liberal Review, December 1903).

Kennedy (Sir Charles Malcolm). The fiscal problem (Journal of the Society of Arts, December 4, 1903).

Kenny (Matthew J.). Ireland and the tariff : the nationalist standpoint (National Review, October 1903).

Kent (C. B. Roylance). The fiscal question ; history's Argument (Macmillan's Magazine, September 1903).

Kidd (Benjamin). Imperial policy and free trade (Nineteenth Century, July 1903).

Kidd (Benjamin). The larger basis of colonial preference (Nineteenth Century, January 1904).

Kirby (H.). Protection and the future of socialism in Great Britain. (Social-Democrat, no 11, 1903).

Kirchhoff (C.). The outlook for steel and iron (Review of Reviews, American, January 1904).

Lang (L.). Chamberlain (Közgazdasagi Szemle, Mars 1904).

Lawrence (Arthur). The fiscal campaign : the book of Good Hope (New liberal Review, October 1903).

Lawson (W. R.). The City and the fiscal critis (Bankers Magazine, November 1903).

Lawson (W. R.). The fiscal question and the money market (Bankers' Magazine, March 1904).

Lefevre (G. Shaw). Mr. Balfour and Retaliation (Fortnightly Review, December 1903).

Leroy-Beaulieu (Paul). L'aventure de M. Chamberlain (L'économiste français, 26 septembre 1903).

Lethbridge (Sir Roper). India and preferential tariffs (Asiatic Quarterly Review, January 1904).

Lethbridge (Sir Roper). India and preferential tariffs (Broad views, February 15, 1904).

Lightbody (W. M.). The protectionist ideal of foreign trade (Fortnightly Review, February 1904).

Lightbody (W. M.). Taxing the foreigner (Westminster Review, December 1903).

Lightbody (W. M.). Is England living on her capital? (Westminster Review, January 1904).

Longley (J. W.). Canada and the Chamberlain Movement (Canadian Magazine, January 1904).

Longville (S.). Printers and protection. A rejoinder (The typographical Circular, January 1904).

Longville (S.). Printers and protection (The typographical Circular, March 1904).

Lotz (Prof. Walther). Chamberlains Pläne (Die Hilfe, 15 November 1903).

Louis (Paul). Les bases de l'Impérialisme (La Renaissance latine, 15 septembre 1903).

Luzzatti (Luigi). Le nuove controversie doganali inglese e il loro probabili effetti (Nuova Antologia, 1o Novembre 1903).

Lyon (Charles). Our commercial relations and fiscal policy : From the french standpoint (Empire Review, July 1903).

Mac Dermot (Rev. G.). Home Rule and Mr. Chamberlain's Zolverein (American catholic Quarterly Review, October 1903).

Mac Evoy (J. M.). Professor Ashley and the tariff problem (Canadian Magazine, January 1904).

Mac Lean (J. M.). India's place in an Imperial federation (East and West, January 1904).

Macnaghten (R. E.). Is free trade a fallacy? (Economic Review, January 1904).

Mallock (W. H.). The great fiscal problem (Nineteenth Century, September 1903).

Mallock (W. H.). The myth of the big and little loaf (Fortnightly Review, December 1903).

Mann (J. S.). Mr. Balfour and economic fact (Contemporary Review, October 1903).

Marcus (Herman W.). Mr. Gladstone and Imperialism (Canadian Magazine, January 1904).

Matlekovits (S.). Chamberlain es az irodalom (Közgazdasagi Szemle, Mars 1904).

Maxey (Prof. Edwin). The tariff issue in England (Arena, November 1903).

Maxey (Prof. Edwin). The relation of reciprocity to protection (Arena, December 1903).

Maxey (Prof. Edwin). Free trade in England (New Liberal Review, October 1903).

Maxwell (Sir Herbert). Imperial Reciprocity (Nineteenth Century, June 1903).

Mitchell (Thomas W.). Development of Mr. Chamberlain's fiscal policy (Annals of the american Academy of political and social science. January 1904).

Morgan (Ben H.). The expansion of trade within the Empire (Empire Review, February 1904).

Morgan (Sampson). The foreign fruit trade in Britain (Nineteenth Century, December 1903).

Morrow (F. St. John). Some advantages of preferential tariffs : commercial prosperity in Ireland (Empire Review, October 1903).

Mouzilli (A.). Libero Scambio e protezionismo in Inghilterra (L'Italia moderna, Decembre 1903).

Murray (David Christi), and Atkinson (Prof. J. W.). Will a preference tariff oppress the poor? (Fortnightly Review, October 1903).

Naylor (T. E.). Printers and protection (The typographical Circular, December 1903, April 1904).

Naylor (T. E.). Printers and protection, a reply (The typographical Circular, February 1903).

Nelson (H. Loomis). The proposed british Zollverein : its effect on United States trade (North American Review, August 1903).

Neville (R.). Free trade and preferential tariffs (Monthly Review, July 1903).

O'Brien (M. D.). Protection and free trade : a dishonest policy (Westminster Review, March 1904).

Observer. Thee doom of free imports (National Review, October 1904).

Padshah (B. J.). Dumping, facts and theories (East and West, October 1903, November 1903).

Palgrave (A. H. Inglis). The economic condition of the country (National Review, November 1903).

Parker (Sir Gilbert). Imperial Reciprocity (Nineteenth Century, June 1903).

Peel (Hon. George). Mr. Chamberlain, the new Sir Robert Peel (National Review, August 1903).

Peel (Hon. George). Canada and the Empire (Independent Review, January 1904).

Petritsch (Leo). The fiscal question and Austro-Hungarian experience (Economic Journal, March 1904).

Phelps (Rev. S. R.). The proposed new fiscal policy (Economic Review, July 1903).

Phillips (Lioneb). The great fiscal problem (Nineteenth Century, September 1903).

Pigou (A. C.). The known and the unknown in Mr. Chamberlain's Policy (Fortnightly Review, January 1904).

Pigou (A. C.). Pure theory and the fiscal controversy (Economic Journal, March 1904).

Price (L. L.). The economic prejudice against tariff reform (Fortnightly Review, November 1903).

Price (L. L.). Economic possibilities of an imperial fiscal policy (Economic Journal, December 1903).

Price (L. L.) La possibilità economica di una politica fiscale imperialista (Riforma sociale, 15 Febbraio 1904).

Reeves (W. Pember). The colonies, the daughters of the house (Monthly Review, December 1903).

Rhein (H.). Le mouvement protectionniste en Angleterre (Réforme Economique, 28 février 1904).

Renwick (W. H.). Free trade and british shipping (Nineteenth Century, February 1904).

Ridley (Hon. Matthew White). Cotton, Cobden and Chamberlain (National Review, January 1904).

Roberts (C.). Making a protection tariff (World's Work, November 1903).

Robin (R. P.). How western Canada regards the Chamberlain scheme (North American Review, November 1903).

Rohrbach (Paul). Englische Schutzzöllnerei (Die Hilfe, 7 Juni 1903).
Root (J. W.). The fiscal inquiry (Economic Journal, September 1903).
Ross (G. W.). Preferential trade (Canadian Magazine, September 1903).
Rothstein (Th.). Der Niedergang der britischen Industrie (Neue Zeit. xxii, 1, nr 2, 3, 4, 7, 8, 10) (1).
Rowland (P. F.). Protection or free trade? (Macmillan's Magazine, August 1903).
Russell (Hon. Bertrand). Mr. Charles Booth's proposals for fiscal reform (Contemporary Review, February 1904).
Samaldas (Lalubhai). India and her fiscal policy (East and West, December 1903).
Sassoon (Sir Edward). India and tariff Reform (Nineteenth Century, March 1904).
Schilder (Dr Sigmund). Die imperialistische Zollpolitik in England (Handels-Museum, 2 Juli 1903).
Schilder (Dr Sigmund). Der englische Export (Handels-Museum, 5 November 1903).
Schippel (Max). Die englischen Arbeiter und die Chamberlainsche Schutzzollagitation (Socialistische Monatshefte, April 1904).
Schooling (J. Holt). The fiscal policy of the Empire (Windsor Magazine, September 1903, October 1903).
Schuster (Felix). Foreign trade and the Money market (Monthly Review, January 1904).
Selim. A fiscal solution. For commonplace minds (Blackwood's Magazine, February 1904).
Simmons (J. F.) Imperialism : an historical development (Overland Monthly, October 1903).
Sinceny (P.). Lettre ouverte à M. Balfour (La Réforme Economique, 18 octobre 1903).
Sinceny (P.). Nouvel aspect de l'évolution économique de l'Angleterre (La Réforme Economique, 22 novembre 1903).
Semmer (J. van). The history of the policy for preferential trade (Magazine of Commerce, September 1903).
Smith (Goldwin). Canada, the Empire and Mr. Chamberlain (Monthly Review, October 1903).
Spender (J. A.). The new departure and how to meet it (New liberal Review, July 1903).
Spender (J. A.). Free trade and its fruits (Fortnightly Review, September 1903).

(1) Traduit en français dans le « Mouvement socialiste » du 15 décembre 1903.

Spender (J. A.). The Party situation (Contemporary Review, November 1903).

Spender (J. A.). The fiscal controversy : some practical points and their bearing upon business and commerce (World's Work, December 1903).

Spender (Harold). Sir Robert Peel and Mr. Chamberlain (Fortnightly Review, October 1903).

Strachey (J. St. Loe). The fiscal issue joined (Word's Work, January 1904).

Swindlehurst (Albert). Some advantages of preferential tariffs : Increased exports and higher wages (Empire Review, October 1903).

Taylor (Benjamin). Imperial Reciprocity (Nineteenth Century, June 1903).

Taylor (B.). Imperial trade and tarifts (Page's Magazine, July 1903).

Taylor (Benjamin). Mr. Chamberlain's Scheme (Nineteenth Century, November 1903).

Taylor (J. Lionel). Freedom and protection principles (Westminster Review, March 1904).

Taylor (W. G. Langworthy). Protection, Expansion and international competition (Annals of the American Academy of political and social science, January 1904).

Tennant (H. J.). The favoured foreigner. A comparison in burdens Monthly Review, March 1904).

Thierry (C. de-). The free trade faith (Empire Review, September 1903).

Thierry (C. de-). The colonies and free trade (United services Magazine, January 1904).

Thomasson (Franklin). The retaliation fallacy (New liberal Review, December 1903).

Thompson (Robert Ellis). An american view of Mr. Chamberlain's Proposals (Fortnightly Review, September 1903).

Thornton (H. Cholmondeley). Fiscal Reform (Oxford Point of View, November 15, 1903).

Thring (The R. H. Lord). The Unity of the Empire (Nineteenth Century, March 1904).

Tupper (Sir Charles Hibbert). Some advantages of preferential tariffs : Effect on Canada (Empire Review, October 1903).

Victor. La crisis ministeriale in Inghilterra (Nuova Antologia, 1er octobre 1903).

Vincent (Sir Edgard). India and free trade (World's Work, February 1904).

Wall (Walter W.). Protection and the Stock-exchange (New liberal Review, October 1903).

Warren (Mark). The trade of the Empire (Contemporary Review, October 1903).

Weismann (Dr Martin). Josef Chamberlain (Beiträge zur Kolonial politik und Kolonialwirtschaft, 1903-1904. Heft 6).

Weismann (Dr Martin). Imperialismus und Jingoismus (Beiträge zur Kolonialpolitik und Kolonialwirtschaft, 1903-1904. Heft 8).

Welby (Lord). Mr. Chamberlain's Fiscal Policy (Contemporary Review, July 1903).

Westenholz (R. A.). Danish agriculture and free trade (Monthly Review, February 1904).

Withmore (C. A.). Authority for a closer union with the colonies (National Review, December 1903).

Williams (Ernest E.). Free traders at Bay (National Review, August 1903).

Wilson (H. W.). The Revolt against Cobdenism (National Review, August 1903).

Wilson (H. W.). A national tariff for national defence (National Review, February 1904).

Wintle (W. J.). Mr. Joseph Chamberlain (Harmsworth Magazine, October 1903).

Wise (B. R.). Australia and preferential trade (National Review, March 1904).

Yoxall (J. H.). The Cabinet Empirics (New liberal Review, August 1903).

Young (Robert). The fiscal problem (Amalgamated Engineers' Journal, March 1904).

Zolla (D.). Le protectionnisme impérialiste anglais et les interêts agricoles de la France (Monde Economique, 29 août 1903).

Preferential treatment of the Colonies (The Statist, May 23 to September 26, 1903).

Les déclarations de MM. Balfour et Chamberlain (La Réforme économique, 7 juin 1903).

F. B. Den engelske Told-Debat (Nationalökonomisk Tidsskrift, Juli-August 1903).

Mr. Chamberlain's Knowledge of the Zollverein, by a member of the Cobden Club (Westminster Review, July 1903).

Mr. Chamberlain's fiscal Policy (Quarterly Review, July 1903).

The opposition to the proposals of Mr. Chamberlain :

Ministerialist objections.

Labour objections.

Special interviews : Sir Charles Dilke and Mr. Henry Broadhurst. (New liberal Review, July 1903).

The facts about preferential trade (World's Work, July 1903).

Greater Britain (National Review, July 1903 to February 1904).

Back to protection (Edinburgh Review, July 1903).

Tariff Problem in England (Gunton's Magazine, July 1903).

L'Angleterre redeviendra-t-elle protectionniste? Discussion à la Société d'économie politique de Paris. (Journal des économistes, juillet 1903).

La lutte entre le libre-échange et la protection en Angleterre (Journal des économistes, juillet 1903).

The great inquest (The economist, July 4, 1903).

The immediate function of Unionist free traders (The economist July 4, 1903).

The iron and steel trade and the proposed fiscal revolution (The economist, July 11, 1903).

The Silk trade and fiscal proposals (The textile Mercury, Juli 18, 25; August 1, 8, 29, 1903).

Incidents in the fiscal controversy. The Economist, July 25, 1903).

Preferential tariffs : friends in Counsil (Monthly Review, August 1903).

The fiscal Question : Symposium (Magazine of Commerce, August 1903).

Mr. Chamberlain's Record (World's Work, August 1903).

Our taxes and our trade (The Cooperative News, August 1, 1903 to December 26, 1903).

Mr. Chamberlain's Policies (The economist, August 8, 1903).

Mr. Chamberlain's fiscal proposals ; their effert on the cotton trade (The textile Mercury, August 15, 1903).

Facts and observations in the fiscal controversy (The economist, August 22, 1903).

Our fiscal policy : interviews in the West Riding (Magazine of Commerce, September 1903).

Preferential tariffs in the sheet iron industry (Economic journal, September 1903).

The economics of Empire (National Review, September 1903).

Imperialismo, protezionismo e liberismo in Inghilterra (Giornale degli Economisti, Settember 1903).

Freihandel oder Schutzzoll (Eisen und Stahl, 1 September 1903).

Mr. Balfour's concession of fiscal faith (The Economist, September 19, 1903).

Retaliation and Reciprocity (Quarterly Review, October 1903).

The confessions of an eccentric free trader (East and West, October 1903).
The new fiscal policy (Magazine of Commerce, October 1903).
Politics and parties (Edinburgh Review, October 1903).
British Empire trade (Feilden's Magazine, October 1903).
Tariffs and Labour (Amalgamated Engineers' Journal, October 1903).
Zur Lage in England (Export, 1 Oktober 1903).
Insularer Freihandel (Handels-Museum, 8 Oktober 1903).
Mr. Chamberlain's scheme (The Economist, October 10, 1903).
The proposed change in our fiscal policy (Engineering Times, October 15, 1903).
Iron and steel and the new fiscal policy (The Economist, October 17, 1903).
The conting and reconting of Mr. Chamberlain (The Economist, October 24, 1903).
La crise anglaise (Journal des Chambres de Commerce et d'Industrie, 25 octobre 1903).
Developments of Mr. Chamberlain's campaign (The Economist, October 1903).
" Free trade " and british exports (Feilden's Magazine, November 1903).
Fiscal Policy (Amalgamated Engineers' Journal, November 1903).
Mr. Chamberlain's case and the answer (World's Work, November 1903).
Mr. Chamberlain's tariff (Blackwood Magazine, November 1903).
The moral issue (Independent Review, November 1903).
Il manifesto degli economisti inglesi contro il protezionismo (Riforma sociale, Novembre 1903).
Les projets fiscaux de l'Angleterre (Supplément à la Réforme Economique du 15 novembre 1903).
Mr. Balfour's aims (The Economist, November 21, 1903).
Two points for Mr. Chamberlain (The Economist, November 28, 1903).
Preference and the food supply by the assistent editor of the National Review, December 1903).
Imperial fiscal union : trend of colonial opinion (Empire Review, December 1903).
Some curiosities of the fiscal controversy (The economist, December 12, 1903).
A sham fiscal inquiry (The economist, December 19, 1903).
Canada and Mr. Chamberlain. Symposium (Canadian Magazine, December 1903).
The fiscal controversy (Bankers' Magazine, January 1904).
The tariff controversy (Edinburgh Review, January 1904).

Free trade and the Unionist Party (Edinburgh Review, January 1904).
Mr. Chamberlain and home rule (The Economist, January 2, 1904).
Imperial Welding (The Economist, January 9, 1904).
Mr. Chamberlain in the City (The Economist, January, 23, 1904).
Englands tariff education (Gunton's Magazine, February 1904).
Le questionnaire Chamberlain (La Réforme économique, 7 février 1904).
Protection and Imperialism by a Royal Liberal (Westminster Review, February 1904).
La politica imperialista di Chamberlain (L'Economista, 1903, p. 346 ss.).
The Colonies and preferential trade (The british Empire Review, January-February 1904).
The city and the fiscal question (Bankers' Magazine, February 1904).
Deutschlands Stellung zu Chamberlains Politik (Export., 11 Februari 1904).
The free trade debate (World's Work, March 1904).
Mr. Chamberlain's future, by a student of public affairs (Fortnightly Review, March 1904).
The fiscal problem discussed by the brotherhood trust (Cooperative News, March 12, 1904).
Der Handel Englands mit den englischen Kolonien und mit dem Auslande (Bayerische Handelszeitung, 12 März 1904).
Mr. Chamberlain's iron trade ally and the other side (The Iron and Coal trades Review, vol. 67, July to December 1903, p. 1646).
The fiscal problem (id., p. 518).
Free trade versus fair trade (id., p. 814).
The tariff controversy (id., p. 185).
The tin-plate industry and the fiscal discussion (id., p. 1506).
The Coal trade and the new fiscal proposals (id., p. 1295).
Legitimate competition and tariff conditions in the iron trade (id., p. 253).
Trade-Unionism and tariffs (id., p. 1295).
Tariff statistics of to-day (id., p. 319).
The new tariff commission and its work (id., p. 1855).
Mr. Chamberlain and trade-union (Colliery Guardian. Vol. 86, July to December 1903, p. 933).
Fiscal fallacies (id., p. 671).
Protection and the Coal trade (id., pp. 982 et 1034).

63420

Author Crick, Daniel EcC

C928p

Title Le procès du libre échange en Angleterre.

DATE.	NAME OF BORROWER.